



MÉMOIRE

PRÉSENTÉ À

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

EN VUE DE L'OBTENTION DU GRADE

DE MAÎTRISE ÈS SCIENCES (M. SC) EN GESTION DES ORGANISATIONS

PAR

MOUHAMADOU EL BACHIR NDAO

**ANALYSE DE L'IMPACT DE LA FINANCE DURABLE SUR LES
CRITÈRES ESG DES BANQUES**

Québec, Canada

Résumé

Ce mémoire analyse l'impact de la finance durable sur les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) des banques, un domaine en pleine expansion face aux défis croissants en matière climatique et de développement durable l'investissement socialement responsable (ISR) devrait occuper une place importante dans le secteur de la finance. La finance durable à la différence de la finance classique adopte un jeu de filtre sur les investissements sur la base de critères écologiques, sociaux, de bonne gouvernance ou encore éthique et s'engage également dans la communauté locale (L. Renneboog et al, 2008, p.1723).

Cette recherche vise à comprendre l'impact de l'adoption de pratiques financières durables sur la prise en compte et la mise en œuvre des critères ESG des banques, en se concentrant sur les innovations apportées, les obstacles auxquels elles font face, et la compréhension des acteurs du secteur bancaire. Avec les initiatives internationales comme l'Accord de Paris et les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, longtemps pointé du doigt avec 736 milliards de dollars en financement de l'énergie fossile (Fossil Fuel Finance Report 2020 portant sur les 35 plus grosses banques mondiale) les banques sont placées au cœur des plans d'actions pour relever les défis du développement durable. Les critères ESG sont devenus des indicateurs clés pour évaluer la performance non financière des banques, influençant leur réputation, leur attractivité pour les nouveaux types investisseurs, et leur conformité réglementaire.

Cette recherche se base sur une revue systématique de la littérature afin de garantir une exploration rigoureuse et exhaustive des travaux existants. Cette méthode permet d'identifier les tendances, les bonnes pratiques ainsi que les principaux défis liés à l'intégration des critères ESG dans les stratégies bancaires

Cette recherche est pertinente dans la mesure où elle propose une analyse qualitative approfondie de la manière dont la finance durable est associée à la prise en compte des critères ESG des banques en allant au-delà des chiffres pour explorer la littérature existante sur le sujet et la perception des professionnels du secteur. Elle contribue à combler les lacunes existantes sur la littérature existante et faire l'état des connaissances actuelles en fournissant des *insights* détaillés sur les pratiques ESG, les succès et les obstacles rencontrés. Les résultats attendus serviront à clarifier les politiques bancaires, guider les autorités de régulation et soutenir les institutions financières dans l'amélioration de leurs stratégies ESG, contribuant ainsi à un développement économique plus durable et responsable.

Mots-clés : finance durable, performance ESG, développement durable, investissement socialement responsable, facteurs ESG, secteur bancaire

Remerciement

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à ma directrice de recherche, Madame Salmata Ouedraogo, ainsi qu'à l'ensemble du corps professoral, pour leurs précieux conseils, leurs orientations et leur soutien tout au long de cette aventure intellectuelle. Je suis particulièrement reconnaissant envers Madame Ouedraogo pour sa confiance, le savoir qu'elle m'a transmis et sa disponibilité constante. Je souhaite également remercier chaleureusement ma famille, avec une attention toute particulière à ma mère, Yaye Ndiaye Diop, pour ses innombrables sacrifices et son soutien indéfectible, ainsi qu'à mon père adoptif Monsieur Latyr Diouf pour son appui complet, à mes frères Mouhamed El Waly, Abdallah et Cheikh Mohamed Fadel. Enfin, je remercie l'UQAC pour avoir offert un environnement stimulant qui a grandement contribué à l'aboutissement de ce mémoire.

Tables des matières

Résumé	ii
Remerciement.....	iii
Tables des matières	iv
Liste des tableaux.....	vi
Liste des abréviations	viii
INTRODUCTION	1
Chapitre1: Revue de la littérature.....	8
1.1 Origine et évolution de la finance durable	8
1.2 Les composantes de la finance durable	12
1.2.1 L'investissement socialement responsable (ISR).....	12
1.2.2 La finance verte	19
1.3 Les critères environnementaux sociaux et de gouvernances dans les banques.	
23	
1.3.1 La responsabilité sociale des entreprises	23
1.3.2 Définitions et applications des critères ESG	28
1.4 La notation ESG	30
1.5 Divulgation de l'information extra-financière.....	32
Chapitre2: Méthodologie	34
2.1 Interprétation et commentaire de l'épuration des données	41
2.2 Préanalyse	42
2.2.1 Codage et classification des publications	42
2.2.2 Épuration de la base de données	44
2.2.3 Finalisation du corpus de publication des études.	45
2.3 Analyse de contenu	47
2.3.1 Lecture des articles.....	47
2.3.2 Analyse de contenu	48
2.3.3 Validation finale du corpus de publication	50
2.4 Analyse Thématique.....	51
2.4.1 Lecture approfondie des articles	51

2.4.2	Interprétation de la figure de lecture et commentaire	54
2.4.3	Production de note de lecture des articles sélectionnés	55
2.4.4	Processus de l'analyse thématique	58
2.5	Justification du choix de la méthodologie	61
Chapitre3:	Analyse des résultats	64
3.1	L'IMPACT DE LA FINANCE DURABLE SUR LES CRITÈRES ESG DES BANQUES	64
	L'intégration des critères ESG dans les stratégies bancaires	64
3.2	LES ENJEUX ET DÉFIS DE L'ADOPTION DES PRATIQUES DE FINANCE DURABLE	69
3.3	Le risque de greenwashing dans le secteur bancaire	71
3.4	Rôle de la digitalisation et des fintechs dans l'accélération de la finance durable	78
Chapitre4:	Discussion des résultats	81
4.1	Effets de l'engagement des parties prenantes sur l'intégration ESG des banques : Validation de la théorie des parties prenantes.....	81
4.2	Quête de légitimité et pratiques ESG des banques : Une perspective de la théorie de la légitimité	82
4.3	Hypothèse de Porter et innovations ESG bancaires.....	83
4.4	Obstacles à l'intégration ESG et impact sur l'industrie	84
Chapitre5:	Implications Théoriques et Managériales	86
5.1	Implications théoriques.....	86
5.2	Implications managériales	88
Conclusion.....		90
Bibliographie.....		96
ANNEXES.....		118

Liste des tableaux

Tableau1 : DSI 400
Tableau 2 : Critères de la Coalition of environmentally Responsible Economics.
Tableau 3 : Tableau d'épuration des données
Tableau 4 : réglementation et normes

Liste des figures

Figure 1 : **Principales étapes du développement de l'ISR**

Figure 2 : ***Les six principes pour l'investissement responsable (PRI)***

Figure 3 : **Encours des obligations vertes par zone géographique**

Figure 4 : **Méthodologie d'analyse des articles dans une revue de systématique**

Figure 5 : **Illustration d'un schéma de lecture inspirée**

Liste des abréviations

- SRI** – Socially Responsible Investment (Investissement Socialement Responsable)
- ISR** – Investissement Socialement Responsable
- PRI** – Principles for Responsible Investment (Principes pour l'Investissement Responsable, ONU)
- IMPACT** – Investissement à Impact Social ou Environnemental
- SFDR** – Sustainable Finance Disclosure Regulation (Règlement européen sur la publication d'informations en finance durable)
- EU Taxonomy** – Classification européenne des activités durables
- IFRS S1/S2** – Normes de durabilité IFRS de l'ISSB (International Sustainability Standards Board)
- SBTi** – Science-Based Targets initiative (Initiative de réduction des émissions alignée sur la science)
- TCFD** – Task Force on Climate-related Financial Disclosures (Initiative de reporting climatique du FSB)
- TNFD** – Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (Cadre pour la divulgation des impacts sur la biodiversité)
- GRI** – Global Reporting Initiative (Normes de reporting ESG)
- SASB** – Sustainability Accounting Standards Board (Normes sectorielles de reporting durable)
- CDP** – Carbon Disclosure Project (Initiative de reporting sur le climat et l'eau)
- EU GBS** – European Green Bond Standard (Norme européenne sur les obligations vertes)
- ICMA GBP** – International Capital Market Association Green Bond Principles (Principes pour obligations vertes)
- CCFD** – Climate Change Financial Disclosure (Divulgation financière des risques climatiques)
- SDG** – Sustainable Development Goals (Objectifs de Développement Durable, ODD, ONU)
- NGFS** – Network for Greening the Financial System (Réseau des banques centrales pour la finance verte)
- CERES** – Coalition for Environmentally Responsible Economies
- NFRD** – Non-Financial Reporting Directive (Directive européenne sur le reporting extra-financier)
- CSRD** – Corporate Sustainability Reporting Directive (Nouvelle directive européenne remplaçant la NFRD)
- SFDR** – Sustainable Finance Disclosure Regulation (Règlement européen sur la finance durable)
- EU ETS** – EU Emissions Trading System (Marché du carbone de l'UE)
- CBAM** – Carbon Border Adjustment Mechanism (Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières) aux frontières)

INTRODUCTION

Les banques sont parfois qualifiées d'industrie pour les traitements de masse (instruments de paiement, monétique, conservation des titres etc.), même si le marketing et le contrôle de gestion sont intervenus plus tardivement que dans le secteur secondaire (Roux, 2013), elles ne sont pas des entreprises comme les autres en raison de la nature des prestations, des produits et des services proposés qui relèvent du conseil et de l'argent. Elles assurent un véritable service public car en contrepartie des crédits qu'elles apportent à l'économie, elles créent de la monnaie, cet instrument du lien social dans une économie marchande (Roux, 2013). Les banques jouent un rôle crucial dans le financement de l'économie en agissant comme intermédiaires financiers entre les agents économiques ayant une capacité de financement et ceux ayant un besoin de financement. Son rôle a évolué dans le temps, dès le début de sa création les banques avaient pour mission de collecter l'épargne et sa place dans le monde est devenu très important étant donné sa puissance économique et son influence politique.

Au cours des dernières décennies le monde de la finance a traversé beaucoup de crises attribuables aux acteurs de la finance. Les marchés financiers sont supposés être peuplés de homini oeconomicus infiniment intelligent, parfaitement rationnel, dénué de tout sentiment ou émotion (Roux, 2013). Ces dérives ont eu un impact considérable laissant place à des inégalités sociales avec des crises désastreuses sur le plan économique et social comme celle des subprimes de 2008 et la crise de la dette souveraine en Europe.

L'effet des dérives financières ne se limite pas que sur le plan social mais aussi sur le plan environnemental. La pandémie du COVID 19 a exacerbé ces vulnérabilités tout en

accélérant la prise de conscience interdépendances entre stabilité financière et enjeux (Network for greening the financial system NGFS, 2023). Elle a fait apparaître aussi les insuffisances dont souffre le secteur financier marqué par une logique de rentabilité à court terme au détriment des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance. La faible intégration de ces risques, le manque de transparence, la persistance du financement des énergies fossiles illustrent les limites d'un système qui doit désormais être repensé pour répondre aux défis du développement durable.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente recherche, qui interroge la manière dont l'intégration de la finance durable transforme les pratiques bancaires notamment au regard des critères ESG (environnement, social, gouvernance).

Aujourd'hui les enjeux environnementaux sont au premier plan des préoccupations de la planète le changement climatique et ses effets indésirables, la crise sociétale que traversent les États dû à des inégalités sociales de plus en plus graves entre les différentes classes sociales et les modes de gouvernances des entreprises les acteurs de la finance. Les gouvernements, les organisations internationales, les institutions financières et les régulateurs ont pris des résolutions pour un assainissement du secteur bancaire en mettant au cœur de leur activités les pratiques ESG (environnementaux, sociaux et gouvernance).

Les successions de crises engendrées par la finance plus précisément les banques et les conséquences désastreuses que cela a eu sur le plan économique, social et environnemental à pousser les acteurs économiques, politiques et le parti civil à un éveil des consciences pour faire face aux défis alarmant sur les questions économiques et environnementales (Okonjo-Iweala, 2020). En 2019, le secteur des énergies fossiles a reçu 736 milliards de dollars de financement, provenant notamment de subventions gouvernementales et d'investissements provenant des 35 plus grosses banques mondiales.

Malgré l'urgence de la transition énergétique, cette dépendance continue entrave la lutte contre le changement climatique (Rainforest Action Network, 2020). C'est dans cette lancée que les premières initiatives en faveur de l'environnement voient le jour dans les années 1960-1970 avec la montée en puissance des mouvements écologistes pour lutter contre la croissance effrénée et la préservation des ressources naturelles (Griswold, 2012). Par la suite le choc pétrolier des années 1970 a montré à quel point l'économie dépendait des ressources naturelles comme le pétrole, il fallait donc réfléchir à des alternatives et une possible transition énergétique. Mais le fait le plus marquant est la crise des subprimes avec la fermeture de la banque américaine Lehman Brothers en 2008 qui a ébranlé l'économie mondiale dans un contexte de mondialisation ternissant l'image de la banque et des marchés financiers. L'absence de régulation et de transparence dans la gestion des risques n'est attribuable qu'aux dirigeants et actionnaires des grandes banques et leur gouvernance (Claessens et Kodres, 2014). C'est au lendemain de cette crise que le « G », qui signifie gouvernance, a été intégré dans les ESG. Cette crise a mis en évidence la nécessité d'une meilleure gestion et d'une plus grande responsabilité de la part des entreprises.

L'émergence de la finance durable est étroitement liée à une évolution paradigmique dans la conception du rôle des entreprises au sein de la société. Initialement, une perspective dominante, notamment celle articulée par Friedman (1970), postulait que la responsabilité sociale fondamentale des entreprises se limitait à la maximisation du profit pour les actionnaires. Cette vision a longtemps prévalu dans les milieux économiques et financiers. Cependant, la crise financière de 2008-2009 a mis en lumière les vulnérabilités et les risques systémiques associés à une focalisation excessive sur le rendement à court terme. Cette crise a également révélé que les entreprises ne sont pas uniquement des entités économiques, mais des acteurs sociaux ayant un impact tangible sur la société

Venne (2010). Le sauvetage financier par l'État de nombreuses institutions financières a souligné la nécessité de repenser le rôle des entreprises et d'intégrer des considérations sociales et environnementales dans leurs modèles d'affaires.

La définition de la finance durable est la première source de confusion. Plusieurs définitions qui sont le plus souvent politisées, le plus grand défi reste à trouver un consensus clair sur la définition de la finance durable. Cette dernière se matérialise à travers l'investissement socialement responsable (ISR). Le mouvement de la finance socialement responsable (FSR) est issu de l'activisme des congrégations religieuses du début du XXe siècle, suivi par les mouvements écologiques radicaux et les organisations de défenses des droits civiques ou humains (Loiselet, 2000, p. 1).

L'expression « socialement responsable » associée aux pratiques d'investissement datant des années 1970. En effet, si Dejean et Plant considèrent que les origines de l'ISR datent de l'arrivée des Quakers aux Etats-Unis au XVIIIe siècle, d'autres chercheurs comme Loiset et Schueth affirment que sa version moderne remonterait quant à elle aux années 1970 (Lacroix, 2000). L'investissement socialement responsable est la déclinaison du développement durable, il permet une meilleure prise en compte des risques à long terme et permet aux investisseurs de responsabiliser les entreprises et les marchés. Quant à l'épargnant, c'est une occasion pour lui de donner du sens à ses placements. C'est un investissement et un placement individuel ou collectif effectué selon des critères sociaux, environnementaux, éthiques et de gouvernance qui n'acceptent pas la performance financière. (Roux, 2013).

En portant une attention particulière à l'historique de la finance durable et les critères ESG dans le secteur bancaire on s'aperçoit rapidement que c'est un sujet qui nécessite une attention particulière en raison de sa montée en puissance dans le monde de

la finance (Pedersen et al., 2021). L'attention particulière qui lui est accordée par les plus grands acteurs de la finance comme Black Rock. La finance durable et la responsabilité sociale et environnementale ont toujours été au menu des organisations internationales mais sa place n'avait pas beaucoup évolué jusqu'au lendemain des crises économiques (e.g., BlackRock). La finance durable et les critères ESG sont devenus les maîtres mots dans le système bancaire mondial. On se dirige vers une mutation de tout un système basé sur le rendement du capital vers un système qui s'adapte aux préoccupations actuelles (NFGS, 2021)

En considérant que la finance durable et les critères ESG des banques est un sujet qui a fait couler beaucoup d'encre, très peu d'étude souligne l'impact réel d'une application de la finance durable ou de l'investissement socialement responsable peut avoir sur les critères ESG des banques (Brogi et al., 2023).

Dans ce contexte, la problématique centrale de cette recherche est la suivante : **comment l'intégration de la finance durable impacte-t-elle les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance des banques ?** Plus spécifiquement comment les investissements socialement responsables et les pratiques de finance durable peuvent amener une banque à respecter les normes de conformités aux critères environnementaux et sociaux d'une banque tout en restant compétitif ?

Ainsi les objectifs spécifiques que visent cette recherche sont :

- Décrire les pratiques de la finance durable ainsi que ses différentes composantes
- Explorer les processus et les stratégies adoptés par les banques pour intégrer les critères environnementaux et les politiques sociales et comprendre leur impact sur la performance financière

La responsabilité première d'une institution financière est la rentabilité des capitaux et la préservation de l'épargne des agents économiques selon la conception économique. Mais il faut noter que les banques font parties intégrantes de la société et qu'il tire leurs ressources auprès des composants de son environnement à savoir les différentes parties prenantes (Friedman, 1970).

Afin de traiter notre problématique et apporter des réponses concrètes, il convient de subdiviser la problématique en sous question.

- Comment les banques intègrent-elles les principes de la finance durable dans leur stratégie ESG ?
- Quels sont les effets de l'adoption de la finance durable sur la performance ESG des banques et quels sont les obstacles qui entravent sa mise en œuvre ?
- Comment l'innovation technologique contribue-t-elle à l'amélioration des engagements ESG et au développement de la finance durable dans les banques ?

Cette recherche est pertinente dans la mesure où elle s'inscrit dans un contexte caractérisé par des défis urgents liés aux crises environnementales et financières. Elle permet de combler un vide dans la littérature existante sur la finance durable et les critères ESG des banques. Elle peut servir de référence pour les professionnels du secteur bancaire dans les pratiques d'une finance plus responsable.

Afin de répondre de manière approfondie aux questions de recherche posées, cette étude se déploie en cinq chapitres structurés. Premièrement, après avoir établi la pertinence, les objectifs, le contexte et la contribution de cette recherche, le premier chapitre examine en détail la littérature existante sur la finance durable et les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans le secteur bancaire. Ce

chapitre permet de définir les concepts clés, d'identifier les tendances actuelles et de situer notre étude dans le paysage académique.

Le deuxième chapitre détail la méthodologie de recherche adoptée, incluant les critères de sélection des sources, les méthodes d'analyse et la justification de ces choix. Cette section assurera la transparence et la reproductibilité de notre démarche scientifique.

Le troisième chapitre présente l'analyse des résultats de notre recherche, en mettant en lumière l'impact de l'intégration de la finance durable sur les critères ESG des banques. Nous répondrons ainsi directement aux questions spécifiques de recherche concernant les stratégies d'intégration, les effets sur la performance ESG, les obstacles rencontrés et le rôle de l'innovation technologique.

Les résultats sont discutés de manière critique dans le quatrième chapitre, en comparaison avec les cadres théoriques et la littérature scientifique antérieure. Il illustre le processus d'intégration des critères ESG au sein des banques à travers différents angles conceptuels, tout en mettant en évidence les contributions, les contradictions observées et les difficultés rencontrées.

Enfin le cinquième chapitre discute des implications théoriques et managériales de nos résultats, offrant des recommandations concrètes pour les professionnels du secteur bancaire. Une conclusion synthétise les principaux apports de cette étude et souligne les contributions à la compréhension de la finance durable et des critères ESG dans le secteur bancaire.

Chapitre 1: Revue de la littérature

1.1 Origine et évolution de la finance durable

Au lendemain des trente glorieuses, les chercheurs ont commencé à se pencher sur les questions environnementales. Une première alerte a été lancée par un mouvement écologiste sur les risques environnementaux que présente la course effrénée de la croissance marquée par une industrie en plein boom économique avec des objectifs de rentabilité et une concurrence qui pousse à une exploitation abusive des ressources naturelles (Sachs, 1999). C'est en 1972 que le club de Rome à travers son rapport connu sous le nom de rapport de Meadows en référence à ces auteurs Donella Meadows et Dennis Meadows soulève la question du risque climatique lié à la croissance économique avec comme conclusion les risques de raréfaction des ressources et une pollution qui conduirait sans nul doute à une diminution de la population mondiale. Mais c'est en 1982 que le terme développement durable fait son apparition dans un rapport publié par les nations unis dénommé le rapport de Brundtland ou « Our Common future » notre futur a tout Luckscheiter, (2023). « Le développement durable vise à satisfaire les besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » (Brundtland, 1987). C'est sur la base de ce rapport que le sommet pour la terre a été organisé à Rio, sommet durant lequel a vu le jour l'agenda 21 prônant un plan d'action pour le 21 siècle. L'agenda 21 c'est étendu à travers les objectifs du millénaire en 2000 propulsé par Koffi Annan ancien secrétaire général des nations unis avec comme finalités de réduire les disparités de développement qu'il y'a entre les pays riches et les pays du sud et de combattre la pauvreté dans les pays sous-développés. À cette fin, huit objectifs assortis de 17 cibles ont été établis, ces dernières étant

quantifiables et mesurables à l'aide de 43 indicateurs ont été mis en place. Mais les objectifs visés n'ont pas pu être atteints faute d'engagement de certains États développés à suivre les recommandations formulées. Les objectifs de développement durable ont vu le jour en 2015. Le passage du XXI^e siècle a été marqué par une transition significative, passant des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) aux Objectifs de Développement Durable (ODD), reflétant ainsi une évolution des perspectives mondiales. Cette transition, motivée par une prise de conscience accrue des enjeux mondiaux, en particulier climatiques, a transformé la vision d'objectifs initialement centrés sur "l'autre" en une série de défis communs à "l'ensemble" de la communauté internationale. (Jacquemot, 2015). Les objectifs de développement durable (ODD) viennent combler les lacunes des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) afin de trouver des solutions et des méthodes plus pratiques. Les ODD posent ainsi avec une acuité nouvelle le problème des conflits de valeurs, des limites de la quantification et des écarts entre la complexité des situations socio-économiques à diverses échelles et le caractère simple et réducteur des indicateurs censés les mesurer. « Selon Les objectifs chiffrés doivent être concrets, concis, faciles à comprendre, en nombre limités, comparables, universels et chiffrables tout en étant ambitieux, d'envergure et en intégrant les spécificités des sociétés » (SIBIEUDE, 2023, pp. 41-64). Selon (Hugon, 2016, pp. 15-32) « Il est nécessaire d'avoir des repères tangibles et universels, afin de s'engager à l'échelle international et de comparer de façon transparente les objectifs et les accomplissements pour les bailleurs de fonds en respectant un calendrier programmé »

Dans les débats publics, la question sur la responsabilité sociale des entreprises commence à gagner du terrain. Le défi posé par la crise économique et la crise pandémique ont montré que les institutions mises en place et les instructions ne sont pas les seules capables de relever les défis du mieux vivre, mieux se nourrir, mieux se soigner et mieux vieillir (Boyer, 2021). Il faut un engagement fort des entreprises dans la responsabilité sociale et environnementale pour faire face aux défis pressants. Les premiers acteurs mis en avant de la scène sont les trésoriers de l'économie à savoir les banques et les institutions financières en d'autres termes les acteurs de la finance (Farhi, 2021).

La finance joue un rôle fondamental dans l'économie en tant qu'outil de réallocation des ressources. Elle canalise les flux de capitaux provenant des épargnants vers divers secteurs, stimulant ainsi l'activité économique et participant à la création monétaire. Cette position centrale confère à la finance une influence considérable sur les politiques publiques et internationales, notamment en ce qui concerne les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance des entreprises (Jensen, 1976). Les activités bancaires, en particulier, sont au cœur de ce processus. Les banques, en tant qu'intermédiaires financiers, sont les principaux acteurs de cette réallocation des ressources, accordant des prêts et finançant des projets. Cependant, l'importance de l'impact de la finance sur l'économie est à double tranchant : elle est proportionnelle aux dégâts qu'elle peut causer. Les dérives de l'activité bancaire, telles que la prise de risques excessifs ou les pratiques spéculatives, peuvent entraîner des conséquences majeures non seulement pour le système financier lui-même, mais aussi pour l'ensemble de l'environnement économique et social. Ces externalités négatives se propagent à travers tous les secteurs d'activité en raison de la dépendance des entreprises vis-à-vis des banques pour leur financement (Mathonnat, 2017). Les récentes crises économiques nous ont montré à quel point les

banques pourraient bouleverser le système économique dans sa globalité. Et malgré les mesures et réglementation qui encadrent l'activité les dérives continuent de sévir et d'impacter sur le bien vivre, le bien vieillir et bien s'éduquer des populations du monde entier et cela est dû à un système centré sur le rendement des capitaux et l'aide constant des autorités gouvernementales qui viennent à leur secours d'où l'expression « too big to fail » après le sauvetage de la banque Goldman Sachs par la FED.

A cet effet il est important de repenser à un nouveau modèle, une nouvelle façon de faire et de nouvelles réglementations afin d'assainir le secteur financier pour une finance qui participera de façon engagée aux poursuites des objectifs de développement durable. A travers leur politique d'investissement et leur mécanisme de financement les banques et institutions financières peuvent financer la transition énergétique en finançant les entreprises bas carbone mais également en encourageant la responsabilité sociale et environnementale de ses entreprises (Ikevuje, 2024). Cette évolution du rôle des banques dans la transition vers une économie plus durable s'inscrit dans un contexte historique et conceptuel plus large, marqué par une succession de crises économiques et sociales, qui ont progressivement façonné les contours de la finance durable et ses fondements éthiques.

La crise pandémique 2020-2021 a joué un rôle significatif dans l'accélération et la réorientation de la finance durable bien qu'elle fût déjà structurée autour de label comme ISR en France et de normes comme les obligations vertes. D'autres crises ont joué un rôle antérieur comme la crise des subprimes (D'Orazio, 2023). Les auteurs peinent à trouver un consensus sur la définition de cette dernière. Selon la Commission européenne (2018) définit la finance durable comme « La prise en compte des dimensions ESG dans les décisions d'investissement, qui doit conduire à une augmentation des investissements dans les activités durables et à long terme » (p.4). La finance durable s'inscrit dans la

continuité de la finance éthique plus ancienne qui visait à promouvoir les valeurs éthiques, initialement religieuses, dans les stratégies d'investissement (Louche et al., 2012). Parallèlement à cette évolution, dans le thème de la finance durable, l'investissement socialement responsable occupe une place importante.

Après avoir retracé l'émergence et l'évolution de la finance durable, il est essentiel de se pencher sur ses composantes fondamentales qui la définissent et la structurent. Cette section explorera en détail les principaux piliers de la finance durable, notamment l'Investissement Socialement Responsable (ISR), la finance verte et la finance éthique. Nous examinerons comment ces composantes se sont développées, leurs justifications théoriques et pratiques, ainsi que leurs implications pour le secteur financier et la société dans son ensemble

1.2 Les composantes de la finance durable

1.2.1 L'investissement socialement responsable (ISR)

Dans le thème de la finance durable, l'investissement socialement responsable occupe une place importante. Comme le soulignent Renneboog et al (2008, p. 1723, cité dans Revelli et Seentis, 2012, p. 45), l'ISR se distingue des investissements conventionnels par « un jeu de filtre [...] basés sur des critères écologiques, sociaux, de gouvernance [...] et s'engage également dans la communauté locale et dans l'activisme actionnarial ». Dans les travaux académiques, la plupart des travaux cherchent à démontrer la rentabilité des investissements socialement responsables et des coûts qu'ils représentent pour les banques dans leurs mises en place et cherchent à faire sortir la différence de coût entre l'ISR et les investissements conventionnels. Dans le secteur bancaire la notion de rentabilité a une dominance sur tous les sujets, les auteurs font la liaison entre

l'investissement socialement responsable et la performance financière. On parle souvent d'une performance par cible à savoir une implication sociale avec les parties prenantes est de tout bénéfice pour les banques si cette dernière mesure l'impact des coûts de son investissement (Clarkson, 1995 ; Freeman et al., 2010). Certaines théories peuvent expliquer une performance positive des ISR. C'est le cas notamment de la théorie des parties prenantes développée par R.E. Freeman (1984) qui stipule que la responsabilité de l'entreprise s'étend au-delà de la maximisation de la valeur des actionnaires. Elle requiert une prise en compte stratégique et éthique des intérêts de toutes les parties prenantes affectées par les activités de l'entreprise. Ainsi, selon J. Igelens et S. Point (2009, p. 7), « l'approche par les parties prenantes permet de créer de la valeur ». « Cette affirmation peut être vérifiée dans le cas de l'activisme actionnarial, où les parties prenantes « actionnaires », par la pression qu'elles exercent sur les entreprises, permettent de modifier les comportements de ces dernières en les orientant sur les valeurs qu'elles défendent » (L.V. Ryan et M. Schneider, 2002). La performance environnementale aussi tant convoitée par les acteurs de la finance est souvent mise en avant dans la communication des banques pour projeter une image d'institution responsable au regard des institutions centrales de décisions et réglementaires. A côté de cette campagne marketing il y a la performance financière liée à la politique environnementale des banques. La performance des titres ISR est liée à l'interaction entre la performance sociale, environnementale et la performance financière, en accord avec les théories établies dans ce domaine. Pour qu'un titre classé ISR affiche de bonnes performances, il est essentiel que l'entreprise engagée dans la responsabilité sociale soit également performante financièrement. La théorie des parties prenantes ou *stakeholder theory* (Freeman, 1984) ainsi que l'hypothèse de Porter (1991) offrent des explications pertinentes concernant la performance des entreprises engagées dans des pratiques

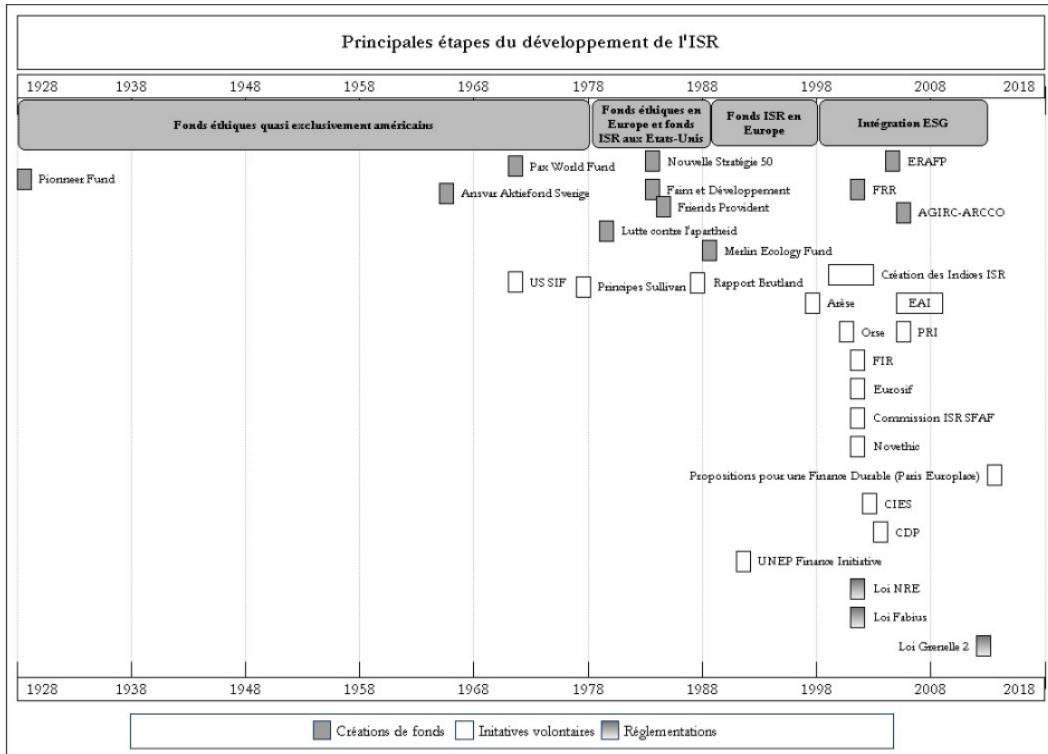
socialement responsables. La théorie des parties prenantes, dans le cadre de l'activisme actionnarial ou du principe de « bonne » gouvernance, crée de la valeur pour l'entreprise, puisque le lien qui existe entre la haute direction ou l'actionnariat avec le système de gouvernance de l'entreprise donne la garantie d'une réponse à leurs exigences. Par ailleurs, selon Porter (*ibid.*), si l'entreprise améliore sa performance environnementale, cela générera à terme une meilleure productivité et donc une meilleure rentabilité économique (les coûts générés par la prise en compte de la réglementation environnementale sont inférieurs à la valeur créée par l'amélioration de la productivité issue des efforts d'innovation). D'un autre côté, la littérature critique sur l'investissement socialement responsable met en avant l'inefficacité de celle-ci quant à sa capacité à générer des profits. Selon les opposants de l'ISR notamment dans la théorie moderne du portefeuille de H. MMarkowitz (1952), « l'ISR réduit les opportunités d'investissements et offre de facto une capacité de diversification beaucoup moins importante étant donné les contraintes de sélection et d'exclusion qu'il impose » (Andrieu et al., 2013, pp. 59-90)

La plupart des critiques se fondent sur le mécanisme de l'ISR qui ne fait pas l'unanimité auprès des académiciens et des professionnels de la finance. Les filtres appliqués sur les décisions d'investissement n'ont pas de fondements économiques solides et sont difficilement mesurables. Cela rejoint la théorie de R. Clow (1999) qui affirme que « l'ISR, par son approche sélective, pourrait entraîner un biais sectoriel en se limitant à un nombre restreint de secteur d'investissement ce qui accroîtrait le risque tout en réduisant la rentabilité » (p.107). (A. Rudd (1981) affirme également que l'introduction de contraintes au sein des portefeuilles d'investissement (dont les contraintes sociales et environnementales) pourrait également jouer un rôle négatif sur leur performance financière. En même temps comparé à l'investissement conventionnel,

le coût de mise en place de l'investissement socialement responsable constitue un frein à l'adoption de celle-ci par les banques pour des raisons de rentabilités. La théorie des coûts de l'investissement socialement responsable (ISR) est également invoquée pour expliquer la sous-performance de cette pratique. Selon A. Rudd (1981) cité dans les travaux de (Revelli et Sentis, 2012a), « toute transaction génère des coûts représentés soit par une commission de courtage soit par les coûts engagés pour inclure ou exclure certains ensembles d'actions lors de la sélection des portefeuilles ». C'est ce que R.G. Luther et al. (1992, p. 57) définissent comme « *monitoring costs* » ou coûts de surveillance. Ainsi, les critères de filtrage ISR diminueraient sur le long terme la liquidité moyenne des actifs (et augmenteraient donc l'impact du marché sur chaque future transaction) et provoqueraient également administration des actifs plus complexe et onéreuse en raison de la nécessité de recherche pour déterminer si un titre répond ou non aux critères ISR. L'ensemble de ces coûts diminuerait à terme la performance (D. Lamb, 1991 ; R.G. Luther et al., 1992 ; J. Tippet 2001, R. Bauer et al., 2005 ; M.L. Barnett et R.M. Salomon, 2006).

Il est possible de suivre l'évolution de l'investissement socialement responsable à travers plusieurs étapes qui illustrent l'évolution progressive de cette approche dans le secteur financier comme le montre la figure 1, le développement de l'ISR repose sur une cascade de dynamiques historiques réglementaires qui ont façonné ses pratiques actuelles.

Figure 1 : Principales étapes du développement de l'ISR



Source : d'après Arjaliès D.-L. (2014), « Le mouvement de l'investissement Socialement Responsable : une mise en perspective historique », dans N. Mottis (coord.), ISR et finance responsable, Ellipses, p. 11-32.

La figure présente une chronologie de l'évolution de l'ISR mettant en évidence les grandes étapes qui ont marqué son adoption dans les pratiques financières. L'ISR a d'abord émergé à travers des mouvements d'exclusions de certains secteurs d'activités controversés (tabac, armement). Au fil du temps, son cadre s'est structuré autour d'initiatives normatives et réglementaires ayant pour objectif d'intégrer les critères ESG dans l'évaluation des investissements. Cette évolution montre que l'ISR est passé d'une approche éthique marginale à une stratégie de gestion des risques et de la création de

valeur pour les investisseurs. Cela soutient la théorie des parties prenantes (Freeman, 1984), selon laquelle une meilleure prise en compte des enjeux ESG peut renforcer la performance des entreprises.

L'investissement socialement responsable repose sur des cadres normatifs visant à encourager les investisseurs à intégrer les critères ESG dans leurs décisions financières. Les principes pour l'investissement responsable défini par l'organisation des nations unies (2022) constituent la référence majeure en la matière. La figure 2 illustre les six principes qui régissent la finance durable et leur champ d'application.

Figure 2 : Les six principes pour l'investissement responsable (PRI)

N	Principe	Description
1	Intégrer les enjeux ESG dans l'analyse et les décisions d'investissement	Intégrer les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les processus d'analyse financière et de prise de décision.
2	Être un acteur actif et intégrer les enjeux ESG dans les pratiques d'actionnariat	Tenir compte des enjeux ESG dans les politiques d'actionnariat actif, notamment dans les votes et les dialogues avec les entreprises.

3	Demander une transparence ESG de la part des entités dans lesquelles nous investissons	Inciter les entreprises dans lesquelles on investit à publier des informations pertinentes sur leur performance ESG.
4	Promouvoir l'adoption et la mise en œuvre des PRI auprès d'autres investisseurs	Travailler avec d'autres acteurs du secteur financier pour promouvoir une meilleure intégration des principes PRI dans toute l'industrie.
5	Travailler ensemble pour améliorer l'efficacité de notre mise en œuvre des PRI	Collaborer avec d'autres signataires pour échanger des connaissances, outils et ressources visant à renforcer l'intégration des principes.
6	Rendre compte de nos activités et de nos progrès dans l'application des PRI	Évaluer régulièrement la progression de l'application des principes et communiquer de manière transparente sur les résultats obtenus.

Source : UN PRI, 2022, <https://www.unpri.org/download?ac=10965>

Dans les travaux académiques, la plupart des travaux cherchent à démontrer la rentabilité des investissements socialement responsables et des coûts qu'ils représentent pour les banques dans leurs mises en place et cherchent à faire sortir la différence de coût entre l'ISR et les investissements conventionnels. En outre, la finance dite verte ou

encore « green finance » ou finance climatique est un des composantes clé de la finance durable.

1.2.2 La finance verte

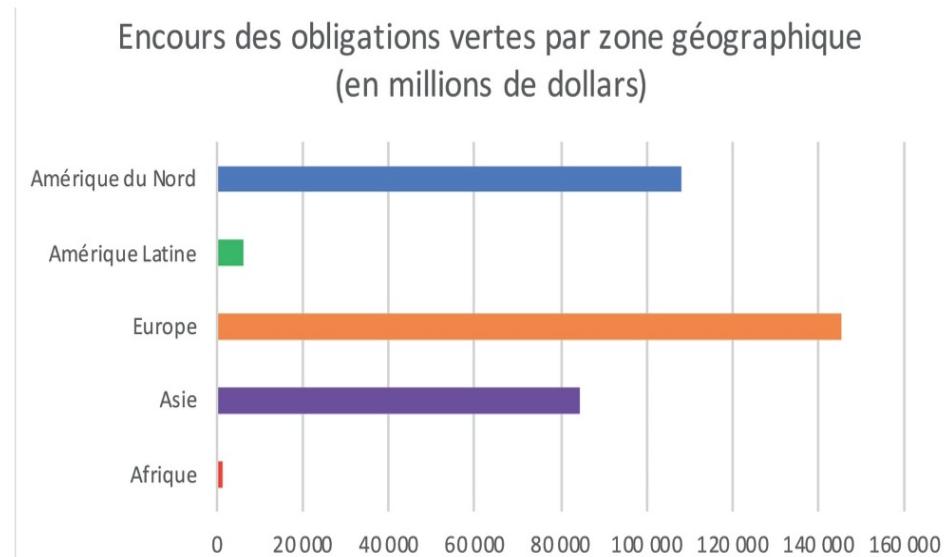
La finance verte ou « green finance » ou finance climatique est une des composantes clé de la finance durable. Au fil des années elle a connu une évolution spectaculaire dû aux bouleversements de l'économie mondiale et aux nombreuses catastrophes naturelles qui ont frappé la planète. Dans la littérature existante sur la finance verte on rencontre beaucoup de difficulté à donner une définition claire et qui permettrait d'identifier les actions qui peuvent être qualifiées de pratique de la finance verte dans le secteur bancaire. La finance verte par définition « est un mécanisme de financement qui permet de financer des projets ne portant pas atteinte à l'environnement ou encourageant le développement d'une économie durable. Il s'agit donc de l'ensemble des opérations et d'instruments financiers qui intègrent un objectif explicite de favoriser la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique » (Demurger, 2024, pp. 72-76, 108, 112).

Dans la seconde moitié des années 2000, une « finance carbone » avait commencé à se développer dans le cadre de la mise en œuvre du Protocole de Kyoto adopté en 1997 à Kyoto, au Japon, et entré en vigueur en 2005, le Protocole de Kyoto était un accord international contraignant lié à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Son objectif principal était de lutter contre le réchauffement climatique en fixant des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour les pays industrialisés durant des périodes d'engagement spécifiques, la première s'étendant de 2008 à 2012, en particulier autour des premiers marchés de quotas carbone et de mécanismes de compensation. Ces activités, directement en lien avec la financiarisation des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de leur compensation,

se sont rapidement développées à partir de 2005 autour de la mise en place du marché européen des « quotas carbone » et d'un marché mondial de la compensation (Boissinot, 2022). Depuis le sommet de la COP21 (21e conference of the parties) à Paris, les autorités européennes ont exprimé leurs inquiétudes concernant l'impact environnemental des activités bancaires. Pour atteindre les objectifs climatiques, notamment la réduction de la pollution, l'intégration de la finance durable dans le système financier mondial est apparue comme une solution prometteuse. En effet, la finance durable, par l'intermédiaire des institutions bancaires, peut influencer les activités des grandes industries opérant dans divers secteurs économiques. Pour répondre à ces enjeux, la finance verte a été promue dans le secteur bancaire afin de répondre aux attentes et aux préoccupations des parties prenantes concernant les urgences climatiques, à la pression des régulateurs, ainsi qu'au souci de protéger l'image des banques et de réduire les externalités négatives liées aux effets du changement climatique sur leurs activités.

Pour apporter leur réponse, les institutions financières ont mis sur le marché de nouveaux produits bancaires destinés à lutter contre le changement climatique et pour accompagner la transition énergétique. A ce stade on retrouve l'émission des « green bonds » ou obligations vertes, la gestion de portefeuille orienté vers la prise en compte des risques climatiques, les prêts verts destinés pour la plupart aux très petites entreprises et aux petites et moyennes entreprises et les fonds d'investissement vert. Dans les publications scientifiques sur la finance verte, les auteurs comme Boissinot, J. (2022) ou encore Lefournier, J. (2022, novembre) parlent souvent de coup marketing mis en place par les institutions financières et que la réussite de la finance verte ne saurait se faire que lorsque cette dernière sera considérée comme la norme et non comme un démembrlement de l'activité bancaire.

Figure 3 : encours des obligations vertes par zone géographique



Source : Bancel, F., & Glavas, D. (2019). *Les obligations vertes : un outil au service du financement de la transition écologique*. Annales des Mines – Réalités industrielles, (4), 83-86. <https://doi.org/10.3917/rindu1.194.0083>

La Figure 3 nous donne une vue d'ensemble de la répartition géographique du marché des obligations vertes, ce qui nous permet de comprendre où se concentrent les efforts de financement de la transition écologique et de comparer l'engagement des différentes régions du monde.

Ce mécanisme de financement est indispensable dans le cadre de la finance durable. Il permet aux investisseurs de contribuer activement à la transition énergétique tout en réduisant leur exposition aux risques climatiques.

La finance éthique

L'éthique qui vient du latin « ethos », c'est une doctrine du bonheur et des moyens d'accès à cette fin. Sa présence dans le monde des affaires est d'une importance capitale dans la gestion managériale des institutions financières. Elle se présente sous forme de

guide ou procédure dans toutes les entités (Adiguzel, 2023). Face aux conflits de valeur qui agitent le capitalisme, le progrès et l'emploi, l'argent et le travail, le marché et l'investissement de long terme, le profit et le partage, l'éthique doit se garder de toute attitude dogmatique, mais adopter une démarche d'ouverture afin de conduire les esprits à respecter les confrontations et les remises en question (Roux, 2013). La littérature sur la finance éthique fait souvent appel au lien historique de la finance et la religion.

L'éthique de la conviction, selon Rivielli et Sentis (2012) consiste à « se donner un but qui respecte certaines valeurs, énoncés le plus souvent par la religion, sinon par la loi naturelle. Elle est la fidélité à un certain ordre, la volonté de faire le bien, l'obligation que l'on se donne d'y parvenir coûte que coûte ».

A l'époque romaine l'église intervenait dans les affaires de la communauté et imposait aux banques à l'époque la prohibition de l'intérêt, le financement de toute activité contraire au précepte religieux figurant sur la Bible. Au fil des années, les mesures ont commencé à tomber avec la désacralisation de l'église et de la monarchie. De l'autre côté une autre forme de finance éthique émerge dans le moyen orient avec la création de la finance islamique (Ayub, 2015, pp. 1-516). « Cette forme de finance, basée uniquement sur le Coran, est considérée par certains comme n'étant pas éthique en raison de sa finalité. Cependant, elle peut être vue comme éthique en raison de son inspiration, qui est la loi islamique » (Lelart, 2014, p. 9).

Le précepte le plus connu de la finance islamique est l'interdiction de l'usure, appelée « Ribâ », qui se traduit par l'interdiction du prêt à intérêt, bien que le terme désigne généralement un taux d'intérêt excessif. (Revelli, 2012). La sourate 2 est claire à cet égard. « Dieu a permis la vente, il a interdit l'usure » (verset 276)7 ; « Dieu exterminera l'usure et fera germer l'aumône » (verset 277) ; « Ô croyants ! Craignez Dieu et abandonnez ce

qui vous reste de l'usure, si vous êtes fidèles (verset 278) ; « Ne lésez personne et vous ne serez point lésés » (verset 279). Cette interdiction se retrouve aussi dans l'Ancien Testament, comme dans la Politique d'Aristote (Ould-Sass, 2009). « Cette finance islamique peut même être perçue comme étant au service de l'homme, avec pour finalité la protection de l'être humain, de la famille, de l'harmonie sociale et même de l'environnement » (Jouaber et Jouini, 2013). « Ce respect de l'environnement, associé au respect des générations futures, rapproche la finance islamique des objectifs du développement durable, comme des pratiques de responsabilité sociale vers lesquelles tendent les entreprises » (Forget, 2009). La rentabilité de la finance éthique est un sujet largement débattu dans la littérature. L'hypothèse dominante suggère, qu'à court terme la finance conventionnelle génère des rendements plus élevés. Cependant sur le long terme la finance éthique se révèle plus performante, offrant une rentabilité stable et un niveau de risque réduit.

1.3 Les critères environnementaux sociaux et de gouvernances dans les banques.

1.3.1 La responsabilité sociale des entreprises

La place et le rôle de l'entreprise au sein de la société a fait couler beaucoup d'encre au sein de la communauté scientifique. La mission des entreprises ne doit plus se limiter à fournir des biens et services afin d'atteindre des objectifs économiques et d'assurer leur pérennité. Bowen (1953) est le premier à remettre en cause l'exclusivité de la mission économique des entreprises. Le rôle de l'entreprise au sein de la société a été étudié de manière approfondie au cours des dernières décennies, à travers le prisme de différentes écoles de pensée économique et philosophique. Ces recherches ont notamment examiné

les perspectives du libéralisme classique, qui met l'accent sur la maximisation du profit, de l'idéal socialiste, qui préconise une distribution équitable des ressources, de l'État-providence, qui souligne le rôle de l'État dans la protection sociale, et de l'économie postmoderne, qui reconnaît la complexité et la diversité des acteurs économiques. Cette exploration multidimensionnelle a permis de mieux comprendre les enjeux complexes liés à la responsabilité sociale des entreprises.

De nos jours, en raison de l'accumulation des crises écologiques et sociales qui menacent la planète, un nombre croissant d'entreprises prennent la décision de mettre en place des mesures transparentes. Ces mesures visent à prendre la responsabilité des conséquences de leurs activités sur l'environnement et la société tout en cherchant à réduire au maximum les risques liées à leurs activités. « Cette démarche revêt une importance capitale car elle offre la possibilité aux destinataires de l'information de mieux appréhender les décisions prises par les organisations » (Simnett et al., 2009). Dans la littérature académique sur la responsabilité sociale de l'entreprise, différentes conceptions sont avancées :

- **La conception économique** : les tenants de cette conception avancent le principe de rationalisation des ressources de l'entreprise pour améliorer sa rentabilité et son efficience. Le protagoniste de ce courant de pensée est l'américain Milton Friedman. Dans son célèbre article du New York Times de 1970, il soutient que la seule responsabilité sociale des entreprises est d'accroître leurs bénéfices. De manière pragmatique, les partisans de la théorie de la firme se demandent précisément « combien d'argent une entreprise doit-elle allouer à ses responsabilités sociales » (McWilliams et Siegel, 2001, p. 125). Cette théorie soutient qu'il est possible, en utilisant la théorie de l'offre et de la demande de déterminer le niveau d'investissement dans les RSE qui maximise les profits de

l'entreprise tout en satisfaisant les attentes des diverses parties (McWilliams et Siegel, 2001, p. 125). Cette théorie soutient qu'il est possible, en utilisant la théorie de l'offre et de la demande, de déterminer le niveau d'investissement dans les RSE qui maximise les profits de l'entreprise tout en satisfaisant les attentes des diverses parties prenantes.

- **La conception systémique** : pour les tenants de cette conception, la pérennité d'une entreprise réside dans le fait d'identifier les différents besoins et de procéder à une amélioration continue de qualité des produits ou services fournis et d'adopter une attitude proactive en ce qui concerne les exigences de son environnement. Cette conception est le plus souvent intégrée dans la théorie des parties prenantes. Une partie prenante (stakeholder) est un particulier ou un groupe directement touché par une ou plusieurs incidences d'une entreprise. Dans cette optique, la performance sociale renvoie à l'aptitude d'une entreprise à répondre aux attentes de ses parties prenantes (Husted, 2000.).

Devanport (2000) a élaboré à l'aide de la méthode Delphi une série de principes que doit respecter une entreprise afin de devenir ou de demeurer un citoyen responsable au sein de la société. Le tableau ci-dessous synthétise ces critères en distinguant, pour chaque catégorie, des éléments positifs et négatifs/exclusions. Ces critères allant à la relation avec la communauté, à la gestion des secteurs d'activités controversés, démontrent le caractère multidimensionnel de la responsabilité des entreprises.

Tableau 1 : DS1 400

Catégorie	Note positive	Note négative/exclusion
Relation avec la communauté	<ul style="list-style-type: none"> ● Dons offerts à la communauté ● Relation avec les autochtones ● Pertinences des dons ● Aide à l'éducation ● Aide aux logements sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> ● Investissements controversés ● Impact économique négatif sur la société
Diversité culturelle	<ul style="list-style-type: none"> ● Proportion de femme et de minorité culturelle ● Proportion de personnes handicapées ● Avantages sociaux profitables à la famille ● Politiques face aux gays et aux lesbiennes 	<ul style="list-style-type: none"> ● Controverses liées aux femmes ou aux minorités culturelles ● Faible représentation des femmes ou des minorités à différents niveaux de l'organisation
Relations avec les employés	<ul style="list-style-type: none"> ● Implication des employés ● Participation aux profits ● Pension de retraite généreuses ● Bonne relation avec les syndicats 	<ul style="list-style-type: none"> ● Pensions de retraite inadéquates ● Controverses liées à la sécurité de l'emploi ● Réduction de la main-d'œuvre.
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> ● Utilisation des sources d'énergies ● Prévention de la pollution ● Reporting environnemental 	<ul style="list-style-type: none"> ● Agriculture à l'aide de produit chimique ● Action légales reliées à l'environnement
Produit	<ul style="list-style-type: none"> ● Avantageux pour les personnes à faibles revenus ● Innovation ● Qualité du produit 	
Hors pays	<ul style="list-style-type: none"> ● Don dans les pays étrangers 	<ul style="list-style-type: none"> ● Controverses liées à la main d'œuvre

		dans les pays étrangers
Secteurs d'activité		<ul style="list-style-type: none"> ● Loterie / jeux de hasard ● Alcool ● Tabac ● Arme et nucléaire

Source : Devanport, 2000

- **La conception psychosociale** : Pour les tenants de cette conception, « l'organisation existe à travers les activités et les relations entre des personnes qui apportent, chacune selon ses moyens, des contributions à l'accomplissement de sa raison d'être et à l'atteinte de ses objectifs » (Savoie et Morin, 2001).

- **La conception écologique** : ceux qui soutiennent cette conception avance Comme argument que « toute organisation tire ses ressources de l'environnement et retourne à l'environnement les produits de cette transformation de sorte que la qualité des échanges avec l'environnement est primordiale, autant pour l'organisation que pour l'environnement » (Savoie et Morin, 2001).

Tableau 2 : Critères de la Coalition of environmentally Responsible Economics

<ol style="list-style-type: none"> 1. Protection de la biosphère 2. Emploi durable des ressources naturelles 3. Réduction et élimination des déchets 4. Emploi intelligent de l'énergie 5. Réduction des risques 6. Marketing des produits et des services sécuritaires

- 7. Compensation des dommages causés
- 8. Transparence concernant les dangers et les incidents
- 9. Nombre d'accidents ou de crises industrielles ou environnementales
- 10. Efficacité des mesures préventives mises en place

Source: Coalition for Environmentally Responsible Economies (CERES). (n.d.). *Home*. Retrieved from <https://www.ceres.org/>

Ce tableau présente les critères de la Coalition of Environmentally Responsible Economies (CERES). Il met en évidence les domaines clés que les entreprises devraient considérer pour agir de manière responsable sur le plan environnemental. Son utilité principale est de fournir un cadre de référence pour évaluer et améliorer la performance environnementale des organisations, en se concentrant sur des aspects tels que la protection de la biosphère, la gestion durable des ressources, la réduction des déchets et des risques, l'efficacité énergétique, la sécurité des produits et la transparence.

1.3.2 Définitions et applications des critères ESG

Le sigle ESG (environnement-Social-Gouvernance) a vu le jour en 2005, Il découle de de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, il vise à évaluer au-delà de l'aspect financier d'une entreprise sur sa performance sociale, environnementale et de gouvernance (Lisin et al., 2022).

Dans la littérature sur les facteurs ESG on parle souvent de reporting extra financiers, de diffusion de l'information mais aussi de greenwashing et liens qui existent entre la performance d'une entreprise et la prise en compte des facteurs ESG dans les décisions d'investissements (Friede, 2015).

- **Les critères environnementaux**

Elles concernent l'aspect climatique en générale avec la mise en place d'objectifs climatiques à atteindre comme la réduction de l'émission des gaz à effet de serre pour ralentir le réchauffement climatique, le recyclage et l'accompagnement de la transition énergétique.

- **Les critères sociaux**

Ce critère couvre un rayon très large sur les sujets sociétaux qui touche les entreprises et les parties prenantes. A travers une analyse interne de la société et de ses exigences tel que la lutte contre la discrimination, la conciliation travail-famille, l'insertion des personnes handicapés et des minorités visibles dans les entreprises, la protection des salariés, la parité de l'emploi entre les hommes et les femmes surtout dans les postes de la haute direction et la lutte contre le harcèlement et toute forme de discrimination.

- **La gouvernance**

La gouvernance renvoie à la mise en place de processus, de réglementations et d'institutions influant la manière dont l'entreprise est dirigée et contrôlée. Elle inclut les relations entre les parties prenantes (actionnaires, sociétaires, clients, fournisseurs, salariés, prêteurs, environnement, etc.) et les objectifs assignés à l'entreprise. (Roux,

2013). La littérature académique sur la gouvernance se trouve souvent déconnectée de la réalité décisionnelle de la firme.

1.4 La notation ESG

Pour les académiques, les recherches en la matière ont été très riches ces 20 dernières années (Orlitzky, Schmidt et Rynes, 2003) et s'appuient dans leur grande majorité sur les notes ESG fournies par des agences, comme **KLD** (Kinder, Lydenberg, Domini Research & Analytics) : l'une des premières agences de notation sociale et environnementale, axée sur l'analyse des risques et des opportunités ESG.

- **MSCI** (Morgan Stanley Capital International) : propose des notations ESG et des indices pour un large éventail d'entreprises et de marchés, intégrant des données sur la gouvernance d'entreprise, les émissions de carbone et d'autres facteurs ESG.
- **EIRIS** (Ethical Investment Research Services) : spécialisée dans la recherche et la notation ESG, fournissant des données et des analyses aux investisseurs institutionnels.
- **ETIX** : se concentre sur la notation de la performance environnementale des entreprises, en mettant l'accent sur la gestion des ressources naturelles, les émissions de gaz à effet de serre et d'autres aspects environnementaux.
- **Sustainalytics** : fournit des recherches, des notations et des analyses ESG pour aider les investisseurs à intégrer les facteurs ESG dans leurs décisions d'investissement.
- **VIGEO** (Vigeo Eiris) : propose des notations ESG, des indices et des services de conseil pour aider les investisseurs à évaluer la performance ESG des entreprises.

- **ASSET 4** : se spécialise dans la notation et l'analyse ESG des entreprises, fournissant des données et des informations aux investisseurs socialement responsables.

Les agences de notation ESG, telles que KLD, MSCI, EIRIS, ETIX, Sustainalytics, VIGEO et ASSET 4, jouent un rôle crucial dans l'évaluation de la performance environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) des entreprises. Elles fournissent des notations et des données qui aident les investisseurs à évaluer les risques et les opportunités liés aux facteurs ESG.

Ces agences de notation utilisent diverses méthodologies pour évaluer les entreprises sur les critères ESG, notamment la collecte de données publiques, les questionnaires, les entretiens avec les entreprises et l'analyse de documents d'entreprise. Les notations qui en résultent sont utilisées par les investisseurs pour prendre des décisions éclairées, en tenant compte non seulement des performances financières, mais aussi de l'impact environnemental, social et de gouvernance des entreprises dans lesquelles ils investissent. « Les notes de ces organisations sont utilisés dans la recherche mais peut d'entre elles s'intéressent directement à la transparence, à la précision des notations et à la convergence des résultats » (Sharfman, 1996, Igale, 2005, Delmas, 2013, Chatterji et al., 2016). La part variable des rémunérations des dirigeants et des administrateurs est indexée sur des critères ESG. Il est donc essentiel de saisir la diversité et les situations qui encouragent la convergence des évaluations. La mesure de la performance ESG à travers un score est ambiguë en raison du nombre de définitions et de conceptions différentes. S'il existe de nombreuses définitions de la performance RSE (Caroll, 1979, Wartick et al., 1985, Wood, 1991, Clarkson, 1995), on dénombre presque autant d'approches pour la mesure : évaluation par des experts du secteur, utilisation d'indicateurs multiples, enquêtes auprès des managers et des dirigeants (Graafland et al., 2008 ; Maignan et Ferrell, 2003), mesures

spécifiques des ONG et des groupes de lobbying, investisseurs pour la prévision financière (Marquez et Fombrun, 2005). Pour les organismes de notation, c'est un facteur de différenciation, chacun ayant sa propre définition, son propre modèle, ses outils et méthodes de mesure. La grande marge de manœuvre laissée aux institutions de notation pose la problématique de la comparabilité des scores obtenus. La mesure de la performance ESG à travers un score est ambiguë en raison du nombre de définitions et de conceptions différentes. En lien avec cette complexité.

1.5 Divulgation de l'information extra-financière

Le cadre théorique de la divulgation volontaire trouve son origine dans les travaux de Grossman et Milgrom (1981). Ces auteurs postulent que les dirigeants ont un intérêt stratégique à communiquer les informations relatives à l'activité de leurs entreprises pour solidifier leur avantage concurrentiel. Cette perspective repose sur l'hypothèse que les investisseurs perçoivent l'existence d'informations privées détenus par les managers mais qui ne sont pas publiées (Ait Saadi, 2022). Une telle rétention peut être interprétée comme un signal négatif, susceptible d'impacter la valorisation de l'entreprise (Rolland, 2004). Verrica (1993) enrichit cette théorie en intégrant la notion de coût de divulgation, soulignant que les entreprises peuvent renoncer à communiquer des informations si les dépenses associées à cette pratique ont un impact significatif sur les bénéfices attendus. Dye (1985) abonde en ce sens en soulignant que l'asymétrie informationnelle permet aux dirigeants de dissimuler les données défavorables, les investisseurs ne pouvant vérifier l'exhaustivité des informations transmises.

Bien que ces théories aient initialement été appliquées au reporting financier, elles ont été étendues à la divulgation extra financières (Clarkson et al., 2008). Cohen (2004) insiste sur la complémentarité entre deux types de reporting, arguant que l'information

financière à elle seule ne suffit pas à répondre aux attentes des analystes. Cette idée est reprise par Ait Saadi (2022), pour qui les données non financières (ESG, RSE) sont désormais essentielles pour évaluer les risques et les performances globales d'une organisation.

Les recherches sur la divulgation volontaire établissent un lien positif entre la performance ESG et le volume d'information extra financières communiqués (Clarkson et al., 2008). Dhaliwal et al. (2001) soulignent que les entreprises vertueuses utilisent la transparence comme un outil de signalement pour réduire l'asymétrie informationnelle et afficher leur engagement, Enfin Mertoin (1987) rappelle que les investisseurs privilégient les organisations « visibles », ou les coûts de collecte de l'information sont minimisés, renforçant ainsi l'importance stratégique de la divulgation proactive.

En somme, ce chapitre a exploré les fondements et l'évolution de la finance durable, depuis ses origines liées aux préoccupations environnementales et sociales jusqu'à son intégration progressive dans le secteur bancaire. Nous avons détaillé ses composantes clés, telles que l'investissement socialement responsable (ISR) et la finance verte, et présenté les critères ESG comme indicateurs de performance non financiers essentiels. Bien que la littérature reconnaissse l'importance croissante de la finance durable et des critères ESG pour les banques, notamment en termes réputation et d'attractivité pour les investisseurs, il subsiste des débats concernant sa rentabilité réelle et l'uniformité de sa mise en œuvre et de sa mesure. Ces lacunes soulignent la nécessité d'une exploration plus approfondie, ce que notre méthodologie de recherche, détaillée dans le chapitre suivant, visera à combler en synthétisant les connaissances existantes et en identifiant les dynamiques clés à l'œuvre.

Chapitre2: Méthodologie

À la suite de la revue de la littérature présentée au Chapitre 1, qui a mis en évidence la diversité des approches et les débats persistants sur l'impact réel de la finance durable sur les critères ESG des banques, notre recherche vise à répondre à la question centrale : **Comment l'intégration de la finance durable impacte-t-elle les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance des banques ?** Pour y parvenir de manière exhaustive et objective, nous avons choisi d'adopter une méthodologie de revue systématique de la littérature. Cette approche, reconnue pour sa rigueur et sa reproductibilité, nous permettra de synthétiser les connaissances existantes, d'identifier les innovations, les obstacles et ainsi de combler les lacunes identifiées dans la littérature.

C'est une approche structurée qui permet de documenter chaque étape du processus de la formulation de la question jusqu'à la synthèse finale en toute transparence. Cette méthode repose sur un protocole précis visant minimiser les biais et à garantir la fiabilité des résultats. Elle exige une définition claire de la question de recherche, des techniques reproductibles et objectives ainsi qu'une sélection rigoureuse des sources. En mobilisant des techniques reproductibles et objectives, la revue systémique permet d'identifier, d'évaluer de manière critique et d'intégrer les travaux scientifiques pertinents, dans le but de formuler des conclusions solides et basée sur un protocole afin de réduire la possibilité de biais. Les caractéristiques principales d'une revue de la littérature sont que sa réalisation nécessite une formulation claire et précise de la question de recherche.

Les principales d'une revue systématique sont les suivantes (Transfield et al., 2003 ; Hemsley-Brown et Sharp, 2003) :

- Des objectifs bien définis

- Des critères d'inclusions et d'exclusions bien définis
- Sélection des études en fonction des critères d'éligibilités
- Évaluation de la qualité des articles sélectionnés
- Résumé et intégration des articles sélectionnés
- Une synthèse et une présentation systématique des caractéristiques et résultats des études éligibles

Cette recherche se concentre sur le secteur financier et l'impact de la finance durable sur les critères ESG des banques elle vise à intégrer la place de la finance durable dans ces critères et pour ce faire la sélection des articles se fait de manière méticuleuse en privilégiant les écrits les plus pertinents qui remplissent tous les critères d'éligibilité notamment la validation par les pairs et le statut des auteurs Cette recherche se concentre sur le secteur financier et plus particulièrement sur l'impact de la finance durable sur les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) des banques. Elle vise à examiner attentivement comment la finance durable peut être intégrée de manière significative dans ces critères ESG, et ainsi contribuer à une meilleure prise en compte des enjeux de durabilité dans les opérations bancaires.

La revue systématique de la littérature couvre la période allant de 2015 à 2024. Le choix de cet intervalle est fait suite à une étude des événements historiques pouvant influencer les écrits scientifiques. Après 2015, les réglementations issues de la crise de 2008 (e.g., Bâle III, Dodd-Frank) ont été adoptées pleinement, apportant des changements dans les pratiques bancaires et la gestion des risques. Les études antérieures à 2015 pourraient ne pas refléter ces changements. L'essor de la fintech s'est accéléré après 2015 avec une digitalisation accélérée et l'apparition des néo-banques entre 2015-2020 (telles que N26, WISE et REVOLUT). Le choix d'écrit n'entrant pas dans cet intervalle pourrait

ne pas être pertinent en raison des faits historiques qui ont influencé le secteur financier comme la pandémie de Covid-19 (2020-2022), l'accord de Paris (2015) et la taxonomie européenne (à partir de 2020). Le biais de sélection dans cette méthodologie peut provenir de plusieurs sources, comme le choix des bases de données et des mots-clés, qui pourraient exclure des études pertinentes. Les critères d'inclusion/exclusion et la période de publication restreinte pourraient également omettre des recherches importantes. De plus, l'évaluation subjective de la qualité des études peut entraîner l'exclusion injustifiée de certaines d'entre elles. Pour minimiser ces biais, il est essentiel d'être transparent sur les choix méthodologiques, de justifier les critères et d'utiliser diverses bases de données.

Le processus de sélection des articles c'est fait au moyen d'une recherche documentaire systématique sur diverse base de données électronique qui sont ABI/INFORM Collection, Business Book Summaries, Business Source Complete, Cairn.info, Eureka, Google Scholar, ProQuest, Scopus, Sofia – Outil de recherche et HAL – Hyper Article en ligne.

Pour parvenir à extraire les articles des bases de données, nous avons procédé à une classification des termes principaux dans un premier temps en utilisant un jeu de mot clé inhérent à notre sujet de recherche afin d'élargir notre champ d'action et de préciser la recherche.

Terme principal 1 : finance durable

- Finance durable
- Finance verte
- Finance éthique
- Investissement socialement responsable

Requêtes combinées :

(« finance durable » OR « finance verte » OR « investissement socialement responsable » OR « finance éthique » OR « finance à impact»)

Terme principal 2 : facteurs ESG

- Critères ESG
- Environnement social et gouvernance
- Performance ESG
- Responsabilité sociale des entreprises
- Gouvernance durable
- Impact environnemental et social

Requête combinée :

(« critères ESG » OR « performance ESG » OR « environnement social gouvernance » OR « responsabilité social de l'entreprise » OR « gouvernance durable » OR « impact environnemental »)

Terme principal 3 : secteur bancaire

- Banques
- Secteur bancaire
- Institutions financières
- Banque d'investissement
- Etablissement bancaire
- Service bancaire
- Fintech

Requête combinée :

(« banques » OR « institutions financières » OR « secteur bancaire » OR établissement bancaire » OR « banque d'investissement » OR « services bancaires » OR « banques commerciales » OR « fintech » OR « néo-banque » OR « fonds d'investissement »).

Après cette première étape consistant au choix des termes clé nous avons fait une combinaison des trois avec l'entremise d'opérateurs booléen (AND) pour croiser les résultats de recherches. Les résultats qui ont découlé de ce processus nous ont permis de procéder aux choix des articles pour faire la revue de la littérature sur la base de critères d'inclusion et d'exclusion préétablis. Pour qu'un article soit pris en compte, les critères d'inclusions impliquait qu'un article soit rédigé en français ou en anglais, issu de la littérature grise ou de la littérature scientifique approuvé par les pairs, avoir produit des résultats qu'ils soient qualitatifs ou quantitatifs.

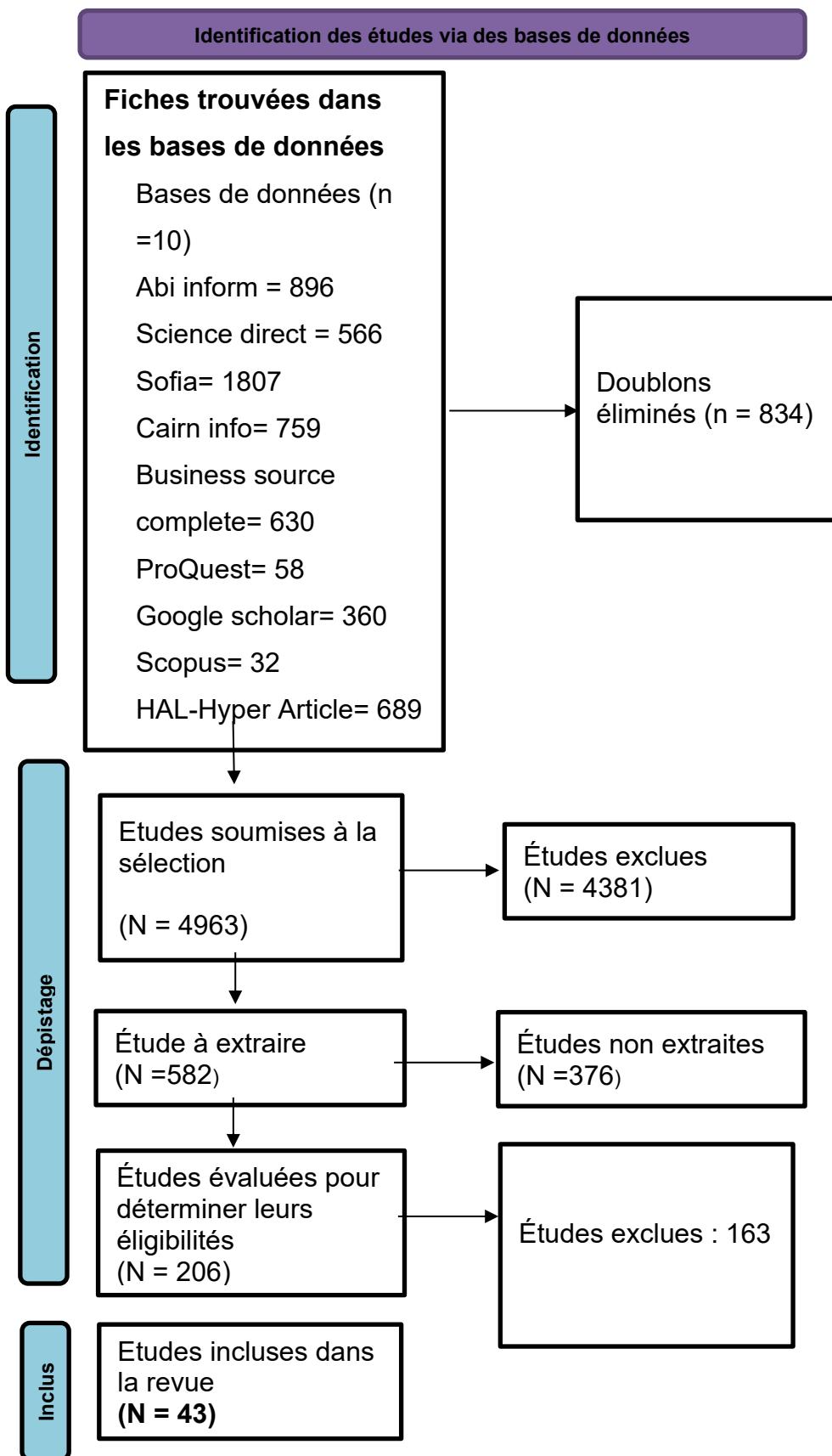
L'étude doit se concentrer sur les articles traitant de la finance durable, des facteurs ESG ou leur lien avec les activités du secteur financier ou bancaire. Les articles publiés en dehors de la période spécifiée ou ne répondant pas aux critères d'inclusion prédéfinis ont été exclus de la sélection. Cette approche garantit que seules les études pertinentes sont intégrées dans la synthèse, réduisant ainsi les biais potentiels. En effet, l'établissement de critères d'inclusion avant la recherche et leur application rendent la revue systématique plus reproductible que la revue de littérature traditionnelle. (Aromataris et Pearson, 2014).

Après la collecte des articles, une étape préliminaire de préanalyse a été réalisée pour élaborer une méthodologie claire et structurée pour traiter un volume conséquent de données bibliographiques.

Une fois cette préparation terminée, l'analyse du contenu des articles présélectionnés a été entreprise. Cette phase consistait à lire attentivement les articles présélectionnés avec comme objectif d'extraire les informations pertinentes et de les classer selon leur pertinence et leur contenu afin de bien comprendre leur apport à la recherche.

Pour finir, on a réalisé une analyse thématique. Cela nous a permis de regrouper les articles autour de grandes thématiques et des questions spécifiques à explorer dans le cadre de notre recherche. Cette étape nous a exigé de cibler les similarités, les liens et les motifs récurrents entre les différents écrits pour en tirer une vision d'ensemble cohérente.

Tableau d'épuration des données :



2.1 Interprétation et commentaire de l'épuration des données

Pour cette étude, une sélection minutieuse des travaux scientifiques pertinents pour compléter la revue systématique a été effectuée. Plusieurs bases de données ont été consultées comme ABI/INFORM Collection, Business Book Summaries, Business Source Complete, Cairn.info, Google Scholar, ProQuest, Scopus, Sofia – Outil de recherche et HAL – Hyper Article en ligne. Ces recherches ont permis d'identifier un total de 5797 articles scientifiques lié directement ou indirectement au thème de la recherche répartis de la façon suivante : l'analyse des résultats a permis de dégager 5797 articles sur 9 bases de données consultés, 896 en provenance de ABI/Inform, 566 issus de Science Direct, 1807 de Sofia, 759 de Cairn.Info, 630 en provenance de Business Source Complete, 58 de ProQuest, google scholar nous a fourni 360 articles, la base de donnée Scopus 32 et enfin 689 en provenance de HAL – Hyper Article en ligne.

Au cours de ce processus d'identifications 834 doublons ont été repérés et fait l'objet d'un retrait, certains articles étant répertoriés dans plusieurs bases de données ce qui a donné 4963 articles soumises à la sélection.

Une nouvelle épuration par un jeu de filtre a fait apparaître après l'exclusion de 4381 articles 582 articles dans le processus de dépistage. Sur les 582 publications, 376 n'ont pas été extraites car elles ne correspondent pas à l'orientation de notre thème de recherche.

Sur la base des résultats restants, 206 études ont été soumises à une évaluation pour déterminer leurs éligibilités, 163 études ont été exclues ce qui nous donne un résultat final de 43 articles qui composent la revue systématique. Ce processus d'épuration, résumé

dans un tableau spécifique, a permis de garantir que seules les études les plus pertinentes et de haute qualité ont été incluses dans l'analyse. Cette rigueur méthodologique est essentielle pour minimiser les biais et assurer la crédibilité des résultats de la recherche.

2.2 Préanalyse

2.2.1 Codage et classification des publications

Le codage a été structuré autour du cadre conceptuel ESG-FFB (environnement-social-gouvernance- Banking impact Framework) adapté à la théorie de la double matérialité (GRI, 2021). Le processus visé à transformer la littérature non traitée en unités thématiques structurées autour des trois axes ESG, en lien direct avec l'impact de la finance durable sur les banques. Chaque publication a été découpée selon ses contributions explicites (méthode quantitative, étude de cas) et implicites (biais idéologique, postures régulatoires), permettant d'identifier les dynamiques de l'influence entre pratique ISR et performance extra-financières.

Le processus de codage dans le cadre d'une recherche scientifique, consiste à décomposer les données (observation directes, discours textes, images) en unité d'analyse distinctes, à établir des catégories conceptuelles pertinentes, puis à associer systématiquement ces unités aux catégories définies (Grawitz, 1996, p. 8). Ce travail de catégorisation, bien étroitement lié à la rigueur méthodologique, s'inscrit dans une démarche où la notation de mesure occupe une place secondaire par rapport à l'interprétation qualitative. Comme le souligne (Grawitz, 1996, p. 8) « le codage n'est plus une simple technique mécanique, mais un acte intellectuel visant à organiser le réel pour en extraire du sens ».

L'analyse thématique qui un processus visant à réduire les données afin d'extraire l'essentiel des données a permis de classification des thèmes principales et des sous

thèmes qui émergent dans la littérature permettant de répondre aux questions comme quels sont les éléments fondamentaux de ce texte ? de quoi traite-t-il ? (Paillé et Mucchielli, 2021). « L'analyse thématique a deux fonctions principales : une fonction de repérage et une fonction de documentation. La première concerne le travail de saisie de l'ensemble des thèmes d'un corpus. La tâche est de relever tous les thèmes pertinents en lien avec les objectifs de la recherche à l'intérieur du matériau à l'étude. La deuxième va plus loin et concerne la capacité de tracer des parallèles ou de documenter des oppositions, des divergences, des complémentarités, etc., entre les thèmes » (Paillé & Mucchielli, 2021, pp. 269-357)

Dans la démarche de sélection des articles, l'approche a été de faire l'identification du titre, une lecture minutieuse du résumé et de la conclusion de l'étude et des mots-clés des études qui comportaient les termes clés utilisés dans le processus de recherche (finance durable, facteurs ESG, secteur bancaire).

Ainsi la classification thématique des écrits a été utilisée afin d'organiser les publications identifiées.

La première étape de la classification des thèmes consiste à identifier les sujets principaux abordés dans le contenu des travaux publiés. Comme le recommande Lehman (2013), cette phase a été réalisée à la suite d'une lecture minutieuse des résumés, des conclusions et des notes des travaux ciblés afin d'obtenir une compréhension de base de chaque étude. Dans le cadre de notre étude, il était indispensable de traiter les thèmes de la finance durable et de son impact sur la responsabilité sociale et environnementale des banques et sur les performances ESG dans le secteur bancaire. Il était donc essentiel d'identifier les articles traitant de sujets

tels que la finance durable dans le secteur bancaire, les pratiques ESG, les nouvelles stratégies d'investissement plus responsables et le cadre réglementaire.

L'étape suivante consiste à classer les thématiques selon le thème émergent. La classification thématique a suivi une logique descendante : après une lecture ciblée des résumés et des mots-clés, les études ont été regroupées en sous-ensembles correspondant aux dimensions environnementales (transition carbone, stress test climatique), sociales (inclusion financière, reporting SASB) et de gouvernance (alignement SFDR, gestion des risques). Pour s'assurer que le cadre théorique et, par conséquent, les thèmes principaux soient adéquatement informés, le processus de revue systématique générant la sélection des articles, appliquant les critères d'inclusion et d'exclusion, et réalisant le codage thématique a été guidé pour obtenir des données directement adressées aux concepts clés définis dans le cadre théorique : création de valeur partagée, recherche de légitimité, parcours du compromis. Cela offrira hypothétiquement un ancrage empirique ainsi que théorique solide des résultats Afin d'assurer la rigueur et la traçabilité de l'analyse, des fiches de lecture détaillées ont été réalisées pour chacun de ces 43 articles. Toutefois, seules 18 fiches ont été annexées au mémoire à des fins d'illustration.

2.2.2 Épuration de la base de données

Le nettoyage des données est le processus qui consiste à identifier et à résoudre les problèmes liés aux données brutes afin d'en améliorer la qualité (Fox, 2018). Dans une revue systématique de la littérature, le nettoyage de la base de données garantit la rigueur

méthodologique des résultats. La qualité des données se définit comme la précision ou l'exactitude des données qui peuvent influencer de manière significative l'information interprétée à partir de celles-ci (Van den Broeck et al., 2005). Sur la base de ces travaux, une vigilance accrue aux spécificités sectorielles a été apportée. Au-delà des contrôles standards (doublons, critères d'inclusion), une attention particulière a été accordée à la représentativité des institutions bancaires ainsi qu'à la cohérence des mesures ESG utilisées. Les études présentant des conflits méthodologiques ont été écartées, notamment en cas d'absence de lien entre engagements volontaires et obligations réglementaires.

En se reposant sur le processus de nettoyage des données recommandé par Van den Broeck et al. (2005), le processus de nettoyage de la base de données s'est fait en trois étapes commençant par une détection des anomalies et incohérences par le contrôle de la pertinence des études, le respect des critères d'inclusion et d'exclusion, et le contrôle des doublons. Les articles sélectionnés ont d'abord été vérifiés et validés. Ensuite, les données problématiques ont été traitées pour donner suite à des anomalies identifiées quant à la pertinence de l'étude en question.

L'objectif poursuivi est de réduire ou éliminer toutes les possibilités d'erreurs pouvant exercer une influence sur les résultats d'une étude (Van den Broeck et al., 2005). Cela permet de réduire les biais et de renforcer la fiabilité de la recherche et la crédibilité des résultats.

2.2.3 Finalisation du corpus de publication des études.

La construction d'un répertoire final de publication d'une recherche qualitative repose sur une approche méthodique. En effet, ce processus est intrinsèquement complexe et est composé des thèmes portant sur l'étude, d'une appréciation de la qualité des études et leur organisation dans l'ossature même de la recherche. Les publications retenues ont été

pondérées en fonction de leur capacité à éclairer le dilemme central de la recherche : impact de la finance durable sur les critères ESG. Les études offrant des preuves longitudinales plus solides.

L'analyse thématique, essentielle en recherche qualitative, consiste à réduire et organiser les données pour en extraire les sens. Selon Paillé et Mucchielli (2021), cette étape demande une précision et une attention aux détails. L'objectif est de regrouper et articuler des informations nombreuses et diversifiées pour leur donner du sens. Il peut comprendre l'identification de modèle, de tendances récurrentes et de sujets significatifs dans les données.

Il en va de l'importance d'évaluer la qualité et la fiabilité des études qui composent le corpus. Une attention particulière doit être portée à des aspects tels que la méthodologie, la pertinence des résultats et la rigueur scientifique. Les études de faible qualité peuvent introduire des biais dans l'analyse et conduire à des conclusions erronées (Dano et al., 2004).

La définition des critères d'inscription des publications scientifiques dans la revue systématique est une étape fondamentale. Ces critères doivent être soigneusement choisis afin de garantir la pertinence et la validité des travaux sélectionnés. Ainsi, elles sont intégrées au corpus de façon transparente et bien définies pour garantir que seules les publications répondant aux exigences scientifiques et aux besoins de recherche sont incluses.

En résumé, construire un répertoire de publication pour une revue systématique nécessite de la rigueur, de la transparence et une méthodologie bien définie accompagnée par une étude minutieuse de la pertinence des études pour garantir des résultats fiables.

2.3 Analyse de contenu

2.3.1 Lecture des articles

Pour intégrer et assimiler les informations issues des articles scientifiques, une approche méthodique est essentielle. Cette démarche est particulièrement cruciale dans les milieux académiques et scientifiques où les textes peuvent être complexes et riches en terminologie spécialisée (Finlay, 2021) souligne que l'importance de débuter par une évaluation rapide de l'article afin de mieux cerner son contenu et sa structure. Cette étape peut inclure la lecture du titre, du résumé, ainsi qu'un survol des entêtes de section, des figures, graphiques ou tableaux. Une telle exploration initiale aide à évaluer la pertinence de l'article pour les besoins spécifiques de la recherche en cours.

Pour une compréhension approfondie des articles, plusieurs étapes sont recommandées. Les lecteurs sont encouragés à (a) identifier le principal objectif de l'article et les arguments clés qu'il développe, (b) établir des connexions avec les connexions préalables sur le sujet, (c) analyser de façon approfondie les informations à notre disposition, et (d'intégrer ces informations dans un contexte plus large en s'appuyant sur leur propre savoir antérieur (Cruz et Tantia, 2017).

La maîtrise des termes techniques et des informations présentés dans les articles est indispensable pour leur utilisation efficace dans les travaux de recherche. Cela exige une analyse minutieuse des différents éléments du texte y compris les arguments avancés, ainsi que l'attention portée à la langue descriptive et aux choix lexicaux de l'auteur. Ces aspects permettent de mieux comprendre les intentions et le message véhiculés par le texte (Saricoban, 2002). Afin d'assurer une intégration et une assimilation efficaces des informations extraites des articles scientifiques, une approche méthodique est essentielle,

en particulier dans le contexte académique et scientifique où le contenu peut être complexe et spécialisé. Selon Finlay (2021), une évaluation préliminaire rapide de l'article, incluant le titre, le résumé et un survol des sections, figures et tableaux, permet de déterminer sa pertinence par rapport aux objectifs spécifiques de la recherche, ici l'impact de la finance durable sur les critères ESG des banques. Pour une compréhension approfondie, il est recommandé d'identifier l'objectif principal, les arguments clés, d'établir des liens avec les connaissances existantes, d'analyser les informations et de les intégrer dans un contexte plus large (Cruz et Tantia, 2017). La maîtrise de la terminologie et des concepts est cruciale pour l'utilisation efficace de ces informations dans le mémoire. Une analyse minutieuse du texte, des arguments et du langage de l'auteur permettra de saisir les nuances et le message global de chaque article, contribuant ainsi à une recherche solide et bien informée sur le rôle de la finance durable dans la performance ESG des institutions bancaires.

2.3.2 Analyse de contenu

Selon les auteurs consultés (Bardin, 2001 ; Robert et Bouillaguet, 1997 ; Landry, 1992 ; L'Écuyer, 1987 et 1990 ; Muccielli, 1998 ; Ghiglione, Beauvois, Chabrol et Trognon, 1980) l'analyse de contenu est un ensemble de techniques d'analyses des textes utilisant des procédures systématiques et objectives de description permettant le traitement méthodique du contenu implicite et explicite des textes en vue d'en classer et d'en interpréter, par inférence les éléments constitutifs.

Selon Richard (2006), l'analyse de contenu permet de découvrir, par une méthode claire d'analyse des textes, la signification des messages contenus dans le matériel. La mise en relation des textes permet de mesurer la complexité du phénomène étudié et de dégager une vue d'ensemble de celui-ci. Étant donné que l'analyse de contenu fait appel à l'interprétation d'un contenu explicite mais également d'un contenu implicite, les

risques de dérapage dû à la subjectivité sont très présents. C'est pourquoi la catégorisation et le codage doivent être faits de façon extrêmement soignée et être régulièrement objectivés afin de réduire les biais et d'augmenter la fiabilité et la validité des données (Richard, 2006).

Selon Van der Maren (1996) et Muccielli (1988), deux types de biais sont à surveiller lors du traitement des données. Il s'agit des biais affectifs et des biais idéologiques, les premiers étant directement liés aux émotions et à la sensibilité du chercheur alors que les seconds sont en lien avec son idéologie et sa théorie a priori. Pour contrer ces biais, nous devons nous assurer de l'objectivité de notre compréhension du sens des unités recueillies et nous assurer de l'objectivité, de la clarté et de la pertinence des catégories élaborées et des codes retenus. L'analyse de contenu, une méthodologie de recherche largement reconnue et employée dans les sciences sociales, se distingue par sa rigueur et sa systématичité dans l'examen des textes (Bardin, 2001; Robert & Bouillaguet, 1997; Landry, 1992; L'Écuyer, 1987, 1990; Muccielli, 1998; Ghiglione, Beauvois, Chabrol & Trognon, 1980). Elle transcende la simple lecture en décortiquant le contenu explicite et implicite des textes, permettant ainsi une classification, une organisation et une interprétation approfondies des données textuelles.

Dans le cadre de cette étude, l'analyse de contenu se révèle être un outil particulièrement pertinent pour explorer les liens complexes entre la finance durable et les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) des banques. En disséquant les textes sélectionnés, cette méthode permet de mettre en lumière les différentes approches adoptées par les chercheurs, les éventuelles contradictions dans les résultats, les biais potentiels et les zones d'ombre dans la littérature existante, contribuant ainsi à une

évaluation critique des connaissances actuelles et à une meilleure compréhension des enjeux liés à la finance durable et à la performance ESG des banques.

Cependant, l'analyse de contenu n'est pas exempte de défis. Comme l'ont souligné certains auteurs (Van der Maren, 1996 ; Mucchielli, 1988), cette méthode peut être sujette à des biais, notamment affectifs et idéologiques, qui peuvent influencer l'interprétation des données. Pour garantir la rigueur et l'objectivité de la recherche, il est essentiel de maintenir une approche systématique et transparente tout au long du processus d'analyse, de justifier clairement les choix méthodologiques, d'être conscient de ses propres biais et de prendre des mesures pour les minimiser, d'utiliser des outils et des techniques d'analyse appropriés et de trianguler les données en utilisant plusieurs sources et méthodes d'analyse.

En somme, l'analyse de contenu, appliquée avec rigueur et prudence, constitue une méthode puissante pour explorer et interpréter les données textuelles, garantissant ainsi la validité et l'objectivité des résultats de la recherche.

2.3.3 Validation finale du corpus de publication

Les conditions appropriées et satisfaisantes pour assurer une phase de validation efficace doivent aboutir à des conclusions pertinentes guidant ainsi le chercheur vers un étude réussie et orientée vers des résultats.

La validation finale des publications utilisés dans la recherche académique constitue une étape cruciale pour garantir la qualité et la crédibilité de toutes les données collectées et interprétées. Ce processus s'étend tout au long de l'étude,

répondant aux interrogations continues sur le corpus et explorant diverses approches méthodologiques pour l'analyse (Thiault et Malingre, 2022).

Il exige aussi une vigilance constante afin d'assurer la fiabilité des résultats obtenus et la solidité des conclusions (De Fornel et Verdier, 2018). A ce stade, l'analyse thématique, méthode courante dans la recherche qualitative, joue un rôle central. Elle consiste à identifier et organiser les principaux thèmes qui émergent des données. Ce travail permet de réduire un ensemble important d'informations en une sélection de thèmes pertinents et directement liés à la problématique de recherche. Pour commencer, il est utile de lire attentivement l'introduction de chaque publication car elle expose le contexte de chaque étude, ses objectifs et une vue d'ensemble des méthodes scientifiques employées et des résultats attendus. Une attention particulière doit être portée à la problématique ou à la question de recherche que chaque article tente de résoudre (Paillé et Mucchielli, 2021).

Il est aussi important que cette validation repose sur des fondements établis par des données mesurables. Les éléments quantifiables tels que les statistiques ou les proportions de la population apportent de la crédibilité supplémentaire à l'analyse qualitative. La combinaison de ces deux approches permet de produire une analyse beaucoup plus robuste et équilibrée (Loye et Fontaine, 2018).

2.4 Analyse Thématique

2.4.1 Lecture approfondie des articles

Lorsqu'il s'agit de fournir un guide de lecture approfondie pour des articles sélectionnés, l'auteur de l'article propose plusieurs étapes clés à suivre. Tout d'abord, le

lecteur devrait commencer par le titre, s'en suit le résumé puis les conclusions. Si le lecteur décide de lire l'article en entier, il peut aborder différentes parties de manière systémique, efficace et méthodique. Une approche structurée est présentée pour comprendre et lire des articles publiés dans des revues scientifiques. Cela commence par la lecture du titre suivi du résumé de l'article en question. Chaque article a d'abord été restitué dans un paradigme disciplinaire (finance durable, gouvernance d'entreprise). Les sections méthodologiques ont ensuite fait l'objet d'une critique approfondie, notamment en ce qui concerne le traitement des endogénéités dans la modélisation des régressions ESG. Le titre et le résumé agissent comme des indicateurs préliminaires du contexte, du contenu et de la pertinence d'un article par rapport au sujet de recherche en cours et ou à la problématique de la recherche en cours. Ils permettent également de discerner rapidement la question de recherche, la méthodologie, les résultats et les conclusions présentés. Par conséquent, une lecture approfondie et une bonne compréhension du titre et du résumé deviennent des étapes préalables essentielles avant de poursuivre avec le reste de l'article. Ensuite, il est recommandé d'analyser les sections consacrées aux résultats et aux discussions de l'article (Tanti et al., 2010).

Ces parties sont souvent centrales pour comprendre la portée de l'étude et la manière dont elle contribue à la littérature existante. L'objectif est de structurer la lecture de manière dont elle contribue à la littérature existante. L'objectif est de structurer la lecture de manière à faciliter la navigation dans l'article, en suivant un flux logique : commencer par une introduction claire, passer par le corps de l'article (méthodologie, résultats, discussion) et conclure par une analyse des conclusions. Cette approche permet de suivre le fil des idées de l'auteur et de saisir le message principal de l'article.

En adoptant cette méthode, il devient plus aisément de lire des articles de manière efficace tout en maximisant la compréhension de leur contenu (Blanchet et Chardenet, 2011).

Figure 6: illustration d'un schéma de lecture inspirée

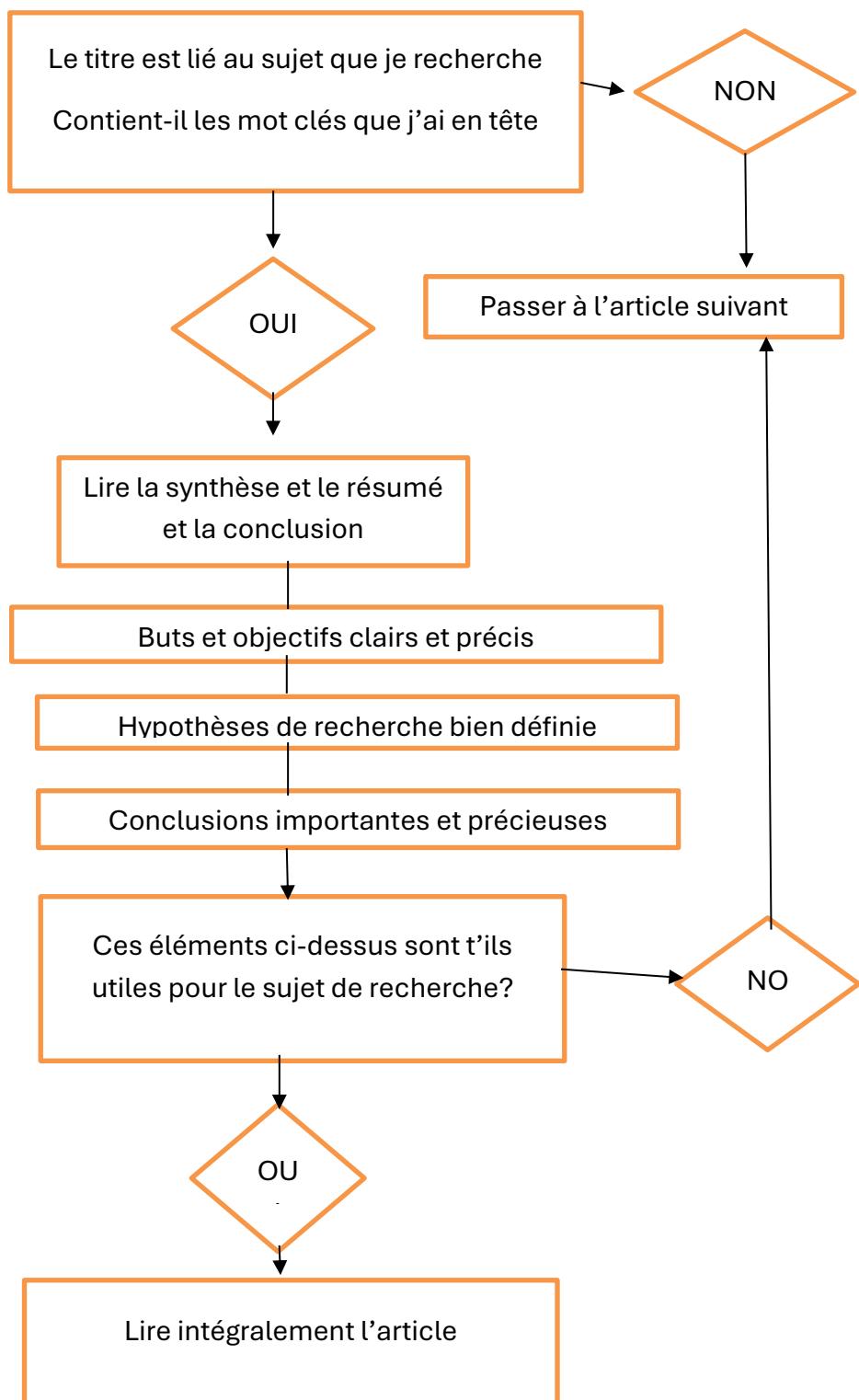


Figure: illustration d'un schéma de lecture inspirée par N. R. Siddhartha, 2013.

2.4.2 Interprétation de la figure de lecture et commentaire

La recherche bibliographique est un travail qui nécessite d'être méthodique et pour donner du sens à cet effort de recherche il a été important de décliner une stratégie qui allie à la fois rigueur et pertinence d'où l'usage de ce schéma de lecture des articles.

Dans le cadre d'une revue systématique, la sélection et la lecture des articles sont fondamentales. Pour notre cas, la littérature sur la finance durable et les critères ESG des banques, le processus de lecture s'est inspiré des travaux de Sudha et N.R. Siddhartha (2013) qui recommandent une lecture en plusieurs phases, incluant une évaluation préliminaire basée sur le titre et le résumé, suivie d'une lecture intégrale pour les articles jugés pertinents en vue d'en extraire les données jugées fiables et pertinentes.

Dans le cadre de cette revue systématique de la littérature, la sélection des articles pertinents a été réalisée avec rigueur. Le processus a débuté par une évaluation préliminaire de chaque article, fondée sur la cohérence de son titre avec le sujet de recherche. Si le titre semblait pertinent, l'étape suivante consistait à lire attentivement le résumé et la conclusion de l'article afin d'évaluer sa pertinence par rapport aux objectifs de la recherche. Ensuite, les objectifs de l'article et les hypothèses de l'auteur étaient identifiés pour déterminer si les résultats potentiels seraient utiles à la recherche en cours. Une fois ces critères remplis, l'article était sélectionné pour une lecture complète et approfondie, assurant ainsi que seules les études les plus pertinentes étaient intégrées dans la revue systématique de la littérature.

Si, dès le départ, le titre de l'article ne correspond pas à notre objectif de recherche et que la lecture du résumé et de la conclusion ne montre pas la pertinence de l'article, nous passons à la lecture d'un autre article.

2.4.3 Production de note de lecture des articles sélectionnés

La sélection des articles pour la revue systématique est un processus exigeant car elle détermine la base sur laquelle les recherches vont se faire. Alors pour collecter des données pertinentes pour l'analyse et l'interprétation afin de produire des résultats pertinents il est important de comprendre et de bien structurer la lecture des articles. Pour ce faire, la production de notes de lecture durant cette phase a été très bénéfique.

La note de lecture contient des commentaires sur le contenu de l'œuvre, mais éventuellement également sur son organisation formelle. Les auteurs des notes de lecture cherchent à créer une image d'un énonciateur qui indique les points positifs et négatifs de l'œuvre, de manière « fiable » (Lousada et al., 2017).

Le plan général d'une note de lecture se compose de plusieurs étapes. On commence par présenter l'œuvre et son ou ses auteurs ainsi que les objectifs qu'elle vise surtout lorsqu'il s'agit d'une publication scientifique ainsi que, selon le type d'œuvre qui est l'objet de la note de lecture, de l'évocation des théories (quand il s'agit d'une œuvre scientifique) ou des aspects littéraires. Par la suite, quand il s'agit de la note de lecture d'un ouvrage scientifique, l'auteur de la note fournit des informations sur les résultats ou le type de résultats obtenus. Suit une évaluation/appréciation de l'œuvre (Lousada et al., 2017). En ce qui concerne les mécanismes énonciatifs (Bronckar, 1997, 1999) la note de lecture est un texte qui, dans sa situation de production, indique déjà la présence d'au moins deux

voix explicites : celle de l'auteur de l'œuvre examinée et celle de l'auteur de la note de lecture. Cette section justifie la méthodologie de recherche, une revue systématique de la littérature, en détaillant le processus de sélection et d'analyse des articles pertinents. Elle explique l'utilisation de mots-clés et de bases de données pour identifier les études sur la finance durable et les critères ESG dans le secteur bancaire. L'importance de la lecture approfondie, la production de notes de lecture pour résumer et analyser, et l'identification des mécanismes énonciatifs pour une analyse critique sont soulignées. Cette justification renforce la crédibilité et la validité de la recherche en assurant une approche méthodique et des sources fiables.

Exemple de note de lecture

Fiche de lecture 1

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Measuring bank's sustainability performances: The BESGI score
Auteur(s) / année	Lelasi, Frederica Belluci, Marco Biggeri, Mario Ferrone, Lucia / 2023
Objectif de l'étude	Proposé un modèle théorique d'évaluation du niveau effectif et global de la performance en matière de durabilité des institutions financières
Présentation de la méthodologie	Revue bibliométrique (hybride), indicateurs mis en place sur la base des normes GRI pour proposer une grille de notation, développement validé par 9 entretiens semi directifs avec des professionnels du secteur bancaire et de la finance durable et éthique.
Description des résultats	-Cet article montre que les banques européennes ont réussi à améliorer leur performance ESG entre 2007 et 2019 avec une attention particulière aux impacts environnementaux.

	<ul style="list-style-type: none"> -les impacts sociaux des politiques de prêts et des opérations d'investissement doivent être amélioré afin qu'ils puissent agir de façons importantes sur la performance ESG des institutions financières -les banques les plus grandes et les plus capitalisé sur le marché présentes les meilleurs scores ESG que les banques de petites tailles et les moins avec une faible capitalisation boursière -l'analyse empirique révèle que les caractéristiques du système financier et les pressions des parties prenantes qui relèvent de la théorie de la légitimité influencent les performances ESG des institutions financières. - toujours dans l'optique de la théorie de la légitimité, les résultats de cette étude démontrent que les banques en exercice dans les pays ou une opinion publique plus conscient des enjeux climatiques et un meilleur accès au service bancaire (taux de bancarisation élevé) ont de meilleurs scores de durabilités -Pour améliorer et continuer à exceller sur les ESG les banques doivent donner plus d' importance et de rigueur à la divulgation de l'information extra-financières pour tenir la lanterne aux différents parties prenantes mais également pour le respect des engagements envers les organes de régulation et aussi pour préserver leur réputations
Contributions scientifiques	<ul style="list-style-type: none"> -proposition d'un nouvel outil de mesure de la performance ESG des banques appelé score BESGI (Banks Environmental, Social, Gouvernance and Indirect impacts) avec une approche théorique ancrée sur la théorie de la légitimité des institutions et de la signalisation des entités et une nouvelle méthodologie appliquée
Limite et avenue de recherches	Cette méthodologie d'utiliser pour une notation ESG sur les effets des impacts indirects met un focus sur les effets

	indirects et cela pourrait causer une dilution des impacts directs plus quantifiables et plus facile à gérer pour les banques. Une étude sur les deux impacts donnerait des résultats plus fiables.
Commentaires critiques	Cette étude repose sur des données publiques qui peuvent ne pas être complétées ou avec des qualités qui varient.

2.4.4 Processus de l'analyse thématique

L'analyse thématique constitue une méthode qualitative permettant d'identifier, d'analyser et d'interpréter les thèmes récurrents dans les données qualitatives. L'examen de publication scientifique nous permet de structurer un ensemble d'études afin de faire émerger des tendances et d'extraire des modèles émergents.

La première étape consistait à s'immerger dans les données par une lecture minutieuse des articles, puis identifier les thèmes découlant directement des objectifs de recherche ou les thèmes émergents.

Une fois ces thèmes initiaux répertoriés, nous passons à la phase de thématisation, c'est-à-dire, à l'organisation du contenu des articles au sein de catégories ou thèmes significatifs, exigeant un profond travail de réflexion et d'interprétation de la part du chercheur (Paillé et Mucchielli, 2021). Enfin les thèmes sont vérifiés et améliorés. Cette étape consiste à vérifier leur homogénéité et leur pertinence au regard du sujet et des objectifs de recherches.

Afin d'illustrer les résultats de l'analyse thématique menée à partir des articles sélectionnés, le tableau ci-dessous présente une synthèse des principaux thèmes identifiés, accompagnés de leurs sous-thèmes, constats et références associées.

Thèmes	Sous-thèmes	Contenu analysé / Constats	Références clés
1. Intégration stratégique des ESG	Gouvernance, responsabilité sociale, alignement ODD	ESG de plus en plus intégré dans les stratégies bancaires comme outil de différenciation, mais encore inégal selon les banques.	GRI (2021), Freeman (1984), Kouzez et al. (2023)
2. Performance ESG vs rentabilité financière	Coûts d'intégration, ROI, arbitrage ISR/risque	Tensions entre logiques de profit et exigences durables ; coûts élevés ; incertitude sur les retours financiers des investissements durables.	Rudd (1981), Le Saout & Buscot (2009), Porter (1991)
3. Réglementation et normalisation ESG	SFDR, CSRD, taxonomie UE, reporting obligatoire	Cadres réglementaires en expansion, mais complexité de mise en œuvre pour les banques, surtout PME.	Clarkson et al. (2008), GRI (2021), SFDR (2020)
4. Notation ESG et transparence	Scores agences notation, divergence d'indicateurs ESG, de	Faible harmonisation des scores ESG ; défi pour la comparabilité interbancaire ; préoccupations sur le greenwashing.	Delmas (2013), Chatterji et al. (2016), Igale (2005)
5. Innovation technologique	Fintech, blockchain, IA,	Les technologies offrent des leviers pour	Boissinot (2022),

	outils numériques	ESG	améliorer le suivi, la transparence, la conformité et l'engagement ESG ; thème encore peu traité, mais croissant.	D'Orazio (2023), Louche et al. (2012)
6. Enjeux environnementaux	Carbone, énergies fossiles, obligations vertes, stress tests climatiques		Importance croissante de la finance verte, mais certaines pratiques restent dominées par la recherche de rentabilité au détriment des objectifs climatiques.	ICMA (2021), Demurger (2024), NGFS (2023)
7. Inclusion sociale et diversité (critère S)	Égalité, diversité, bien-être, inclusion financière		Le pilier social reste peu développé ; progrès notés dans les politiques internes mais moins visible dans la communication externe des banques.	Bowen (1953), McWilliams & Siegel (2001)
8. Gouvernance durable	Éthique, transparence, indépendance des conseils, rémunérations liées aux objectifs ESG		Gouvernance souvent liée aux pressions des actionnaires et aux exigences réglementaires ; enjeu d'indépendance des conseils d'administration.	Jensen (1976), Roux (2013)
9. Risque de greenwashing	Communication, engagement réel vs marketing ESG		NOMBREUSES critiques sur la sincérité des engagements ESG des banques ; besoin d'outils de vérification et d'audit ESG renforcés.	Sharfman (1996), Revelli et Sentis (2012)

10. Communication extra-financière	Reporting divulgation volontaire, asymétrie d'information	ESG,	Stratégie de signalement des bonnes pratiques ESG pour attirer les investisseurs ; défis de transparence et cohérence de l'information fournie.	Dhaliwal et al. (2011), Ait Saadi (2022)
---	---	------	---	--

Les résultats de l'analyse thématique qui seront présentés dans le chapitre 3 sont organisés selon les dix devenirs. Le cadre théorique introduit dans le Chapitre 1 a déjà éclairé certains de ces thèmes. Par exemple, l'importance attribuée aux parties prenantes dans la stratégie ESG des banques aurait une relation avec la Théorie des Parties Prenantes, tandis que la stratégie de communication ESG serait anachronique avec la Théorie de la Légitimité.

2.5 Justification du choix de la méthodologie

Le choix de la revue systématique comme méthodologie de recherche pour ce sujet repose sur des arguments solides. L'analyse systématique offre plusieurs avantages dans le cadre de cette étude comparer aux autres méthodologies qu'elles soient qualitatives ou quantitatives. Cette revue systématique a pour but d'explorer le cadre théorique développé dans le chapitre 1. De manière plus générale, elle permet également d'identifier dans les écrits scientifiques des preuves empiriques en faveur de ou nuançant la Théorie des Parties Prenantes (Freeman, 1984), la Théorie de la Légitimité (Suchman, 1995), ou l'Hypothèse de Porter (1991). Par conséquent, ces fondements théoriques permettent de comprendre comment les banques mettent en œuvre (ou non) l'ESG en pratique dans le contexte de la finance durable.

Déjà l'analyse systématique est très importante dans une discipline car elle permet de faire une synthèse des connaissances autour d'un sujet bien déterminé.

- Une revue systématique permet de produire une synthèse rigoureuse des données probantes sur un sujet précis
- La rigueur dans la démarche offre une transparence dans la démarche et permet une reproductibilité de la démarche
- Avec le protocole de collectes des articles par l'entremise de critères d'inclusion et d'exclusions elle permet une réduction des biais
- Identification des lacunes dans un sujet précis par le rassemblés et la synthèse de plusieurs études provenant de différentes bases de données fiables
- La revue systématique est utile pour les gestionnaires car elle permet une prise de décision éclairé mais aussi pour le chercheur elle constitue une base solide pour mener des recherches futures

En somme la revue systématique de la littérature est une approche très pertinente et surtout très rigoureuse ce qui en fait une méthodologie qui garantit la transparence et la reproductibilité mais également elle contribue à la consolidation des connaissances académiques et pratiques.

La méthodologie de recherche, bien que rigoureuse et systématique, présente certaines limites inhérentes. Le choix des bases de données et des mots-clés pour la recherche documentaire, ainsi que les critères d'inclusion et d'exclusion, peuvent introduire un biais de sélection, excluant potentiellement des études pertinentes. De plus, la période de publication restreinte (2015-2024) pourrait omettre des recherches antérieures ou plus récentes qui pourraient apporter des éclairages précieux. L'évaluation

de la qualité des études, bien que basée sur des critères établis, comporte également une part de subjectivité qui peut influencer les résultats. Bien qu'aucune étude de terrain n'ait été menée, la validité interne de ce mémoire est assurée par la rigueur du protocole de revue systématique. La divulgation complète des critères de sélection, la codification des articles selon des dimensions théoriques clairement définies et l'analyse thématique qui suit les références existantes de la littérature scientifique, aboutissent toutes à une interprétation valide et cohérente de l'analyse des données. Enfin, la revue systématique, par nature, se concentre sur la littérature existante et peut ne pas capturer pleinement les développements les plus récents ou les perspectives émergentes dans le domaine.

Chapitre3: Analyse des résultats

3.1 L'IMPACT DE LA FINANCE DURABLE SUR LES CRITÈRES ESG DES BANQUES

L'intégration des critères ESG dans les stratégies bancaires

L'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernances (ESG) dans l'activité bancaire est devenu un élément incontournable pour les institutions financières cherchant à s'aligner avec les lignes directrices dessinées par les objectifs de développement durable (ODD) pour plusieurs raisons. Cette démarche entre dans le cadre d'une quête de performance sociale, environnementale et financière qui répond aux attentes des parties prenantes et aux exigences des organes de régulation.

La finance durable a un impact significatif sur les critères ESG des banques. Les banques adoptent diverses approches pour intégrer les critères ESG dans leurs stratégies. Le mécanisme d'intégration des critère ESG se fait à l'aide d'un jeu de filtre pour intégrer ou exclure des actifs. L'investissement socialement responsable (ISR) nouvelle forme d'investissement et élément important de la finance durable intégrant le respect des valeurs éthiques, de protection de l'environnement, de protection des conditions de travail et la promotion de la bonne gouvernance influencent grandement la notation ESG des banques. Malgré qu'il fasse l'objet de critiques les détracteurs de l'ISR tirent leurs arguments de la théorie moderne du portefeuille (H. Markowitz). Toutefois selon cette théorie, un portefeuille doit être correctement diversifié pour être performant. Cela devrait conduire à des rendements inférieurs à ceux d'un investissement classique, la frontière effective de l'ISR se trouvant ainsi en dessous de celle de H. Markowitz (J. Le Maux et E. Le Saout, 2004). Il convient de souligner que la révolution industrielle a exercé une

influence majeure sur la société européenne au cours du XIXe siècle. Selon A. Rudd (1981), l'imposition de restrictions dans les portefeuilles d'investissement, y compris celles liées aux aspects sociaux et environnementaux, pourrait également avoir un impact défavorable sur leur rendement. Malgré les critiques sur l'investissement socialement responsable, il reste le dispositif central de la finance durable qui impacte la notation ESG des banques. R. Bauer et *al.* (2005, 2006) ont évoqué ce qu'ils appellent « effet d'apprentissage », selon lequel l'ISR pourrait initialement sous-performer par rapport aux investissements traditionnels à court terme, puis progressivement réduire cet écart à moyen terme pour finalement le renverser sur le long terme. Un horizon « à long terme » serait donc un élément favorable pour la performance de l'ISR (L.S Cummings, 2000 ; M.L. Barnett et R.M. Salomon, 2006 ; W. Vermeir et C. Friedrich, 2006).

L'impact de la finance durable sur les critères ESG des banques est significatif et se manifeste à travers plusieurs dimensions :

Les banques adoptent des référentiels comme le Global Reporting Initiative (GRI) pour formaliser les impacts sociaux et environnementaux de leurs activités. Elles utilisent également des « frameworks » de « reporting » de durabilité et des comités de durabilité pour augmenter les initiatives liées au changement climatique.

Les banques françaises, telles que BNP Paribas, alignent leurs portefeuilles de crédit avec l'Accord de Paris et proposent des produits financiers verts. Elles mesurent l'alignement de leurs portefeuilles avec les objectifs climatiques et participent à des initiatives comme la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD).

Effets de la finance durable sur la gouvernance interne et les pratiques bancaires

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et les pratiques ESG influencent positivement la gouvernance interne des banques. «Les banques sont longtemps considérées comme étant les principaux créanciers, étant donné qu'elles jouent un rôle important dans la gouvernance des autres entreprises, mais peu est connu sur leur système de gouvernance» (Caprio et al., 2007). Les banques avec de bonnes pratiques ESG bénéficient de conditions de financement plus favorables, car les investisseurs perçoivent ces pratiques comme des facteurs de réduction des risques.

Les banques avec des scores élevés en gouvernance ont des mécanismes de gouvernance solides, alignant les intérêts des actionnaires avec ceux de la direction. Cela inclut l'embauche d'auditeurs de qualité et la production de rapports financiers transparents.

Les banques sont également vulnérables aux risques climatiques, ce qui pousse les régulateurs à veiller à la résilience du système financier face à ces risques.

Innovations et nouvelles tendances en matière d'investissement responsable

Les banques développent des produits financiers innovants comme les green bonds et les « Sustainability Linked Loans » (SLL). Ces produits permettent de moduler les taux de crédit en fonction de l'atteinte d'objectifs environnementaux et sociaux.

Les agences de notation extra-financière jouent un rôle crucial en évaluant les entreprises sur des critères de durabilité, influençant ainsi les décisions d'investissement.

La finance verte et les obligations vertes ont pris de l'ampleur, avec des initiatives comme celles de la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Agence France Trésor, qui émettent des obligations pour financer des projets durables.

La finance durable a un impact profond sur les critères ESG des banques en intégrant ces critères dans leurs stratégies, en améliorant la gouvernance interne et en introduisant des innovations dans les produits d'investissement responsable. Ces efforts contribuent à la transition énergétique et écologique, tout en répondant aux attentes des parties prenantes et en réduisant les risques financiers et opérationnels.

Effets de la finance durable sur la performance financière et extra-financière

Les effets de la finance durable sur la performance financière et extra-financière des banques sont multiples et se manifestent de différentes manières :

Analyse de la rentabilité des banques engagées dans la finance durable :

Les banques qui intègrent des pratiques de finance durable peuvent améliorer leur rentabilité en attirant des investisseurs soucieux des critères ESG. Ces pratiques peuvent également réduire les risques financiers en anticipant les régulations futures et en évitant les coûts liés aux impacts environnementaux négatifs. L'amélioration de la performance environnementale de l'entreprise, selon l'hypothèse formulée par M.E. Porter en 1991, l'amélioration de la performance environnementale d'une entreprise peut conduire à une amélioration de sa performance économique à long terme, en favorisant le développement d'une productivité accrue.

Les financements consacrés par BNP Paribas aux énergies renouvelables ont atteint un montant de 15,9 milliards d'euros, en hausse de 120 % en quatre ans, montrant une augmentation significative des investissements dans les énergies renouvelables.

Les banques avec de bonnes pratiques ESG bénéficient de conditions de financement plus favorables, car les investisseurs perçoivent ces pratiques comme des facteurs de réduction des risques.

Les banques avec des scores ESG élevés ont tendance à avoir une meilleure qualité de prêt et une probabilité plus faible de défaut de paiement, ce qui contribue à une rentabilité accrue.

Impact sur l'image de marque et l'attractivité pour les investisseurs

La communication sur la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) et les pratiques ESG peut améliorer l'image de marque des banques. Les banques qui démontrent leur engagement envers des pratiques durables peuvent renforcer leur réputation et attirer des clients et des investisseurs qui valorisent la durabilité.

Les investisseurs sont de plus en plus attirés par des entreprises qui semblent incarner le futur de la transition énergétique. Par exemple, BNP Paribas Asset Management est reconnu comme étant l'un des gestionnaires d'actifs les plus volontaires dans le domaine de l'engagement actionnarial en faveur de la transition énergétique.

Les banques avec des scores élevés en gouvernance ont des mécanismes de gouvernance solides, alignant les intérêts des actionnaires avec ceux de la direction. Cela inclut l'embauche d'auditeurs de qualité et la production de rapports financiers transparents.

Les banques qui communiquent de manière transparente sur leurs actions responsables peuvent persuader le public visé du bien-fondé de leurs actions, ce qui peut renforcer leur légitimité et leur attractivité pour les investisseurs.

Évaluation des bénéfices sociaux et environnementaux :

L'usage de la finance durable peut engendrer des avantages à la fois sociaux et environnementaux. Par exemple, les investissements dans des projets verts peuvent contribuer à la réduction des émissions de carbone et à la protection de la biodiversité.

Les banques développent des produits financiers innovants comme les green bonds et les Sustainability Linked Loans (SLL). Ces produits permettent de moduler les taux de crédit en fonction de l'atteinte d'objectifs environnementaux et sociaux.

Les banques peuvent également jouer un rôle important dans l'inclusion financière en offrant des produits financiers accessibles aux populations exclues du marché bancaire, comme le microcrédit et la micro-épargne.

Les initiatives de finance durable, telles que les investissements dans des projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GHG), ont des bénéfices sociaux et environnementaux significatifs.

En résumé, la finance durable a des effets positifs sur la performance financière et extra-financière des banques en améliorant leur rentabilité, en renforçant leur image de marque et leur attractivité pour les investisseurs, et en générant des bénéfices sociaux et environnementaux. Ces effets contribuent à la création de valeur partagée et à la transition vers une économie plus durable.

3.2 LES ENJEUX ET DÉFIS DE L'ADOPTION DES PRATIQUES DE FINANCE DURABLE

Contraintes et obstacles à l'intégration des critères ESG

Contraintes réglementaires et exigences de conformité :

Les banques doivent se conformer à une multitude de régulations nationales et internationales, telles que la loi NRE en France, les normes de la Global Reporting Initiative (GRI), et les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD). Par conséquent, plus la réglementation environnementale sera stricte, plus cela engendrera des coûts supplémentaires. Toutefois, ces coûts seront en grande partie compensés par l'amélioration des processus de production dû aux efforts d'innovation, ce qui permettra finalement d'accroître la productivité et donc la rentabilité (Revelli et Viviani, 2013). De plus, leur manque d'uniformité pose des problèmes d'authentification des données fournies.

Les régulations comme la loi Grenelle en France et les objectifs 20-20-20 de l'Union Européenne imposent des obligations strictes en matière de reporting environnemental et social, nécessitant des ressources importantes pour collecter, analyser et rapporter les données ESG.

Défis opérationnels liés à l'implémentation des critères ESG

Les grandes banques, avec des structures organisationnelles complexes, trouvent difficile de réaliser un reporting précis et complet. La coordination entre différentes entités et la collecte de données fiables représentent des défis majeurs.

Les agents commerciaux et le personnel en agence ne sont souvent pas assez formés aux produits solidaires et peu sensibilisés au développement durable, limitant leur capacité à promouvoir efficacement les initiatives ESG.

En ce qui concerne la gestion des données, la collecte et la gestion des données ESG peuvent être un défi majeur, nécessitant des systèmes de gestion de l'information sophistiqués pour assurer la précision, la complétude et la mise à jour des données.

Le coût et le retour sur investissement des initiatives durables telles que le développement de produits financiers verts ou la mise en place de systèmes de reporting ESG, nécessitent des investissements initiaux significatifs. Les banques doivent évaluer soigneusement le retour sur investissement de ces initiatives.

Un rendement à long terme incertain bien que les initiatives durables puissent offrir des avantages financiers à long terme, les banques peuvent être réticentes à investir en raison de l'incertitude quant au rendement immédiat. Les bénéfices sociaux et environnementaux peuvent ne pas se traduire immédiatement en gains financiers tangibles.

3.3 Le risque de greenwashing dans le secteur bancaire

Stratégies mises en place pour éviter le greenwashing

Le greenwashing est particulièrement critique dans le scénario actuel, dans lequel les investisseurs prennent non seulement en compte les aspects financiers dans leurs décisions d'investissement, tels que le risque et le rendement, mais également les facteurs ESG en orientant le capital vers des entreprises qui reflètent mieux leurs valeurs éthiques et sociales(de Freitas Netto et al., 2020).

Les banques utilisent des référentiels comme le Global Reporting Initiative (GRI) et la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) pour structurer leurs rapports de développement durable, garantissant que les informations fournies sont complètes et conformes aux normes internationales.

Certaines banques font appel à des cabinets d'audit pour vérifier les informations extra-financières publiées, renforçant ainsi la crédibilité des rapports ESG et réduisant le risque de greenwashing.

Impliquer les parties prenantes, y compris les clients, les investisseurs et les régulateurs, dans le développement et la mise en œuvre des initiatives ESG peut aider à assurer la transparence et la légitimité des actions entreprises.

Les banques doivent communiquer de manière transparente sur leurs actions responsables. Il en ressort « une diminution de l'asymétrie informationnelle entre les managers et les acteurs du marché des capitaux. Les décisions prises par les investisseurs sont plus pointues puisque les coûts liés à la collecte d'information sont plus faibles » (Williamson, 1985). Le *reporting* vise à limiter les risques d'antisélection et d'aléa moral. Graham et *al.*, (2002) précisent « l'importance de l'information extra-financière pour les acteurs du marché financier notamment les analystes financiers ». Par exemple, le Crédit Coopératif présente un rapport court et clair, sans pression légale ni effets marketing, ce qui renforce la confiance des parties prenantes. L'utilisation d'indicateurs de performance clairs et mesurables, classés selon les catégories économiques, environnementales et sociales, permet de fournir une évaluation objective des initiatives ESG.

Utilisation de cadres de reporting reconnus : L'utilisation de cadres de reporting reconnus, tels que le Global Reporting Initiative (GRI) ou le Sustainability Accounting Standards Board (SASB), peut aider à standardiser les rapports et à améliorer leur comparabilité et leur crédibilité.

Rôle des régulateurs et des parties prenantes dans la surveillance des pratiques ESG

Les régulateurs jouent un rôle crucial en veillant à ce que les banques respectent les normes ESG et en imposant des exigences de reporting. Ils peuvent également encourager

les bonnes pratiques en matière de finance durable et imposer des sanctions en cas de non-conformité.

Les parties prenantes, y compris les investisseurs, les clients et les ONG, surveillent les pratiques ESG des banques et exercent une pression pour une plus grande transparence et responsabilité. Leur engagement est essentiel pour garantir que les initiatives ESG sont authentiques et efficaces.

Les initiatives collaboratives, telles que les coalitions d'investisseurs ou les partenariats public-privé, peuvent promouvoir des pratiques ESG robustes et aider à harmoniser les standards de reporting.

L'intégration des critères ESG dans le secteur bancaire présente des contraintes réglementaires, des défis opérationnels et des coûts initiaux, mais elle offre également des avantages à long terme. Pour éviter le greenwashing, des stratégies de transparence et de qualité du reporting ESG sont mises en place, avec un rôle crucial des régulateurs et des parties prenantes dans la surveillance des pratiques ESG.

STRATÉGIES D'OPTIMISATION POUR UNE MEILLEURE INTÉGRATION DE LA FINANCE DURABLE

Pour optimiser l'intégration de la finance durable, plusieurs stratégies peuvent être mises en œuvre, en se basant sur les politiques et bonnes pratiques favorisant l'adoption des critères ESG, les exemples d'initiatives réussies dans le secteur bancaire, et les facteurs favorisant l'alignement entre finance durable et performance organisationnelle.

Réglementations et Normes :

Catégories	Nom	Description	Impact sur la finance durable
Réglementations et Normes	SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation)	Renforce la transparence des produits financiers en imposant des obligations de reporting ESG.	Permet aux investisseurs d'identifier les produits alignés avec leurs objectifs ESG.
	MiFID II (Markets in Financial Instruments Directive II)	Renforce les obligations des conseillers en investissement sur la prise en compte des critères ESG.	Oriente les flux financiers vers des investissements socialement responsables.
	Directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive)	Harmonise et renforce la publication d'informations extra-financières par les entreprises européennes.	Améliore la transparence et la responsabilité des entreprises financières.

	Article 116 de la loi NRE (Nouvelles Régulations Économiques, France)	Oblige les entreprises cotées à inclure les impacts sociaux et environnementaux dans leur rapport annuel.	Renforce la responsabilité sociétale des banques françaises.
Agences de Notation Extra-financière	Vigeo, Deminor, Innovest, Novethic	Fournissent des évaluations ESG pour guider les investisseurs vers des placements éthiques.	Facilitent l'orientation des capitaux vers des fonds ISR (Investissement Socialement Responsable).
Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)	Intégration des critères ESG dans les pratiques bancaires	Prise en compte des intérêts des parties prenantes et des impacts environnementaux.	Améliore la gestion des risques et l'image des banques.
Communication et Transparence	Reporting extra-financier et rapports de développement durable	Outils de transparence pour informer les parties prenantes sur les engagements ESG des banques.	Limite le risque de greenwashing et améliore la confiance des investisseurs.

Exemples d'Initiatives Réussies dans le Secteur Bancaire	Fonds ISR (Investissement Socialement Responsable)	Banques et sociétés d'assurance proposant des placements alignés avec des critères ESG.	Augmente l'accès aux financements durables et responsables.
	Initiatives de la BEI (Banque Européenne d'Investissement)	Émission d'obligations vertes, sociales et durables (1000 Mds€ d'investissements prévus sur 2021-2030).	Favorise le financement des projets alignés avec la transition écologique.
	Crédit Coopératif	Engagement sincère envers la finance responsable, sans obligation légale via la loi NRE.	Exemple de banque ayant adopté une politique ESG avant même la régulation.
Impact des Critères ESG sur les Banques	Réduction des risques de défaut	Les banques avec de bonnes performances ESG montrent moins de défauts de paiement.	Améliore la stabilité financière et réduit les coûts de financement.

	Qualité de la gouvernance	Transparence et alignement des objectifs ESG avec la rentabilité financière.	Renforce la confiance des investisseurs et la conformité réglementaire.
	Création de valeur partagée (Michael Porter)	Générer du profit en répondant aux enjeux sociétaux et environnementaux.	Favorise une finance durable avec des impacts positifs sur la société.
	Engagement des parties prenantes	Impliquer clients, employés et régulateurs dans les démarches ESG.	Assure une meilleure adoption des principes ESG et réduit les risques réputationnels.
	Impact des ESG sur la qualité des prêts	Une banque avec une bonne notation ESG accorde des prêts de meilleure qualité.	Réduction des prêts non performants et amélioration de la rentabilité.

L'intégration de la finance durable nécessite une combinaison de réglementations robustes, de pratiques de gouvernance solides, d'initiatives transparentes et d'un engagement fort envers les critères ESG. Ces stratégies permettent non seulement de

répondre aux attentes des parties prenantes mais aussi d'améliorer la performance financière et organisationnelle des banques.

3.4 Rôle de la digitalisation et des fintechs dans l'accélération de la finance durable

Utilisation des nouvelles technologies pour améliorer la transparence ESG

Fintechs et blockchain : outils de suivi et de contrôle des engagements ESG

Les nouvelles technologies jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de la transparence des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). L'augmentation de la technologie financière (FinTech) utilisant les smartphones, l'intelligence artificielle (IA), l'Internet des objets (IoT), les blockchains prend une importance centrale dans le secteur bancaire, révolutionnant le mode de fonctionnement des institutions financières et leur offrant de nombreux avantages (Dwivedi et al., 2021). Les avantages sociaux, environnementaux et écologiques associés à la mise en œuvre de cette technologie sont évidents, encourageant le financement de projets énergétiques et environnementaux, l'utilisation d'énergies renouvelables et la construction d'infrastructures environnementales (Deng et al., 2019). Les technologies numériques permettent aux banques et aux institutions financières de collecter, analyser et divulguer des données ESG de manière plus efficace et transparente. Cela aide à réduire l'asymétrie d'information et à fournir aux investisseurs et aux parties prenantes des informations précises et en temps réel sur les performances ESG des entreprises. La théorie de la divulgation volontaire précise que « les entreprises ayant une bonne performance sociale, environnementale et sociétale ont tendance à divulguer des

informations extra-financières pour accroître leur valeur marchande » (Bewley et Li, 2000). « La théorie de la légitimité, quant à elle, indique que les entreprises utilisent le reporting RSE dans le but de réduire les pressions exercées par leurs parties prenantes et de légitimer leurs actions » (Cho et Patten 2007). Par exemple, les Fintechs utilisent l'intelligence artificielle (IA) et le big data pour analyser de grandes quantités de données, identifier les tendances et les risques ESG, et faciliter la prise de décision informée. Cela contribue à une meilleure gestion des risques et à la promotion de la durabilité financière.

Les Fintechs et la technologie blockchain sont des outils puissants pour le suivi et le contrôle des engagements ESG. La blockchain, en particulier, offre une transparence et une traçabilité accrues, permettant de vérifier l'authenticité des informations ESG et de garantir que les entreprises respectent leurs engagements en matière de durabilité. Les Fintechs peuvent également développer des plateformes qui facilitent la collecte et l'analyse des données ESG, rendant les processus de reporting plus robustes et fiables. Par exemple, la blockchain assure la non-comparabilité des données environnementales des entreprises, en particulier celles des industries fortement polluantes, en rendant ces données plus difficiles à falsifier et à dissimuler. Cela aide à prévenir les pratiques de greenwashing et à renforcer la confiance des investisseurs. La digitalisation et les Fintechs, à travers l'utilisation de technologies avancées comme la blockchain, l'intelligence artificielle et le big data, jouent un rôle déterminant dans l'amélioration de la transparence ESG, le suivi et le contrôle des engagements ESG, et la réduction du greenwashing. Ces technologies permettent une analyse précise des données

environnementales, une évaluation exhaustive des risques, et une réduction des asymétries d'information, contribuant ainsi à une finance plus durable et responsable.

Chapitre4: Discussion des résultats

L'objectif de ce chapitre est de discuter de manière critique les résultats du chapitre 3, en les confrontant aux recherches antérieures et en les interprétant à travers les prismes conceptuels de notre base littéraire, à savoir la théorie des parties prenantes, la théorie de la légitimité et l'hypothèse de Porter. Ce document espère offrir des réponses nuancées à notre question de recherche clé : comment l'adoption de pratiques de système financier durable impact-t-elle les critères ESG des banques en termes d'innovations introduites, de résistance rencontrée et d'architecture des acteurs bancaires ? et déterminer la contribution théorique et pratique de l'étude.

4.1 Effets de l'engagement des parties prenantes sur l'intégration ESG des banques : Validation de la théorie des parties prenantes

Nos résultats (présentés dans les sections 3.1 et 3.4) ont clairement mis en évidence le rôle prépondérant de diverses parties prenantes régulateurs, investisseurs, clients et société civile comme forces incitant les banques à intégrer les critères ESG.

Ce résultat soutient fortement les prémisses de la théorie des parties prenantes (Freeman, 1984), selon laquelle la survie et l'efficacité d'une organisation dépendent de sa capacité à équilibrer les attentes et les intérêts de ses parties prenantes. Des études empiriques, par exemple, les études d'Eccles, Wigfield et leurs collègues (voir Eccles et al. (2020) concernant l'activisme des actionnaires pour l'ESG) ou des études telles que celles fournies par Amel-Zadeh et Serafeim (2018) concernant l'influence de la divulgation ESG sur les choix d'investissement, confirment que les banques sont de plus en plus pressées de se conformer à ces exigences externes. Mais nos résultats vont au-

delà de ces conclusions en démontrant qu'une hiérarchie d'influences existe (pression réglementaire, par exemple, obligations de la BCE pour la gestion du risque climatique comme le montrent Campiglio et ses collègues (2018), et celle des grands investisseurs financiers, voir les rapports de BlackRock 2021, apparaissent plus directes et structurantes que celle des clients individuels, un point qui nuance certaines vues générales sur les parties prenantes du secteur financier).

La force de cette découverte est validée par la variété de types d'articles inclus dans la revue systématique (unité d'évaluation, voir section 2.3) provenant de juridictions et de types d'acteurs, de sorte que cette influence des parties prenantes peut être appliquée largement.

4.2 Quête de légitimité et pratiques ESG des banques : Une perspective de la théorie de la légitimité

Les résultats de la section 3.2 ont souligné la maturité croissante du reporting ESG et l'alignement des banques avec les cadres internationaux tels que les ODD.

Ce phénomène est cohérent avec la théorie de la légitimité (Suchman, 1995), qui implique que les organisations tentent de concilier leurs opérations avec les valeurs et normes de la société, afin d'assurer leur durabilité et leur acceptation. Les banques, qui sont communément considérées comme les grands acteurs mais souvent méprisées également (ce qui est devenu évident à l'ère post-crise financière de 2008, ou avec le financement d'industries polluantes), utilisent l'intégration ESG et la transparence comme des conduits pour améliorer leur licence sociale pour opérer. Des recherches antérieures

telles que celles de Cho et Patten (2007) ont démontré que la divulgation environnementale peut améliorer la réputation et peut également diminuer l'incertitude perçue par les parties prenantes. Notre étude indique que cette quête de légitimité va au-delà de la simple conformité réglementaire et s'étend à des efforts proactifs pour permettre l'innovation de produits durables (par exemple, les obligations vertes) signifiant une transition de la légitimité réactive à proactive comme proposé par Reverte (2009) dans le domaine de la RSE.

Notre méthodologie d'analyse thématique, comme détaillée dans la section 2.5, nous a permis de faire émerger ces stratégies de légitimation en explorant à la fois les discours et les pratiques des banques telles qu'elles étaient rapportées dans la littérature, nous fournissant une vue d'ensemble de la dynamique.

4.3 Hypothèse de Porter et innovations ESG bancaires

La construction de nouveaux produits financiers verts a été mise en évidence dans la section 3.2.1 tandis que les coûts de la transition ESG ont été mentionnés dans la section 3.3.2." Selon l'« Hypothèse de Porter » (Porter & van der Linde, 1995), la présence d'une réglementation environnementale stricte peut encourager l'innovation et améliorer l'avantage concurrentiel. Nous trouvons des preuves qui soutiennent cette théorie dans le secteur bancaire : des pressions réglementaires et de marché élevé ont poussé les banques à innover, notamment par le développement de nouveaux produits financiers durables. Bien qu'il y ait initialement certains coûts initiaux (3.3) pour réorganiser les modèles commerciaux, l'innovation qui en résulte permet aux banques de se positionner sur de

nouveaux marchés (le financement de la transition énergétique en est un exemple) et de cimenter leur avantage concurrentiel à long terme. Cette vision, selon laquelle l'ESG est le moyen, plutôt qu'une fin en soi, est également corroborée par l'étude méta plus large (par exemple, Friede, Busch, & Bassen, 2015) qui trouve également que la performance ESG et la performance financière sont positivement corrélées. Nos résultats indiquent que les banques proactives sont capables de voir ces contraintes comme stimulant leurs activités, un fait également mentionné par Dörr et al. (2014) lors de l'examen de la finance verte.

La sélection des articles, qui discute des cas d'innovation bancaire, était essentielle pour éclairer cette dimension de l'hypothèse de Porter, permettant de dévoiler certains cas réels d'avantages concurrentiels.

4.4 Obstacles à l'intégration ESG et impact sur l'industrie

Les obstacles liés à la mesurabilité des données ESG et à la culture organisationnelle (section 3.3) se sont accumulés comme des obstacles clés."

Ces obstacles sont largement rapportés dans la littérature sur l'intégration de la durabilité des entreprises (par exemple, KPMG (2020) sur les obstacles au reporting ESG mondial ; Eccles & Stroehle (2018) sur les défis des données ESG). Cependant, dans le secteur bancaire, ces défis sont encore plus complexes, en raison des produits financiers plus complexes et de l'exigence d'un haut niveau de granularité des données, surtout lorsqu'il s'agit d'évaluation des risques dans le portefeuille de crédit. Une inertie culturelle contre le changement est par ailleurs une constante dans les grandes organisations financières (voir par exemple, Weber, 2008, sur l'intégration de la durabilité). Notre étude étend cela en explorant comment ces défis peuvent retarder l'adoption généralisée des pratiques de finance durable même lorsque les pressions externes augmentent, et identifie

les besoins de capacités ESG dédiées pour surmonter ces obstacles, comme le notent Eccles et Klimenko (2019).

Dans notre processus de codage, nous avons particulièrement cherché à identifier les obstacles rapportés par les auteurs (voir section 2.4 sur l'extraction des données) afin de pouvoir synthétiser de manière exhaustive ces défis et d'évaluer leur niveau de récurrence.

Ce chapitre nous a permis d'explorer nos résultats en profondeur, en les ancrant dans notre cadre théorique et en les confrontant à la littérature scientifique. Les résultats de notre recherche soutiennent l'utilisation de la théorie des parties prenantes et de la théorie de la légitimité pour expliquer les motivations ESG des banques et étendent l'utilisation de l'hypothèse de Porter au contexte de la finance durable.

Chapitre5: Implications Théoriques et Managériales

En faisant une revue systématique des publications scientifiques traitant la finance durable et son impact sur les critères ESG des banques, il a été fait un constat sur la pertinence de cette thématique. D'une part sur le plan théorique avec une contribution significative et d'autre part sur le plan managériale, les résultats offres des perspectives concrètes aux décideurs et aux managers du secteur bancaire

5.1 Implications théoriques

La finance durable et les critères ESG sont des thématiques qui ont pris une place très importante dans le secteur bancaire ces dernières années après les périodes de troubles subies par le secteur. L'étude de cette relation a fait surgir plusieurs implications théoriques offrant une compréhension sur l'impact de la finance durable et de ses composantes sur les critères ESG des banques dans un secteur en perpétuelle mouvement.

L'étude de l'impact de la finance durable sur les critères ESG des banques contribue fortement à remettre en question le modèle proposé par la finance classique et son mécanisme de fonctionnement face aux nouveaux défis et exigences sur les questions climatiques et aussi sur les obligations de la banque face aux exigences des parties prenantes. En ciblant les variables clés qui impactent les critères ESG des banques, cette étude regroupe l'ensemble des pratiques visant à mettre en place des mécanismes et politiques pour un changement systémique répondant aux nouvelles exigences.

Les conclusions de ce mémoire soulignent l'importance de la finance durable sur les critères ESG des banques en mettant en évidence l'importance de l'adoption de cette nouvelle déclinaison de la finance sur la performance financière et extra-financière des

banques. Ces conclusions enrichissent la littérature existante sur ce thème de telle sorte que les entreprises peuvent s'appuyer sur ce document pour une analyse empirique de la relation de la finance durable sur les critères ESG des banques. Nos résultats viennent appuyer les théories de la légitimité sur comment les banques utilisent la responsabilité sociale et environnementale des entreprises et la finance durable pour répondre aux attentes des parties prenantes. Nos résultats montrent aussi que la finance durable repose sur un ensemble d'interaction entre les investisseurs, les régulateurs et les clients chacun définissant sa perception de la durabilité permettant ainsi une meilleur intégration des critères ESG dans la stratégie des banques pour stimuler la performance extra financière en renforçant sa relation avec ses parties prenantes venant ainsi corroborer les arguments avancé par les auteurs sur la théorie des parties prenantes cela concerne en particulier la théorie des parties prenantes élaborées par R.E Freeman en 1984. Comme le souligne J. Igalens et S. Point (2009, p.7) «l'approche centrée sur les parties prenantes permet de générer de la valeur» à cela s'ajoute parmi les résultats produits par la recherche de mettre en évidence l'influence des pratiques ESG sur les coûts de financements des banques réduisant les coûts de la dette et améliorant les conditions contractuelle grâce à une meilleure gouvernance et transparence, Il s'ensuit que les entreprises ayant une mauvaise performance ESG sont plus risquées et les détenteurs de dette auraient besoin d'un taux d'intérêt plus élevé pour financer leur dette (Agnese et Giacomini, 2023). Dans ce sillage les résultats de la recherche ont montré que les banques avec un meilleur scores ESG ont tendances à avoir moins de prêt non performant soulignant l'importance de la qualité des produits bancaire proposé au client notamment les prêts dits vert ou le financement de projets à fort impact social et environnementale par le biais de l'ISR. Bien que nos recherches aient soulevé l'impact positif de la finance responsable sur les critères ESG, des autres comme R. Clow (1999) avec sa méthode sélective, l'ISR engendrerait des biais

sectoriels en limitant ses investissements à un nombre restreint de secteur, ce qui accroît son risque tout en réduisant sa rentabilité. Mais en somme l'impact positif de l'investissement socialement responsable sur la performance financière est crucial pour les institutions bancaires il en est ainsi de l'effet d'apprentissage tel que présenté par R. Bauer et al. (2005, 2006), selon lequel l'ISR semble initialement moins performant à court terme que les investissements conventionnels, avant de réduire progressivement cet écart à moyen terme pour finalement le renverser à long terme. Un horizon «long terme» serait donc facteur de performance pour l'ISR (L.S. Cummings, 2000 ; M.L. Barnett et R.M. Salomon, 2006 ; W. Vermeir et C. Friedrich, 2006), (Revelli et Viviani, 2013).

5.2 Implications managériales

L'analyse de la thématique de l'impact de la finance durable sur les critères ESG des banques met en évidence des implications managériales importantes, contribuant à la solidification de la recherche dans ce domaine.

La théorie des parties prenantes stipule qu'une intégration plus forte des parties prenantes dans la construction des offres et des stratégies des banques est essentielle pour une véritable politique de RSE. Les résultats ont aussi permis de montrer que pour une transparence et une réduction du « greenwashing », la mise en place de définitions standardisé, de cadre de reporting et de processus de vérification peut améliorer la transparence et réduire le risque de greenwashing mais également appelle à une sensibilisation, une transparence et une responsabilité accrues pour lutter contre le greenwashing et promouvoir des pratiques environnementales responsables dans le secteur bancaire (Galletta et al., 2024). Ce travail de recherche met un accent sur le rôle crucial des mécanismes de gouvernance dans la promotion des initiatives de durabilités

liées aux changements climatiques, la responsabilité sociale et environnementale et la performance financière dans cette continuité la relation directe entre l'actionnaire et le système de gouvernance de l'entreprise, ainsi que l'impact de son influence sur les décisions et sa demande d'attention immédiate, favorisent une prise en compte rapide de ses exigences. Cela conduit à une amélioration de la performance économique de l'entreprise, l'influence qu'il peut avoir dans les décisions ainsi que la demande d'attention immédiate (M. Capron et F. Quairel-Lanoizelée, 2004) permettent une prise en compte rapide de ses exigences et ainsi une amélioration de la performance économique de l'entreprise (G. Yahchouchi, 2007). Les initiatives d'investissement réalisées par les banques pour l'éducation et la sensibilisation des clients pour promouvoir la littératie environnementale et sensibiliser les clients sur les pratiques bancaires durables peuvent créer une demande pour des services bancaires automatiquement durables. A l'inverse, les tentatives de dissimulations de l'information extra-financières présentes des risques élevés sur la réputation des banques, elles doivent s'assurer que leurs actions correspondent à leur rhétorique. Les investisseurs et les clients étant de plus en plus conscients des questions de durabilité, les banques qui ne parviennent pas à lutter contre le greenwashing peuvent être confrontées à des risques financiers et de réputation(Torelli et al., 2020).

En somme, cette étude montre que l'intégration de l'éthique, de la bonne gouvernance, de la transparence et l'implication des parties prenantes sont essentielles pour promouvoir une finance durable et responsable. Les banques doivent aussi s'assurer que leurs initiatives de durabilité aient un impact positif et concret pour éviter toutes formes de greenwashing.

Conclusion

Il a été tenté dans cette étude d'examiner en profondeur l'impact de la finance durable sur les critères ESG des banques. Intégrée dans la théorie des parties prenantes, soulignant l'influence que différents acteurs ont sur les organisations, dans la théorie de la légitimité, expliquant la recherche des organisations pour la légitimité sociale, et dans l'hypothèse de Porter, indiquant que les contraintes peuvent favoriser l'innovation, nous avons cherché à explorer les dynamiques de complexité en jeu dans le secteur bancaire migrer vers la durabilité.

Compte tenu des défis croissants liés au climat et au développement durable, notre question de recherche clé était : Comment l'intégration de la finance durable impacte-t-elle les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance des banques ?

La recherche a examiné le lien entre la finance durable et les critères ESG des banques et a trouvé des résultats positifs forts et abondants. Dans notre recherche, nous avons étudié l'effet de la finance durable sur les critères ESG des banques et avons trouvé des preuves comme Rivelli (2012) que la finance durable a un effet positif sur la performance non financière des banques. Cela se traduit par une meilleure gouvernance des risques sociaux et environnementaux et une amélioration significative de la réputation de l'industrie financière et, en termes de contributions tangibles et matérielles, du développement durable.

Par conséquent, nous pouvons conclure que l'intégration de la finance durable dans le secteur bancaire est une figure dynamique et complexe, qui permet aux banques de développer leur image et finalement d'atteindre l'efficacité financière. L'introduction de produits bancaires plus durables contribue également à réduire leur empreinte carbone et facilite le développement durable en finançant des projets sociaux et environnementaux

innovants. Une communication efficace des informations non financières est essentielle pour prévenir le greenwashing et donc les sanctions directes et indirectes par les régulateurs et les clients.

Même si notre étude a également révélé des défis et des goulots d'étranglement significatifs dans la mise en œuvre de la finance durable et des stratégies ESG (par exemple, une réglementation parfois stricte affectant la compétitivité et la rentabilité), l'analyse globale nous montre que la finance durable est principalement poussée par une pression accrue d'un ensemble de parties prenantes (régulateurs, investisseurs, société civile) et que cela a également entraîné une vague significative d'innovation dans les produits et processus ESG. Les banques commencent à voir le potentiel de la finance durable comme une obligation plus que la préoccupation de renforcer leur légitimité et même de générer une source d'avantage concurrentiel.

En fin de compte, la finance durable a un impact positif sur les critères ESG des banques et sur l'aide à la création d'une nouvelle image pour le secteur bancaire, associée à des excès depuis trop longtemps. Mais son succès repose sur la mise en œuvre de stratégies sensées et ouvertement révélées.

Théoriquement, cette étude contribue à la littérature sur l'adoption de la théorie des parties prenantes en montrant que, dans une industrie hautement réglementée comme la finance, la pression réglementaire et des investisseurs institutionnels est un moteur clé de l'ESG et, par conséquent, renforce une vision traditionnelle. Elle étend la théorie de la légitimité en démontrant que les banques ne se contentent pas de réagir de manière légitimant (conformité) mais cherchent à façonner leur légitimité de manière proactive (nouveaux produits, transparence accrue) pour atteindre une acceptabilité sociale dans un contexte post-crise qui manque de confiance.

Enfin, notre étude atténue la thèse portéenne, car elle montre que, bien que des coûts réglementaires soient générés, ils incitent également à l'innovation financière durable, ce qui, au-delà d'une logique de « simple conformité », peut entraîner un avantage concurrentiel grâce à la réputation, à la part de nouveaux capitaux et à la gestion des risques.

D'un point de vue pratique, sur la base des données étudiées et de la littérature, cette étude fournit des intrants stratégiques pour une meilleure intégration des critères ESG dans l'industrie bancaire :

Le cadre réglementaire et les incitations au gouvernement ont été considérés comme importants pour une meilleure intégration des critères ESG. Cela inclurait l'alignement de la publication d'informations non financières des entreprises pour améliorer la transparence et la responsabilité et l'augmentation de la transparence des produits financiers et des obligations des conseillers en investissement pour identifier les produits financiers correspondant aux préférences ESG des investisseurs. Il est recommandé d'adopter des normes internationales telles que les Principes pour l'investissement responsable (PRI) et les recommandations du TCFD.

Soutien au crédit d'impôt pour les investissements dans des projets durables, subventions pour les initiatives de finance durable : les subventions et les prêts concessionnels pour les projets de finance durable et les installations ESG sont importants, entre autres choses.

Nous devons établir des normes et labels dédiés pour les produits financiers durables pour garantir qu'ils sont conformes à l'ESG et pour aider à renforcer la confiance des investisseurs, ainsi que promouvoir l'utilisation de labels internationaux bien connus pour les fonds ISR et les obligations vertes.

Les meilleures pratiques de l'industrie financière et les recommandations stratégiques pour les banques telles que l'intégration des mesures ESG au sein de la gouvernance en établissant un comité de durabilité au niveau du conseil d'administration pour superviser les plans ESG et incorporer les mesures ESG dans les politiques de rémunération des cadres afin d'aligner les intérêts de l'artiste avec ceux de la durabilité.

Transparence et communication : La transparence et la communication sont également cruciales, y compris avec la publication de rapports de durabilité et de rapports non financiers expliquant la performance ESG et les initiatives de durabilité, et l'utilisation d'agences de notation non financières pour évaluer et divulguer la performance ESG des produits financiers.

En fonction de la nature de l'activité, la formation et la sensibilisation du personnel et de la direction sur l'importance des critères ESG et comment ils peuvent être mieux intégrés dans les opérations bancaires, et la promotion de la connaissance parmi les clients et les investisseurs sur la valeur des produits financiers responsables sont également importantes.

Création de produits financiers innovants et collaboration : Enfin, les banques devraient créer des produits financiers innovants comme les obligations vertes, les prêts verts et les fonds ISR pour répondre à la demande croissante des investisseurs d'investir dans des produits durables, et collaborer avec des start-ups et des fintechs pour créer des solutions technologiques qui facilitent la prise en compte des critères ESG dans les processus d'investissement.

Nonobstant la solidité de notre conception, cette étude présente un certain nombre de limitations. La principale concerne la qualité et la quantité des articles publiés inclus dans notre revue systématique ; certaines dimensions ESG plus récentes ou des zones

géographiques moins étudiées pourraient ne pas être complètement couvertes. La rareté des données à long terme concernant les indicateurs de durabilité dans la littérature examinée représente également une limitation dans certains cas, empêchant d'établir des liens directs et d'évaluer son impact à l'échelle du cycle économique complet. Enfin, mais non des moindres, les différences dans les définitions et les méthodologies pour mesurer la performance ESG utilisées dans les études examinées pourraient entraîner une certaine hétérogénéité.

Ces limitations ouvrent la voie à une variété de futures avenues de recherche qui approfondiraient notre compréhension des dynamiques de la finance durable et de la RSE

L'influence des scores ESG sur les coûts de financement des banques : L'examen de l'impact de la finance durable sur les normes ESG des banques ouvre de nouvelles directions de recherche. Il serait logique d'explorer davantage l'impact des scores ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) sur les coûts de financement des banques et, en particulier, sur les rendements des obligations des banques lors de l'émission. Une analyse plus approfondie de la manière dont les facteurs de risque dans ES et G interagissent avec ces rendements pourrait conduire à des découvertes intéressantes. Il est également intéressant d'étudier la relation entre la performance ESG et les rendements des obligations bancaires en période de turbulences économiques et financières. Enfin, une attention particulière devrait être accordée à l'effet de l'augmentation de la pertinence des critères ESG pour les rendements des obligations bancaires.

Un regard complet sur le greenwashing : Une analyse complète est nécessaire des différents types de greenwashing qui existent dans l'espace de la finance durable et de leurs implications pour la crédibilité des revendications vertes des entreprises. Il serait intrigant d'étudier les tactiques de greenwashing (par exemple, greenshifting,

greenlighting, greencrowding, greenhushing, greenrinsing et greenlabelling). Il serait également possible d'examiner l'efficacité des réglementations et des sanctions contre le greenwashing dans différents régimes réglementaires. Il est également nécessaire de développer de meilleurs moyens de suivre et de réduire le greenwashing dans les produits financiers durables.

Communication post-crise et stratégies de légitimité : La recherche sur la manière dont les banques tentent de résoudre la question de leur légitimité après la crise de 2008 pourrait apporter un nouvel éclairage sur le sujet. Il serait également intéressant d'étudier comment les banques utilisent la RSE pour répondre aux parties prenantes et se relégitimer. Il est présumé intéressant de comparer la communication RSE dans les banques coopératives et les banques actionnaires avant et après la crise de 2008.

Performance ESG, attitudes des investisseurs et propriété active : Il serait donc intéressant d'analyser la relation entre les politiques RSE des entreprises et leur performance financière. Il pourrait également être intéressant d'étudier les implications des préférences des investisseurs concernant les critères ESG pour la performance des investissements. Investisseurs institutionnels et propriété active : une analyse sur la vie d'entreprise et sociale Le rôle de la propriété active par les investisseurs institutionnels sur l'entreprise et sur la société en général pourrait fournir des considérations intéressantes.

Les directions de recherche futures que nous avons élaborées ci-dessus ouvrent une large gamme de possibilités de recherche, avec lesquelles nous pouvons avancer notre compréhension dynamique de la finance durable et de la RSE. Elles peuvent également faciliter la création de meilleures habitudes et règles qui peuvent soutenir des marchés financiers durables et transparents.

Bibliographie

- Adiguzel, Z. (2023). Evaluation and importance of business ethics in terms of organizational culture. In Research Anthology on Business Law, Policy, and Social Responsibility (Vol. 2–4, pp. 725–752). IGI Global.
<https://doi.org/10.4018/979-8-3693-2045-7.ch039>
- Ait Saadi, F. (2022). Performance ESG et reporting extra-financier. Recherches en Sciences de Gestion, 151(4), 169–192. <https://doi.org/10.3917/resg.151.0169>
- Al-banna, H., & Jannah, S. M. (2024). What drives Muslim investors to be SRI? The role of religiosity. Iranian Journal of Management Studies, 17(1), 147–168.
<https://doi.org/10.22059/ijms.2023.349029.675396>
- BlackRock dévoile ses progrès en matière de finance durable. (2020, 3 décembre). Les Échos. <https://www.proquest.com/newspapers/blackrock-dévoile-ses-progrès-en-matière-de-finance>
- Adu, D. A., Abedin, M. Z., Saa, V. Y., & Boateng, F. (2024). Bank sustainability, climate change initiatives and financial performance: The role of corporate governance. International Review of Financial Analysis, 95, 103438.
<https://doi.org/10.1016/j.irfa.2024.103438>
- Agnese, P., & Giacomini, E. (2023). Bank's funding costs: Do ESG factors really matter? Finance Research Letters, 51, 103437.
<https://doi.org/10.1016/j.frl.2022.103437>
- Ait Saadi, F. (2022). Performance ESG et reporting extra-financier. Recherches en Sciences de Gestion, 151 (4), 169–192. <https://doi.org/10.3917/resg.151.0169>
- Al-banna, H., & Jannah, S. M. (2024). What Drives Muslim Investors to Be Sri? The Role of Religiosity. Iranian Journal of Management Studies, 17(1), 147–168.
<https://doi.org/10.22059/ijms.2023.349029.675396>
- Allard-Poesi, F. (2003). Coder les données. Dans Y. Giordano (dir.), Conduire un projet de recherche, une perspective qualitative (p. 245–290). EMS.
<https://hal.science/hal-01495063>

- Andrieu, G., Aytaç, B., Van Hoang, T. H., Li, L., Mandou, C., & Roubaud, D. (2013). Chapitre 3. Les innovations en finance. Dans L'innovation managériale (p. 59–90). Dunod. <https://doi.org/10.3917/dunod.jaoue.2013.01.0059>
- Aromataris, E., & Pearson, A. (2014). The Systematic Review: An Overview. AJN The American Journal of Nursing, 114 (3), 53–58.
<https://doi.org/10.1097/01.NAJ.0000444496.24228.2c>
- Artus, P. (2021). Les produits de financements verts et durables. Revue d'économie financière, 142 (2), 307–309. <https://doi.org/10.3917/ecofi.142.0307>
- Ayub, M. (2015). Understanding Islamic Finance.
<https://doi.org/10.1002/9781119209096>
- Bardinet-Evraer, F. (2012). Comparaison de trois méthodologies ESG : les bases de données extra-financières fournissent-elles la même information ?
https://oskarbordeaux.fr/bitstream/handle/20.500.12278/78581/IRGO_RSG_2018_Bardinet-Evraert.pdf
- Ben Abdallah, S., Ben Slama, M., Fdhila, I., & Saïdane, D. (2018). Mesure de la performance durable des banques européennes : vers un reporting intégré. Revue d'économie financière, 129 (1), 269–297. <https://doi.org/10.3917/ecofi.129.0269>
- BlackRock dévoile ses progrès en matière de finance durable. (2020, 3 décembre). Les Echos.
<https://sbiproxy.uqac.ca/login?url=https://www.proquest.com/newspapers/blackrock-devoile-ses-progres-en-matiere-de/docview/2466102678/se-2?accountid=14722>
- Blanchet, P., & Chardenet, P. (2011). Guide pour la recherche en didactique des langues et des cultures : approches contextualisées. Éditions des archives contemporaines.

Boissinot, J. (2022). Chapitre 1. Allocation du capital et transition vers la neutralité carbone. Dans *La finance verte* (p. 17–36). Dunod.

Boissinot, J. (2022). Chapitre 7. Les banques. Dans *La finance verte* (p. 141–166). Dunod.

Boulier, J.-F. (2019). Quel rôle les investisseurs institutionnels peuvent-ils jouer en matière d'évolution climatique et de financement responsable ? *Réalités Industrielles**, Août 2019, 79–82.

Brundtland, G. H. (1987). Our common future—Call for action. **Environmental conservation*, 14 (4), 291–294.

Busch, T., Bassen, A., Lewandowski, S., & Sump, F. (2022). Corporate Carbon and Financial Performance Revisited. *Organization & Environment*, 35 (1), 154–171. <https://doi.org/10.1177/1086026620935638>

Caby, J., Ziane, Y., & Lamarque, E. (2020). The determinants of voluntary climate change disclosure commitment and quality in the banking industry. *Technological Forecasting and Social Change*, 161, 120282. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2020.120282>

Cao, Q., Zhu, T., & Yu, W. (2024). ESG investment and bank efficiency: Evidence from China. *Energy Economics*, 133, 107516. <https://doi.org/10.1016/j.eneco.2024.107516>

Collette, M. (2019). Finance durable et collectivités locales : du développement des obligations labellisées à la prise en compte des critères ESG dans l'analyse crédit. *Revue française de finances publiques*, 148 (4), 245–258.

Cruz, R. F., & Tantia, J. F. (2017). Reading and understanding qualitative research. *American Journal of Dance Therapy*, 39, 79–92. <https://doi.org/10.1007/s10465-017-9253-5>

Danisman, G. O., & Tarazi, A. (2024). ESG activity and bank lending during financial crises. *Journal of Financial Stability*, 70, 101206. <https://doi.org/10.1016/j.jfs.2023.101206>

Dano, F., Hamon, V., & Llosa, S. (2004). La qualité des études qualitatives : Principes et pratiques. *Décisions Marketing*, 36 (4), 11–25.
<https://doi.org/10.3917/dm.036.0011>

De Fornel, M., & Verdier, M. (2018). Corpus, classes d'exemples et collections en analyse de conversation. *Corpus*, 18. <https://doi.org/10.4000/corpus.3423>

Demoustiez, A., & Bayot, B. (2005). L'investissement socialement responsable. II. Le marché. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1869-1870 (4), 5–56.
<https://doi.org/10.3917/cris.1869.0005>

Demurger, P. (2024). Comment faire réussir la finance durable ? *Réalités Industrielles*, Février 2024, 72–76.

Do bank-enterprise ESG disparities affect corporate ESG performance? (2025). *Finance Research Letters*, 72, 106571. <https://doi.org/10.1016/j.frl.2024.106571>

Domergue, F. (2012). La RSE dans le secteur bancaire, un outil de reconquête de la confiance en période de crise. *Management & Sciences Sociales*, 12 (1), 86–100.
<https://doi.org/10.3917/mss.012.0086>

Dragomir, V. D., BĂTae, O. M., Ionescu, B. ř., & Ionescu-Feleagă, L. (2022). The influence of ESG factors on financial performance in the banking sector during the COVID-19 pandemic. *Economic Computation & Economic Cybernetics Studies & Research*, 56 (4), 71–88.
<https://doi.org/10.24818/18423264/56.4.22.05>

Elabidi, H., Cuénoud, T., Dang, R., & Sahut, J.-M. (2023). L'éthique dans le secteur bancaire. L'intégration de critères ESG comme élément d'institutionnalisation ? *La Revue des Sciences de Gestion*, 321-322 (3), 29–39.
<https://doi.org/10.3917/rsg.321.0029>

Finlay, L. (2021). Thematic Analysis: The ‘Good’, the ‘Bad’ and the ‘Ugly’. *European Journal for Qualitative Research in Psychotherapy*, 11, 103–116.

Friedman, M. (1970). A theoretical framework for monetary analysis. *Journal of Political Economy, 78 (2), 193–238.

Granier, C., & Rigot, S. (2021). La finance durable-Où en est la recherche académique? Entreprise & Société, 9, 149–173.

Grawitz, M. (1996). Méthodes des sciences sociales. Dalloz.

Griswold, E. (2012, 21 septembre). How ‘Silent Spring’ ignited the environmental movement. The New York Times.

<https://www.nytimes.com/2012/09/23/magazine/how-silent-spring-ignited-the-environmental-movement.html>

Hamman, P. (2019). Gouvernance et développement durable.

Hikkerova, L., & Bortolotti, J. (2014). Finance Ethique et RSE : le cas de trois banques.

Huang, F. (2019). Data Cleansing. In Encyclopedia of Big Data Technologies. Springer.
https://doi.org/10.1007/978-3-319-32001-4_300-1

Hugon, P. (2016). Du bilan mitigé des Objectifs du Millénaire pour le développement aux difficultés de mise en œuvre des Objectifs de développement durable. *Mondes en développement, 174 (2), 15–32.
<https://doi.org/10.3917/med.174.0015>

Husson-Traoré, A.-C. (2024). Pratiques à risques ou erreurs de communication : toutes les nuances de greenwashing ne se valent pas ! Annales des Mines - Réalités industrielles, 3, 90–94. <https://doi.org/10.3917/rindu1.243.0090>

Kouzez, M., Lee, J.-Y., Branellec, G., & Oh, J. (2023). RSE et banques en ligne : le cas du marché sud-coréen. Recherches en Sciences de Gestion, 158, 367–395.

Krisciukaityte, K., Balezentis, T., & Streimikiene, D. (2023). Linking financial performance and efficiency to sustainability in banking sector: a literature synthesis. *Journal of Business Economics & Management*, 24 (3), 506–526.
<https://doi.org/10.3846/jbem.2023.19462>

Lacroix, A. (2000). Quelle éthique pour la finance? : Portrait et analyse de la finance socialement responsable. Les Presses de l'Université du Québec.

Le Saout, E., & Buscot, C. (2009). Comment expliquer la performance de l'investissement socialement responsable ? *Management & Avenir*, 23 (3), 153–169. <https://doi.org/10.3917/mav.023.0153>

Le Saout, E., & Wolff, D. (2010). Chapitre 3. La finance socialement responsable. Dans Le développement durable (2e éd., p. 35–52). Dunod.
<https://doi.org/10.3917/dunod.wolff.2010.01.0035>

Lelart, M. (2014). De la finance éthique à l'éthique dans la finance. HAL.
<https://shs.hal.science/halshs-01015484v1>

Lisin, A., Kushnir, A., Koryakov, A. G., Fomenko, N., & Shchukina, T. (2022). Financial Stability in Companies with High ESG Scores: Evidence from North America Using the Ohlson O-Score. *Sustainability*, 14 (1), 479.
<https://doi.org/10.3390/su14010479>

Liu, S., Jin, J., & Nainar, K. (2023). Does ESG performance reduce banks' nonperforming loans? *Finance Research Letters*, 55, 103859.
<https://doi.org/10.1016/j.frl.2023.103859>

Lousada, E. G., Dezutter, O., & Zavaglia, A. (2017). Se former à la rédaction de la note de lecture en contexte universitaire. *Scripta*, 21 (43), 65–85.

Loye, N., & Fontaine, S. (2018). S'instrumenter pour évaluer. *Pédagogie Médicale*, 19 (2), 95–107. <https://doi.org/10.1051/pmed/2019018>

Maria, M. M. L., Zonatto, V. C. d. S., Maria, E. J., Louzada, L. C., & Nascimento, S. P. (2024). The practice of green washing motivated by financial constraints: An analysis in global economies. *Revista de Gestão Social e Ambiental*, 18 (7), 1–26. <https://doi.org/10.24857/rsga.v18n7-060>

Marti, A., Bastida-Vialcanet, R., & Marimon, F. (2024). A systematic literature review: ESG criteria implementation in the insurance industry. *Intangible Capital*, 20 (1), 193–214. <https://doi.org/10.3926/ic.2426>

Mayuri-Ramos, E., Cervantes-Acuña, G., Condori-Silva, A. I., & Cordova-Buiza, F. (n.d.). *Social Responsibility Actions in Financial Institutions: A Systematic Review*.

Moreau de Bellaing, L. (1998). [Review of the book Méthodes des sciences sociales, by M. Grawitz]. *L'Homme et la société*, 129, 140–141.

Paillé, P., & Mucchielli, A. (2021). Chapitre 12. L'analyse thématique. Dans L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales (5e éd., p. 269–357). Armand Colin.

Peillex, J., & Comyns, B. (2020). Pourquoi les sociétés financières décident-elles d'adopter les principes des Nations Unies pour l'investissement responsable ? *Comptabilité Contrôle Audit*, 26 (1), 79–117.

Revelli, C. (2012). La place de l'investissement socialement responsable (ISR) dans le champ de la finance durable : proposition d'une grille de lecture. *La Revue des Sciences de Gestion*, 47 (258), 43–49.

Revelli, C. (2013). L'investissement socialement responsable: Origines, débats et perspectives. *Revue française de gestion*, 236, 79–92.

Revelli, C., & Sentis, P. (2012). L'investissement socialement responsable diffère-t-il vraiment de l'investissement conventionnel ? *La Revue des Sciences de Gestion*, 255-256 (3), 85–95. <https://doi.org/10.3917/rsg.255.0085>

Revelli, C., & Viviani, J.-L. (2011). Les déterminants de l'effet de l'ISR sur la performance financière : une analyse statistique de la littérature empirique. *Management & Avenir*, 44 (4), 34–59. <https://doi.org/10.3917/mav.044.0034>

Revelli, C., & Viviani, J.-L. (2013). Performance financière de l'investissement socialement responsable (ISR) : une méta-analyse. *Finance Contrôle Stratégie*, 16 (2). <http://dx.doi.org/10.4000/fcs.1222>

Reynaud, E., & Walas, A. (2015). Discours sur la RSE dans le processus de légitimation de la banque. *Revue française de gestion*, 248 (3), 187–209. <https://doi.org/10.3166/RFG.248.187-209>

Richard, S. (2006). L'analyse de contenu pour la recherche en didactique de la littérature. Le traitement de données quantitatives pour une analyse qualitative : parcours d'une approche mixte. *Recherches qualitatives*, 26 (1), 181–207. <https://doi.org/10.7202/1085403ar>

Rolland, D. (2004). Responsabilité sociale d'entreprise et finance responsable quels enjeux?

Rousseau, S., Gendron, E., Morales, M., & Payette, D. (2021). ESG Tech: AtTRACTIONS and CHALLENGES for Fintechs in the Age of COVID-19. *Banking & Finance Law Review*, 37 (1), 57–96.

Roux, M. (2013). Management de la banque, des nouveaux risques aux nouvelles formes de gouvernances.

Saif-Alyousfi, A. Y. H., Saha, A., & Alshammari, T. R. (2023). Bank diversification and ESG activities: A global perspective. *Economic Systems*, 47 (3), 101094. <https://doi.org/10.1016/j.ecosys.2023.101094>

Saricoban, A. (2002). Reading strategies of successful readers through the three phase approach. *The Reading Matrix*, 2 (3), 1–13.

Savoie, A., & Morin, E. (2001). L'erreur managériale : confondre les causes, les problèmes et les solutions en matière d'efficacité organisationnelle. *Gestion*, 26 (1), 10–11. <https://doi.org/10.3917/riges.261.0010>

Schafroth, E. (2020, 10 novembre). A la faveur de la crise, les critères ESG sont devenus incontournables. *Les Echos*.

SIBIEUDE, T., & BLAZY, R. (2023). Chapitre 2. La finance responsable, avatar pionnier de la finance durable. Dans *Finance à impact Une finance au service de l'intérêt général et du bien commun ?* EMS Editions.

Société Générale a conclu un accord dans la finance durable avec IFC. (2024, 22 janvier). *Boursier.com*.

Subramanyam, R. V. (2013). Art of reading a journal article: Methodically and effectively. *Journal of Oral and Maxillofacial Pathology*, 17 (1), 65–70. <https://doi.org/10.4103/0973-029x.110733>

Sustainability finance frontier still moving to Scope 3. (2024). *Euromoney*.

Tanti, M., Hupin, C., Boutin, J.-P., & Hassanaly, P. (2010). Un modèle de grille d'analyse des documents scientifiques : application à la veille sanitaire de défense. *Documentaliste-Sciences de l'Information*, 47 (1), 4–12. <https://doi.org/10.3917/docs.471.0004>

Theurillat, T., Crevoisier, O., & Salomon, V. (2017). Finance de marché et fonds d'investissement durables : la coupure au territoire. *Géographie, économie, société*, 19(4), 537–561. <https://doi.org/10.3166/ges.19.2017.0024>

Thiault, F., & Malingre, M.-L. (2022). Corpus d'enquêtes sur les pratiques d'information scientifique des chercheurs. Constitution et exploitation des données. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 24. <https://doi.org/10.4000/rfsic.12542>

Trébucq, S. (2013). Une exploration autoethnographique de la finance durable. *Management & Prospective*, 30 (6), 17–37. <https://doi.org/10.3917/g2000.306.0017>

Trebucq, S. (2015). La mesure du capital humain : nouvelles perspectives ouvertes par la chaire « capital humain » de l'université de Bordeaux. *Vie & Sciences de l'Entreprise*, 200, 26–48.

Van den Broeck, J., Argeseanu Cunningham, S., Eeckels, R., & Herbst, K. (2005). Data Cleaning: Detecting, Diagnosing, and Editing Data Abnormalities. *PLOS Medicine*, 2 (10), e267. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.0020267>

Vendette, R. (2014). Investissement socialement responsable et financement du développement durable : une expérience québécoise. *Le journal de l'école de Paris du management*, *107*(3), 29–35. <https://doi.org/10.3917/jepam.107.0029>

Wang, Q., Zhang, Y., Li, Y., & Wang, P. (2024). ESG performance and green innovation in commercial banks: Evidence from China. *PloS one*, 19 (11), e0308513. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0308513>

Wangani, S. (2015). Crise du secteur bancaire classique et plaidoyer pour une banque universelle durable : une étude exploratoire menée auprès des experts et des consommateurs. *La Revue des Sciences de Gestion*, 272(2), 133–138. <https://doi.org/10.3917/rsg.272.0133>

Zanga Ongbwa, P. D. (2018). La responsabilité environnementale des groupes bancaires en Afrique : quel apport de l'éco-féminisme ? *La Revue Gestion et Organisation*, 10(2), 119–126. <https://doi.org/10.1016/j.rgo.2018.09.002>

ANNEXES

Fiche de lecture 1

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Measuring bank's sustainability performances: The BESGI score
Auteur(s) / année	Lelasi, Frederica Belluci, Marco Biggeri, Mario Ferrone, Lucia / 2023
Objectif de l'étude	Proposé un modèle théorique d'évaluation du niveau effectif et global de la performance en matière de durabilité des institutions financières
Présentation de la méthodologie	Revue bibliométrique (hybride), indicateurs mis en place sur la base des normes GRI pour proposer une grille de notation, développement validé par 9 entretiens semi directifs avec des professionnels du secteur bancaire et de la finance durable et éthique.
Description des résultats	<p>-Cet article montre que les banques européennes ont réussi à améliorer leur performance ESG entre 2007 et 2019 avec une attention particulière aux impacts environnementaux.</p> <p>-les impacts sociaux des politiques de prêts et des opérations d'investissement doivent être amélioré afin qu'ils puissent agir de façons importantes sur la performance ESG des institutions financières</p> <p>-les banques les plus grandes et les plus capitalisées sur le marché présentent les meilleurs scores ESG que les</p>

	<p>banques de petites tailles et les moins avec une faible capitalisation boursière</p> <p>-l'analyse empirique révèle que les caractéristiques du système financier et les pressions des parties prenantes qui relèvent de la théorie de la légitimité influencent les performances ESG des institutions financières.</p> <p>- toujours dans l'optique de la théorie de la légitimité, les résultats de cette étude démontre que les banques en exercice dans les pays ou une opinion publique plus conscient des enjeux climatiques et une meilleure accès au service bancaire (taux de bancarisation élevé) ont de meilleurs scores de durabilités</p> <p>-Pour améliorer et continuer à exceller sur les ESG les banques doivent donner plus d' importance et de rigueur à la divulgation de l'information extra-financières pour tenir la lanterne aux différents parties prenantes mais également pour le respect des engagements envers les organes de régulation et aussi pour préserver leur réputations</p>
Contributions scientifiques	<p>-proposition d'un nouvel outil de mesure de la performance ESG des banques appelé score BESGI (bank's Environmental, Social, Gouvernance and Indirect impacts) avec une approche théorique ancrée sur le théorie de la légitimité des institutions et de la signalisation des entités et une nouvelle méthodologie appliquée</p>

Limite et avenue de recherches	Cette méthodologie utilisée pour une notation ESG sur les effets des impacts indirects met un focus sur les effets indirects et cela pourrait causer une dilution des impacts directs plus quantifiables et plus facile à gérer pour les banques. Une étude sur les deux impacts donnerait des résultats plus fiables.
Commentaires critiques	Ces études reposent sur des données publiques qui peuvent ne pas être complétées ou avec des qualités qui varient.

Fiche de lecture 2

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Finance éthique et RSE: cas de 3 banques
Auteur(s) / année	L.Hikkerova, J Bortolotti 2014
Objectif de l'étude	Cet article tente de comprendre quels sont les documents de références retenus par les banques françaises dans la divulgation de leur rapport de développement durable, la méthodologie de leur reporting extra financier et la manière dont elles prennent en compte les différentes parties prenantes dans leur démarche RSE
Présentation de la méthodologie	La démarche utilisée dans cet article est une étude de cas sur 3 banques dont un côté en bourse, une banque coopérative et mutualiste coté en bourse mais détenue en majorité par les caisses régionales et enfin une banque

	<p>purement coopérative (crédit coopératif). Cela pour aboutir à une triangulation des résultats par une analyse des rapports développement durable des différentes institutions financières, ensuite l'usage d'entretien semi directifs 12 individus avec les trois types de parties prenantes : les collaborateurs chargés de mission de développement durable, les commerciaux et les clients</p>
Description des résultats	<p>-la société générale coté en bourse utilise un outil automatisé de reporting « Planethic reporting », et s'aligne avec plusieurs référentiel (GRI, Global Compact , Loi NRE). Le rapport est destiné principalement aux actionnaires de la banque, elle présente beaucoup d'informations mais une absence de transparence est notée</p> <p>-le crédit agricole banque coopérative et mutualiste divulgué un rapport de développement durable distinct du rapport annuel. La méthodologie utilisée est classique avec une communication ambiguë et maladroite ce qui rend difficile la compréhension des initiatives de la banque en matière de RSE</p> <p>- le crédit coopératif adopte une méthodologie autonome de reporting et singulière non soumise à la loi NRE. Le rapport met en avant une communication claire et transparente des actions menés par la banque et exhibe les valeurs coopératives et l'identité de la banque</p>

Contributions scientifiques	Cette étude contribue à la compréhension des différentes méthodes utilisées par les banques pour la divulgation des informations extra financières. Elle met en évidence les différences qu'il existe entre les banques dans la méthodologie utilisée pour la publication des informations extra financières et la place qu'occupe les différentes parties prenantes dans les rapports.
Limite et avenue de recherches	Cette étude est limitée par la diversité des référentiels de reporting et la complexité des structures des différentes banques ce qui rend compliqué la comparaison directe. L'échantillon de trois banques peut ne pas être représentatif de l'ensemble du secteur bancaire. Des recherches futures pourraient explorer l'impact des structures juridiques des banques sur leur politique en matière de développement durable et l'influence des parties prenantes sur la réussite de ces politiques.
Commentaires critiques	L'article offre une analyse détaillée et rigoureuse sur les pratiques de reporting extra financier des différentes banques françaises, cependant un plus vaste échantillon de banques aurait permis une meilleure représentativité. De plus les référentiels de reporting utilisé pourraient être complété par une analyse des impacts réels sur les politiques de développement durable ou RSE sur les performances ESG des banques

Fiche de lecture 3

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	La RSE dans le secteur bancaire, un outil de reconquête de la confiance en période de crise ?
Auteur(s) / année	François Domergue 2012
Objectif de l'étude	Étudier la responsabilité sociale et environnementale source de valeur pour l'industrie bancaire parasité par la crise économique et financière initiée par la grande dépression de 2008.
Présentation de la méthodologie	La méthodologie utilisée dans cet article est une étude qualitative exploratoire complétée par des données quantitatives inspirées des travaux menés dans le cadre européen RARE (rhétorique and realities). L'étude a été faite sur 17 banques commerciales sélectionnées sur 36 interrogé
Description des résultats	14 des 17 banques commerciales perçoivent la responsabilité sociale et environnementale comme un moyen efficace pour contourner les défis majeurs auxquels les banques font face et les préoccupations des parties prenantes. Les mesures de la performance sont insuffisantes pour quantifier les impacts sociaux et environnementaux réels. Les codes de conduites sont

	effectifs mais insuffisant pour la mise en place d'une politique RSE concrète
Contributions scientifiques	Cette étude permet une compréhension des relations entre RSE et la performance des banques en mettant en avant la relation performance sociale et performance financière. Aussi elle met en évidence l'importance des parties prenantes sur les politiques RSE des banques
Limite et avenue de recherches	<p>La collecte de données provenant de rapport financiers et extra financiers publics pourrait entraîner la présence de biais. Il n'est pas constaté statistiquement la relation performance financière et performance sociale. L'impact climatique et social ne sont pas bien mesuré de façon systémique.</p> <p>Les conclusions de cette recherche ouvrent la porte pour étudier l'impact de la RSE dans les marchés émergents, explorer la relation performance sociale, performance financière et RSE avec une méthodologie empirique.</p>
Commentaires critiques	L'approche exploratoire est pertinente compte tenu de la diversité des banques et des cadres réglementaires. Cette triangulation des données aurait permis une de présentées résultats plus précis et cohérents. L'étude met en évidence des pratiques de « greenwashing aux détriments de pratiques RSE et cela se présente comme un paradoxe.

Fiche de lecture 4

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Social responsibility actions in financial institutions
Auteur(s) / année	Mayuri-Ramos, Elizabeth Cervantes-Acuna, Geraldine Condrovi-Silva, Angye Isabel Cordova-Buiza, Franklin 2023
Objectif de l'étude	L'objectif de cette étude est de décrire tout ce qui a été publié dans la littérature scientifique concernant les actions de responsabilités sociales et environnementales des institutions financières. Elle vise à promouvoir une gestion responsable au sein des institutions financières.
Présentation de la méthodologie	La méthodologie utilisée dans cet article est une revue systématique avec l'adaptation de la méthodologie PRISMA. Les critères d'inclusion comprenaient des articles sur la responsabilité sociale dans les institutions financières publié entre 2015 et 2023 en langue espagnol et arabe. Les bases de données utilisées sont Redalyc, EBSCO, DOAJ, Dialnet, Scielo et Scopus.
Description des résultats	La recherche a abouti à un total de 120 articles scientifiques dont 72 ont été retenus après élimination des articles qui ne répondent pas aux critères d'inclusions et d'exclusions 20 articles ont été retenu pour la revue systématique

Contributions scientifiques	L’article met en évidence l’importance de la responsabilité sociale et environnementale des institutions financières, soulignant leur rôle dans la création d’une réputation positive auprès des différentes parties prenantes. Une meilleure prise en compte de la RSE permettrait de réduire les risques non financiers et l’attraction des talents. Enfin, l’étude démontre que malgré les critiques à l’encontre des institutions financières, le secteur financier est le plus développé en matière de développement durable que tous les autres secteurs d’activités. Les acteurs de la finance ont une conception différente de la responsabilité sociale et environnementale.
Limite et avenue de recherches	La restriction des études en langues arabe et espagnol et la période de publication choisie pourraient exclure des études sur ce sujet très pertinentes. Les conclusions tirées de cette étude ouvrent des perspectives pour faire une étude comparative sur l’implication RSE du secteur financier avec un secteur d’activité.
Commentaires critiques	Une vue parfaite des actions développement durable posés par les institutions financières nous est offerte mais une analyse en profondeur des différences entre les différentes régions et les influencent poussant à l’adoption de telles pratiques pourrait être très intéressante. De plus, une période de publication plus étendue prenant en compte des

	faits historiques sur la finance tels que la crise économique de 2008 pourrait être très intéressant.
--	---

Fiche de lecture 5

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Performance financière de l'investissement socialement responsable (ISR) : une méta-analyse
Auteur(s) / année	Christophe Revelli et Jean-Laurent Viviani
Objectif de l'étude	L'objectif de cet article est de démontrer un lien entre l'investissement socialement responsable et la performance financière ou boursière
Présentation de la méthodologie	La méthodologie utilisée est une méta-analyse selon la méthode expérimentale de hedges et Olkin (1985). Cette méta-analyse est mené sur un corpus empirique regroupant 61 études
Description des résultats	Cette étude conclut que les pratiques éthiques n'ont pas de coût, en résumé adopter des pratiques qui entrent dans le cadre de la bonne conduite éthique n'a pas d'incidence sur les charges financières et génère une rentabilité similaire à celle de l'investissement conventionnel. Il est également ressorti que les choix empiriques effectués par les auteurs influencent considérablement la nature de la performance financière de l'investissement socialement responsable.

Contributions scientifiques	Cette étude est la première méta-analyse dans le champ de recherche de l'investissement socialement responsable offrant une interprétation globale et généralisable des résultats empiriques internationaux sur les trente dernières années. L'étude confirme que l'ISR ne génère ni coût ni bénéfice financier significatif pour l'investisseur.
Limite et avenue de recherches	Les limites de cette étude incluent l'hétérogénéité des études composant le corpus ce qui rend difficile l'établissement d'un consensus clair. Les avenus de recherches futures pourraient inclure l'exploration des caractéristiques méthodologiques sur la performance financière de l'investissement socialement responsable. L'exploration de l'intégration de modèles prenant en compte la dissymétrie dans les études de performances de l'investissement responsable.
Commentaires critiques	La performance de l'investissement socialement responsable pourrait être dû à des choix de gestion plutôt qu'à la dimension ISR elle-même. Il est également noté que les portefeuilles construits par les chercheurs peuvent parfois montrer de meilleures performances que ceux des gérants de fond d'investissement socialement responsables ce qui soulève la question sur la véracité des études et capacité des gérants à sélectionner les bonnes valeurs ISR

Fiche de lecture 6

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Corporate sustainability and financial performance: A hybrid literature review
Auteur(s) / année	ABM Fazle Rahi, Jeaneth Johansson, Marita Blomkvist, Frederick Hartwig
Objectif de l'étude	L'objectif de cette étude est de contribuer à la compréhension du concept « quand il est rentable d'être vert » en examinant la relation entre durabilité des entreprises et la performance financière. L'étude vise à identifier les lacunes des revues de littératures existantes sur ce sujet et à proposer un cadre conceptuel pour mieux comprendre cette relation.
Présentation de la méthodologie	Les auteurs ont fait appel à une approche hybride combinant l'analyse bibliographique et l'analyse de contenu. En utilisant des mots clés comme la durabilité et la performance financières, les auteurs ont utilisé des techniques tels que le couplage bibliométrique, l'analyse de cooccurrence des mots clés et l'analyse de contenu qualitative.
Description des résultats	_cluster rouge : impact de la RSE et de la durabilité sur la performance financière et la compétitivité

	<p>-cluster vert : facteurs influençant la durabilité des entreprises et la performance financière</p> <p>-cluster bleu : durabilité des performances vertes et neutralisateurs contre les crises financières.</p> <p>Les résultats montrent que la relation entre la durabilité des entreprises et la performance financière est généralement positive, mais avec un décalage temporel.</p> <p>Les résultats non concluants sont souvent dû à des biais de sélection, des problèmes d'endogénéité et l'utilisation de multiples ensembles de données et catégories industrielles.</p>
Contributions scientifiques	<p>L'étude apporte une contribution significative en proposant un cadre conceptuel pour comprendre la relation entre la durabilité des entreprises et la performance financière. Elle met en évidence l'importance des facteurs ESG et institutionnels dans cette relation. L'étude souligne également la nécessité d'une interaction synergique entre les institutions, les entreprises et les autres parties prenantes pour assurer un développement durable à long terme</p>
Limite et avenue de recherches	<p>L'étude a appliqué les critères de filtrage strict et n'a pas pris en compte des différentes formes de capitalismes</p> <p>Cette recherche ouvre la porte pour se pencher sur des sujets comme la pression institutionnelle conduit au greenwashing ou des stratégies de pollution-haven et</p>

	étudier l'impact des caractéristiques spécifiques des différents formes de capitalismes sur cette relation.
Commentaires critiques	L'étude est exhaustive et bien structurée, offrant une vue d'ensemble claire des recherches existantes sur la durabilité des entreprises et la performance financière. Cependant l'exclusion de certains types de publications et l'application de critères stricts peuvent dans le filtrage limiter la généralisation des résultats de la recherche. De plus l'étude pourrait bénéficier d'une analyse plus approfondie des différentes formes de capitalisme et de leur impact sur la relation entre durabilité et performance financière.

Fiche de lecture 7 :

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Le mouvement de l'Investissement Socialement Responsable : une mise en perspective Historique
Auteur(s) / année	Diane-Laure Arjaliès/ 2014
Objectif de l'étude	L'objectif de l'étude est de fournir un panorama historique du mouvement de l'Investissement Socialement Responsable (ISR) en France et dans le reste du monde.

	L'étude vise à mieux comprendre les différents objectifs et formes que l'ISR a adoptés au cours du temps, ainsi que les raisons qui ont guidé ces choix. Elle introduit également les concepts utilisés dans le reste de l'ouvrage.
Présentation de la méthodologie	La méthodologie de l'étude consiste en une analyse historique et contextuelle de l'évolution de l'ISR, en examinant les différentes phases de son développement et les événements clés qui ont influencé son adoption et sa transformation.
Description des résultats	les résultats de l'étude montrent que l'ISR a évolué de fonds éthiques basés sur l'exclusion à des approches plus intégrées et positives, telles que le "best-in-class". L'étude met en évidence l'importance des changements sociaux, économiques et politiques dans l'adoption et l'évolution de l'ISR.
Contributions scientifiques	Les contributions scientifiques de l'étude incluent une meilleure compréhension de l'ISR en tant que phénomène social et économique, ainsi que l'identification des facteurs historiques et contextuels qui ont influencé son développement
Limite et avenue de recherches	Les limites de l'étude incluent la contingence historique et géographique de l'ISR, ce qui signifie que les conclusions

	peuvent ne pas être généralisables à d'autres contextes ou périodes. Les avenues de recherche futures pourraient explorer l'impact de l'ISR sur les performances financières et ESG des entreprises, ainsi que l'évolution des pratiques ISR dans d'autres régions du monde.
Commentaires critiques	Les commentaires critiques de l'étude soulignent que l'ISR reflète les préoccupations sociétales du moment et qu'il est important de ne pas le considérer comme une simple mode passagère. L'étude met également en garde contre une vision trop normative de l'ISR, qui pourrait ignorer les variations contextuelles et historiques.

Fiche de lecture 8 :

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	<p>L'investissement socialement responsable</p> <p>Diffère-t-il vraiment de l'investissement</p> <p>Conventionnel ?</p>

Auteur(s) / année	Christophe Revelli et Patrick Sentis
Objectif de l'étude	L'objectif de l'étude est d'examiner si l'investissement socialement responsable (ISR) diffère significativement de l'investissement conventionnel en termes de composition des fonds et de performance financière
Présentation de la méthodologie	L'étude utilise une revue de la littérature empirique et une analyse de corrélation entre les fonds ISR et les indices conventionnels. Elle compare la composition des fonds ISR avec celle des indices conventionnels pour évaluer le degré d'ethnicité des fonds ISR
Description des résultats	Les résultats montrent une absence de consensus sur la performance financière de l'ISR par rapport aux investissements conventionnels. La majorité des études concluent à une performance similaire entre les deux types d'investissement. L'analyse de corrélation révèle que les fonds ISR et les indices conventionnels ont des compositions très similaires, ce qui pourrait expliquer la performance financière comparable.
Contributions scientifiques	L'étude contribue à la compréhension de la relation entre l'ISR et la performance financière en fournissant une analyse détaillée des compositions des fonds ISR et en

	soulignant l'importance des choix de gestion dans la performance des fonds ISR.
Limite et avenue de recherches	Les limites de l'étude incluent la difficulté à trouver des informations complètes sur la composition des fonds ISR et la possibilité de biais dans les études empiriques. Les avenues de recherche futures pourraient inclure une analyse plus rigoureuse et exhaustive de la composition des fonds ISR et une évaluation du degré d'engagement éthique des entreprises
Commentaires critiques	L'étude met en évidence la complexité de mesurer la performance financière de l'ISR et souligne la nécessité de recherches supplémentaires pour mieux comprendre les facteurs influençant cette performance. Elle suggère également que les fonds ISR pourraient ne pas être aussi éthiques qu'ils le prétendent, ce qui soulève des questions sur la véritable valeur ajoutée de l'ISR.

Fiche de lecture 9 :

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	La finance peut-elle verdier le monde ?
Auteur(s) / année	Luisa Florez, Didier Holleaux, Nicolas Mottis/ 2023
Objectif de l'étude	L'objectif de la recherche est d'explorer comment la finance peut contribuer à la transition énergétique et à la lutte contre le changement climatique. Il s'agit de comprendre les mécanismes par lesquels les investisseurs peuvent influencer les entreprises à adopter des pratiques plus durables et à réduire leur impact environnemental.
Présentation de la méthodologie	La méthodologie repose sur l'analyse des pratiques actuelles des investisseurs en matière de finance durable, en se concentrant sur les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Les auteurs examinent également les réglementations en vigueur, telles que l'article 29 de la loi énergie-climat et le label ISR, ainsi que les initiatives des ONG et leur impact sur les entreprises
Description des résultats	Les résultats montrent que les investisseurs prennent de plus en plus en compte les critères ESG dans leurs décisions d'investissement. Les pratiques de notation, d'exclusion, de votes et d'engagement deviennent

	courantes. Les réglementations imposent aux investisseurs de systématiser et de communiquer leurs démarches en matière de finance durable. Cependant, des freins subsistent, notamment au niveau des dirigeants d'entreprise, des systèmes de rémunération et des régulations
Contributions scientifiques	La recherche contribue à la compréhension des interactions entre finance et transition énergétique. Elle met en lumière les défis et les opportunités liés à l'intégration des critères ESG dans les décisions d'investissement. Elle souligne également le rôle des ONG et des régulateurs dans la promotion de pratiques durables
Limite et avenue de recherches	Les limites de la recherche incluent la complexité des critères ESG et la difficulté de mesurer leur impact réel. Les auteurs notent également que la finance verte peut parfois être myope, se concentrant sur des entreprises déjà engagées tout en négligeant d'autres secteurs. Les avenues de la recherche pourraient inclure des études plus approfondies sur l'impact des critères ESG à long terme et l'exploration de nouvelles méthodologies pour évaluer la durabilité des investissements.

Commentaires critiques	<p>La recherche est pertinente et bien documentée, mais elle pourrait bénéficier d'une analyse plus détaillée des impacts économiques des investissements durables. De plus, une comparaison plus approfondie entre les pratiques européennes et anglo-saxonnes en matière de finance durable pourrait enrichir les conclusions. Enfin, l'étude pourrait explorer davantage les solutions pour surmonter les freins identifiés, notamment en matière de régulation et de gouvernance d'entreprise</p>
------------------------	---

Fiche de lecture 10 :

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	La donnée extra-financière comme prérequis au Développement d'une finance durable
Auteur(s) / année	Patrick de Cambourg, Charlotte Gardes/2020
Objectif de l'étude	L'objectif de la recherche est de souligner l'importance cruciale de l'information extra-financière pour le développement d'une finance durable. En d'autres termes, elle cherche à démontrer comment la transparence des

	entreprises en matière de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) peut orienter les flux de capitaux vers des investissements plus responsables et durables
Présentation de la méthodologie	La méthodologie utilisée repose sur une analyse approfondie des normes juridiques et des initiatives réglementaires en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Les auteurs examinent également la littérature économique pour comprendre comment ces normes et pratiques ont évolué et leur impact sur la finance durable
Description des résultats	La contribution scientifique de cette recherche est significative. Elle met en lumière la nécessité d'une transparence accrue des entreprises pour permettre aux investisseurs de prendre des décisions plus éclairées et responsables. En outre, elle souligne l'importance de la normalisation des pratiques de reporting extra-financier pour améliorer la comparabilité et la qualité des données publiées

Contributions scientifiques	<p>La contribution scientifique de cette recherche est significative. Elle met en lumière la nécessité d'une transparence accrue des entreprises pour permettre aux investisseurs de prendre des décisions plus éclairées et responsables. En outre, elle souligne l'importance de la normalisation des pratiques de reporting extra-financier pour améliorer la comparabilité et la qualité des données publiées</p>
Limite et avenue de recherches	<p>La recherche présente certaines limites. La fragmentation des approches réglementaires entre les différents États complique l'harmonisation des normes de reporting extra-financier. De plus, la notion de "double matérialité" reste encore floue et nécessite des clarifications supplémentaires pour être pleinement opérationnelle.</p> <p>Les avenues de recherche futures pourraient se concentrer sur la standardisation des pratiques de reporting extra-financier et sur l'amélioration de la comparabilité et de la qualité des données. Il serait également pertinent d'examiner l'impact concret de ces pratiques sur la performance financière et extra-financière des entreprises, ainsi que d'explorer des études de cas spécifiques pour illustrer les bénéfices et les obstacles rencontrés par les entreprises dans différents secteurs et régions.</p>

Commentaires critiques	Bien que la recherche mette en avant l'importance de la transparence et de la normalisation, elle pourrait bénéficier d'une analyse plus détaillée des défis pratiques auxquels les entreprises sont confrontées lors de la mise en œuvre de ces normes. De plus, l'inclusion d'études de cas spécifiques pourrait enrichir la compréhension des bénéfices et des obstacles rencontrés par les entreprises dans différents contextes.
------------------------	---

Fiche de lecture 11 :

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	MESURE DE LA PERFORMANCE DURABLE DES BANQUES EUROPÉENNES : VERS UN REPORTING INTÉGRÉ
Auteur(s) / année	SANA BEN ABDALLAH, MEHREZ BEN SLAMA, INES FDHILA, DHAFER SAÏDANE/2016
Objectif de l'étude	L'objectif de cet article est de contribuer au débat sur le reporting intégré en proposant des indicateurs de performance durable pour un échantillon de grandes banques européennes.

Présentation de la méthodologie	<p>La méthodologie repose sur la théorie de l'utilité multi-attributs (FUMA) pour évaluer la performance durable des banques. Les auteurs ont utilisé la méthode Analytics Hierarchy Process (AHP) pour hiérarchiser les attributs pertinents des parties prenantes. Un "super" expert a été consulté pour identifier les attributs clés. Les données ont été collectées à partir des rapports annuels et des rapports RSE de douze grandes banques européennes sur la période 2006-2014</p>
Description des résultats	<p>Les résultats montrent que la valeur de la performance durable varie entre environ 56 % et 87 %, avec une moyenne de 67,7 %. Aucune banque n'atteint un IPD de 100 %, indiquant qu'il reste des progrès à faire pour améliorer la satisfaction des parties prenantes. L'IPD est fortement corrélé aux utilités des managers et des actionnaires, mais montre une faible corrélation avec les ratios de rentabilité financière et économique. Les utilités des clients et des régulateurs contribuent de manière significative à la formation de l'IPD.</p>
Contributions scientifiques	<p>L'article propose une nouvelle méthode de mesure de la performance durable des banques en intégrant les dimensions économique, environnementale et sociale. Il met en évidence l'importance de prendre en compte les</p>

	intérêts des différentes parties prenantes pour améliorer la performance durable des banques
Limite et avenue de recherches	Les limites de la recherche incluent le fait que les auteurs n'ont consulté qu'un seul "super" expert pour identifier les attributs clés, ce qui pourrait introduire un biais. De plus, l'échantillon est limité à douze banques européennes, ce qui pourrait ne pas être représentatif de l'ensemble du secteur bancaire. Pour l'avenir, il serait utile d'identifier et de réunir des experts pour chaque partie prenante et d'élargir le nombre de banques par pays. Il est également important que les agences de notation extra financière offrent des bases de données non financières pour une référence globale et normée.
Commentaires critiques	L'approche multi-attributs utilisée dans cet article est innovante et pertinente pour évaluer la performance durable des banques. Cependant, la dépendance à un seul expert pour identifier les attributs clés peut limiter la robustesse des résultats. De plus, l'échantillon restreint de banques européennes pourrait ne pas capturer la diversité des pratiques bancaires à l'échelle mondiale. Des recherches futures devraient inclure une plus grande

	diversité d'experts et un échantillon plus large de banques pour renforcer la validité des conclusions.
--	---

Fiche de lecture 12:

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Crise du secteur bancaire classique et plaidoyer pour une banque universelle durable : une étude exploratoire menée auprès des experts et des consommateurs
Auteur(s) / année	Simon Wangani/2015
Objectif de l'étude	L'objectif de la recherche est d'identifier les déterminants du choix de la banque universelle durable comme alternative aux banques capitalistes classiques, en mettant en évidence les critères de durabilité et en démontrant que ce système alternatif basé sur des principes éthiques pourrait concurrencer le système bancaire actuel

Présentation de la méthodologie	<p>La méthodologie comprend des entretiens avec des experts et des consommateurs, ainsi qu'un modèle de régression linéaire pour analyser les données. Des entretiens ont été menés auprès de plus de 100 personnes, incluant des experts, des professionnels, des cadres, des employés et des étudiants. La méthode des experts a été utilisée pour recueillir des données qualitatives, tandis que des tests économétriques ont été réalisés pour estimer les variables explicatives de la durabilité de la banque universelle.</p>
Description des résultats	<p>Les résultats montrent que des variables telles que la croissance durable, la bonne gouvernance, les liens sociaux, l'encours d'épargne, les fonds propres, les produits financiers éthiques, la confiance relationnelle et les taux d'intérêt bas influencent positivement la durabilité de la banque universelle. Ces variables sont statistiquement significatives et confirment que la banque universelle durable constitue une alternative viable à la banque capitaliste classique</p>
Contributions scientifiques	<p>La recherche apporte une nouvelle perspective sur la finance durable en démontrant que la banque universelle durable, avec ses produits financiers éthiques et sa bonne gouvernance, peut être une réponse efficace à la crise</p>

	financière et une alternative au système bancaire capitaliste. Elle met en lumière l'importance de la confiance, de la proximité et de la responsabilité sociale dans le secteur bancaire.
Limite et avenue de recherches	Les limites de la recherche incluent la taille de l'échantillon et la période d'étude limitée. De futures recherches pourraient explorer un échantillon plus large et diversifié, ainsi qu'une analyse sur une période plus longue pour confirmer les résultats. De plus, l'impact des variables environnementales pourrait être davantage étudié.
Commentaires critiques	La recherche est pertinente et bien structurée, mais elle pourrait bénéficier d'une analyse plus approfondie des interactions entre les différentes variables explicatives. De plus, l'étude pourrait inclure des comparaisons avec d'autres systèmes bancaires alternatifs pour renforcer les conclusions

Fiche de lecture 13:

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Crise du secteur bancaire classique et plaidoyer pour une banque universelle durable : une étude exploratoire menée auprès des experts et des consommateurs
Auteur(s) / année	Simon Wangani/2015
Objectif de l'étude	L'objectif de la recherche est d'identifier les déterminants du choix de la banque universelle durable comme alternative aux banques capitalistes classiques, en mettant en évidence les critères de durabilité et en démontrant que ce système alternatif basé sur des principes éthiques pourrait concurrencer le système bancaire actuel
Présentation de la méthodologie	La méthodologie comprend des entretiens avec des experts et des consommateurs, ainsi qu'un modèle de régression linéaire pour analyser les données. Des entretiens ont été menés auprès de plus de 100 personnes, incluant des experts, des professionnels, des cadres, des employés et des étudiants. La méthode des experts a été utilisée pour recueillir des données qualitatives, tandis que des tests

	économétriques ont été réalisés pour estimer les variables explicatives de la durabilité de la banque universelle.
Description des résultats	Les résultats montrent que des variables telles que la croissance durable, la bonne gouvernance, les liens sociaux, l'encours d'épargne, les fonds propres, les produits financiers éthiques, la confiance relationnelle et les taux d'intérêt bas influencent positivement la durabilité de la banque universelle. Ces variables sont statistiquement significatives et confirment que la banque universelle durable constitue une alternative viable à la banque capitaliste classique
Contributions scientifiques	La recherche apporte une nouvelle perspective sur la finance durable en démontrant que la banque universelle durable, avec ses produits financiers éthiques et sa bonne gouvernance, peut être une réponse efficace à la crise financière et une alternative au système bancaire capitaliste. Elle met en lumière l'importance de la confiance, de la proximité et de la responsabilité sociale dans le secteur bancaire.
Limite et avenue de recherches	Les limites de la recherche incluent la taille de l'échantillon et la période d'étude limitée. De futures recherches pourraient explorer un échantillon plus large et

	diversifié, ainsi qu'une analyse sur une période plus longue pour confirmer les résultats. De plus, l'impact des variables environnementales pourrait être davantage étudié.
Commentaires critiques	La recherche est pertinente et bien structurée, mais elle pourrait bénéficier d'une analyse plus approfondie des interactions entre les différentes variables explicatives. De plus, l'étude pourrait inclure des comparaisons avec d'autres systèmes bancaires alternatifs pour renforcer les conclusions

Fiche de lecture 14 :

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Does ESG performance reduce banks' nonperforming loans?
Auteur(s) / année	Suyi Liu, Justin Jin *, Khalid Nainar/2023
Objectif de l'étude	L'objectif principal de cette recherche est d'examiner l'association entre la performance ESG (environnementale, sociale et de gouvernance) des banques et la qualité de

	leurs prêts, en particulier les prêts non performants (NPLs). Les auteurs cherchent à déterminer si une meilleure performance ESG est liée à une réduction des NPLs, ce qui indiquerait une meilleure qualité des prêts.
Présentation de la méthodologie	Les auteurs utilisent des données de banques commerciales américaines couvrant la période de 2002 à 2021. Ils emploient des régressions OLS (moindres carrés ordinaires) et des régressions avec variables instrumentales (2SLS) pour tester l'association entre les scores ESG des banques et leurs NPLs. Les variables instrumentales incluent le score ESG de l'année précédente (ESGit-2) et l'indice des objectifs de développement durable (SDG) de l'État où la banque est située. Les données spécifiques aux banques proviennent de la base de données Compustat Bank, les scores ESG de la base de données Définitive ESG, et les facteurs macroéconomiques du Bureau of Economic Analysis et du U.S. Bureau of Labor Statistics.
Description des résultats	Les résultats montrent une association négative significative entre les scores ESG des banques et leurs NPLs. En d'autres termes, les banques avec des scores ESG plus élevés tendent à avoir moins de prêts non performants. Les trois piliers ESG (environnemental,

	<p>social et de gouvernance) contribuent tous à la réduction des NPLs. Une augmentation d'une unité du score ESG peut réduire le ratio de prêts non performants d'une banque de 0,3%. Les résultats sont robustes même lorsqu'on utilise des scores ESG alternatifs et en excluant les périodes de crise financière (2007-2009).</p>
Contributions scientifiques	<p>Cette étude enrichit la littérature ESG dans le secteur bancaire en se concentrant sur la qualité des prêts des banques et en décomposant les scores ESG des banques. Elle fournit des preuves archivistiques de l'importance des performances ESG pour la stabilité bancaire et la qualité des prêts. Les résultats soulignent l'importance des trois piliers ESG, avec une contribution particulièrement forte des piliers environnemental et social.</p>
Limite et avenue de recherches	<p>Les limites de cette étude incluent l'utilisation de données uniquement américaines, ce qui peut limiter la généralisation des résultats à d'autres pays. De plus, l'étude se concentre sur une période spécifique, et les résultats pourraient varier dans d'autres contextes économiques ou géographiques. Les avenues de recherche futures pourraient explorer l'impact des scores ESG des banques sur les paniques bancaires, les comportements des</p>

	déposants, et les différences régionales ou internationales dans l'association entre ESG et NPLs.
Commentaires critiques	L'étude est rigoureuse et bien structurée, mais elle pourrait bénéficier d'une analyse comparative avec des banques d'autres régions pour valider la généralisation des résultats. De plus, l'impact des crises financières sur les résultats pourrait être exploré plus en profondeur. Une analyse plus détaillée des mécanismes par lesquels les scores ESG influencent la qualité des prêts serait également bénéfique. Enfin, l'étude pourrait intégrer des variables supplémentaires pour mieux comprendre les interactions complexes entre les performances ESG et les autres facteurs influençant les NPLs.

Fiche de lecture 15 :

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Discours sur la RSE Dans le processus de Légitimation de la banque

Auteur(s) / année	EMMANUELLE REYNAUD AURÉLIE WALAS/20215
Objectif de l'étude	L'objectif de cette recherche est de comprendre comment les grandes banques françaises ont utilisé la responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour restaurer leur légitimité après la crise financière de 2008
Présentation de la méthodologie	La méthodologie repose sur une analyse des rapports annuels de quatre grandes banques françaises (BNP Paribas, BPCE, Crédit Agricole, Société Générale) sur une période de 8 ans (2004-2011). Les rapports ont été analysés à l'aide du logiciel Sphinx pour déterminer les occurrences de mots liés aux différents volets de la RSE. Les hypothèses ont été testées à l'aide de tests du khi 2 et d'analyses factorielles des correspondances (AFC)
Description des résultats	Les résultats montrent que les banques communiquent davantage sur leurs responsabilités sectorielles et environnementales dans les rapports d'activité, tandis que les responsabilités communicationnelles et sociales sont plus présentes dans les rapports de développement durable. Les banques n'adoptent pas de comportements mimétiques, et leurs stratégies de légitimation varient : BPCE privilégie une légitimation pragmatique, CA et SG

	une légitimation normative, et BNP une légitimation cognitive.
Contributions scientifiques	Cette recherche apporte une compréhension approfondie de l'utilisation de la RSE comme stratégie de légitimation dans le secteur bancaire, en montrant l'absence de comportements isomorphes malgré la forte institutionnalisation du secteur. Elle met également en lumière l'importance des rapports annuels comme outils de communication stratégique
Limite et avenue de recherches	Les limites de cette recherche incluent la focalisation sur les rapports annuels, qui pourraient ne pas refléter toutes les pratiques de RSE des banques. Des études futures pourraient inclure d'autres types de documents ou des entretiens pour une compréhension plus complète. Il serait également intéressant d'explorer le lien entre les dynamiques de légitimation et la légitimité perçue par les parties prenantes
Commentaires critiques	Cette recherche est pertinente et bien structurée, offrant des insights précieux sur les stratégies de légitimation des banques. Cependant, elle pourrait bénéficier d'une analyse plus large incluant des perspectives internationales et des

	comparaisons avec d'autres secteurs pour une vision plus globale des dynamiques de légitimation par la RSE
--	--

Fiche de lecture 16:

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	Bank sustainability, climate change initiatives and financial performance: The role of corporate governance
Auteur(s) / année	Douglas A. Adu, Mohammad Zoynul Abedin b, Vida Y. Saa c, Frank Boateng/2024
Objectif de l'étude	La méthodologie repose sur un ensemble de données de panel de 2785 observations provenant de 220 banques dans 16 pays d'Afrique subsaharienne entre 2007 et 2022. Les chercheurs ont utilisé des modèles de régression à effets fixes pour analyser les relations entre les variables, en tenant compte des problèmes potentiels d'endogénéité et de biais de sélection.

Présentation de la méthodologie	<p>Les cadres de reporting de durabilité des banques (BSRF) et les comités de durabilité du conseil (BSCOM) sont positivement associés à des niveaux accrus d'initiatives bancaires en matière de changement climatique (BCCIs).</p> <p>Le BSCOM est positivement lié à la performance financière (FP), tandis que le BSRF n'a pas d'effet significatif sur la FP.</p> <p>La divulgation des BCCIs a un impact positif sur la FP, mais les investissements réels dans les BCCIs ne semblent pas améliorer la FP.</p> <p>L'association entre les BCCIs et la FP est modérée positivement par les mécanismes de gouvernance d'entreprise (CG).</p>
Description des résultats	<p>Cette étude apporte plusieurs contributions nouvelles à la littérature bancaire :</p> <p>Elle montre que les BSRF et BSCOM ont un effet positif sur les BCCIs.</p> <p>Elle révèle que le BSCOM est positivement lié à la FP.</p> <p>Elle établit que les initiatives bancaires en matière de changement climatique ont un impact bénéfique sur la FP.</p> <p>Elle identifie et teste les effets modérateurs des mécanismes de gouvernance d'entreprise sur ces relations.</p>

Contributions scientifiques	Cette recherche apporte une compréhension approfondie de l'utilisation de la RSE comme stratégie de légitimation dans le secteur bancaire, en montrant l'absence de comportements isomorphes malgré la forte institutionnalisation du secteur. Elle met également en lumière l'importance des rapports annuels comme outils de communication stratégique
Limite et avenue de recherches	La recherche se concentre sur les mécanismes internes de gouvernance d'entreprise en raison des restrictions de données. Les études futures pourraient examiner l'influence des mécanismes externes de gouvernance. L'étude se concentre sur les comités de durabilité du conseil (BSCOM) sans considérer les attributs individuels des membres du BSCOM. Les recherches futures pourraient explorer l'impact de ces caractéristiques. L'étude est limitée aux banques d'Afrique subsaharienne, ce qui peut limiter la généralisation des résultats à d'autres régions.
Commentaires critiques	Cette étude est une contribution significative à la compréhension des relations entre la gouvernance d'entreprise, les initiatives de durabilité et la performance financière dans le secteur bancaire en Afrique subsaharienne. Cependant, l'accent mis sur les mécanismes

	<p>internes de gouvernance et l'absence de données sur les attributs individuels des membres du BSCOM limitent la portée des conclusions. De plus, l'étude pourrait bénéficier d'une comparaison avec des banques de régions développées pour une perspective plus globale.</p>
--	---

Fiche de lecture 17:

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	THE INFLUENCE OF ESG FACTORS ON FINANCIAL PERFORMANCE IN THE BANKING SECTOR DURING THE COVID-19 PANDEMIC
Auteur(s) / année	Voicu Dan Dragomir, Oana Marina Bătae, Bogdan Stefan Ionescu, Liliana Ionescu-Feleagă/2022
Objectif de l'étude	L'objectif de cette recherche est d'examiner l'impact des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et de l'activité bancaire sur la croissance économique, en particulier en analysant si les efforts ESG et le financement vert par le secteur bancaire contribuent à une économie durable.

Présentation de la méthodologie	<p>La recherche utilise des indicateurs de performance ESG extraits de la base de données Refinitiv Eikon. Les données financières et ESG des banques pour les années 2019 à 2021 ont été analysées à l'aide de plusieurs modèles de régression avec des variables de contrôle. Les variables dépendantes incluent le retour sur actifs (ROA), le retour sur capitaux propres (ROE), les rendements boursiers (SMR) et les bénéfices par action (EPS).</p>
Description des résultats	<ul style="list-style-type: none"> • La performance environnementale des banques en 2019 a une influence négative sur le ROE en 2020. • Les initiatives de responsabilité sociale en 2020 ont positivement influencé la rentabilité des banques en 2021. • Les banques d'Asie de l'Est ont des rendements boursiers et des bénéfices par action plus élevés déterminés par la qualité de la gouvernance d'entreprise de l'année précédente. • La performance environnementale de 2020 a une influence négative sur les bénéfices par action en 2021 pour les banques d'Asie de l'Est.

Contributions scientifiques	Cette étude comble une lacune dans la littérature en analysant l'influence des performances ESG sur la performance financière des banques situées sur trois continents différents, avant et pendant la pandémie de Covid-19. Elle démontre des relations de causalité entre les facteurs ESG et la performance financière des banques.
Limite et avenue de recherches	Les résultats sont limités au secteur bancaire et à la période de la pandémie. Les scores ESG pour 2021 n'étaient pas disponibles au moment de la recherche. Les futures recherches pourraient se concentrer sur les années post pandémiques et explorer les différences structurelles au niveau mondial.
Commentaires critiques	<p>La recherche montre que les initiatives de responsabilité sociale ont un impact positif sur la performance financière pendant la pandémie, ce qui souligne l'importance de l'engagement social des banques.</p> <p>Les résultats varient selon les régions, ce qui suggère des différences structurelles qui méritent une investigation plus approfondie.</p> <p>L'étude met en évidence la nécessité pour les banques de développer des critères internes d'évaluation ESG et d'allouer des budgets croissants pour ces activités afin d'améliorer leur performance financière.</p>

--	--

Fiche de lecture 18 :

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	La responsabilité environnementale des groupes bancaires en Afrique : quel apport de l'écoféminisme
Auteur(s) / année	Paul Dominique Zanga Ongbwa/2018
Objectif de l'étude	L'objectif de cette recherche est d'analyser l'influence du genre féminin sur le niveau de responsabilité environnementale des groupes bancaires en Afrique, en se basant sur les préceptes de l'éco féminisme.
Présentation de la méthodologie	L'étude porte sur un échantillon de 42 groupes bancaires (africains et étrangers) disposant d'implantations en Afrique, observés sur la période 2005-2014. Les données proviennent des rapports annuels des banques et sont

	analysées à l'aide d'une régression par les moindres carrés généralisés (MCG)
Description des résultats	Les résultats montrent que la diversité de genre et le nombre d'administrateurs affectent positivement et significativement la responsabilité environnementale des groupes bancaires en Afrique. Cependant, le nombre de dirigeantes à un impact négatif sur le niveau de préservation de la nature par les banques multinationales. Les résultats varient selon les régions, avec une absence de significativité des R2 pour les banques d'Afrique francophone, remettant en cause les postulats éco féministes dans cette région
Contributions scientifiques	Cette recherche met en avant les vertus de la diversité de genre et les capacités de préservation de l'environnement des administratrices au sein des groupes bancaires en Afrique. Elle contribue à la littérature en fournissant des preuves empiriques sur l'influence du genre féminin dans un contexte africain.
Limite et avenue de recherches	Les limites de cette étude incluent la disponibilité limitée des données et l'absence de résultats concluants pour certaines régions (Maghreb, Afrique de l'Est et Australe). Pour les recherches futures, il serait pertinent d'intégrer

	des variables modératrices ou médiantes et de mener des analyses qualitatives pour approfondir la compréhension de l'influence du genre sur la responsabilité environnementale.
Commentaires critiques	Cette étude apporte des insights intéressants sur l'impact du genre féminin sur la responsabilité environnementale des banques en Afrique. Cependant, la variabilité des résultats selon les régions et le rôle négatif des dirigeantes soulèvent des questions sur les dynamiques internes des banques et les obstacles structurels à l'écoféminisme. Une exploration plus approfondie des facteurs contextuels et culturels pourrait enrichir les conclusions de cette recherche.

Fiche de lecture 18 :

Composantes	Évaluations
Titre de l'article	LINKING FINANCIAL PERFORMANCE AND EFFICIENCY TO SUSTAINABILITY IN BANKING SECTOR: A LITERATURE SYNTHESIS
Auteur(s) / année	Karolina KRISCIUKAITYTE, Tomas BALEZENTIS, Dalia STREIMIKIENE/2023

Objectif de l'étude	<p>L'objectif de cette recherche est d'identifier les indicateurs prédominants de la banque durable en tenant compte des performances financières et de l'efficacité des banques. L'étude vise à intégrer le concept de durabilité avec les mesures de performance financière et d'efficacité bancaire</p>
Présentation de la méthodologie	<p>La recherche utilise une revue systématique de la littérature pour extraire les indicateurs de durabilité bancaire. Les articles pertinents ont été identifiés via Google Scholar pour les années 2016-2021 en utilisant des mots-clés spécifiques. Les indicateurs sont ensuite regroupés selon les domaines qu'ils décrivent. La méthodologie inclut également l'analyse qualitative à l'aide du logiciel MAXQDA.</p>
Description des résultats	<p>Les résultats montrent que l'efficacité et la performance financière des banques sont améliorées lorsqu'elles se concentrent sur la durabilité. Les indicateurs de durabilité sont variés et incluent des mesures économiques, environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Les méthodes utilisées pour évaluer la durabilité incluent des modèles de régression, l'analyse de frontière stochastique, l'analyse d'enveloppement des données, et des méthodes de prise de décision multicritères.</p>

Contributions scientifiques	Cette recherche contribue à la littérature en fournissant une synthèse complète des indicateurs de durabilité bancaire et des méthodes utilisées pour les évaluer. Elle met en évidence l'importance d'intégrer les critères ESG dans les analyses de performance bancaire et propose des cadres méthodologiques pour cette intégration.
Limite et avenue de recherches	Les principales limites de la recherche incluent la taille réduite de l'échantillon d'articles analysés et le manque de données à long terme sur les indicateurs de durabilité. Les futures recherches pourraient se concentrer sur l'impact des risques liés à la durabilité sur les portefeuilles de prêts et d'investissements bancaires, ainsi que sur l'utilisation de techniques de calcul modernes et de grandes bases de données.
Commentaires critiques	Cette étude est exhaustive et bien structurée, offrant une vue d'ensemble précieuse des indicateurs de durabilité dans le secteur bancaire. Cependant, elle pourrait bénéficier d'une analyse plus approfondie des relations non linéaires entre la durabilité et la performance bancaire, ainsi que d'une exploration des impacts spécifiques des politiques de durabilité sur les différentes dimensions de la performance bancaire.